

PRÉFECTURE
des Alpes-de-Haute-Provence

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

2e quinzaine de mars 2018

2018-22

Parution le Mercredi 4 avril 2018

2e quinzaine de mars 2018

SOMMAIRE

La version intégrale de ce recueil des actes administratifs est en ligne sur le site Internet de la Préfecture : www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr, rubrique « Nos Publications »

PREFECTURE

Direction des services du cabinet

Arrêté préfectoral n°2018-074-005 du 15 mars 2018 portant agrément de M. Jean-Richard Brochier en qualité de garde particulier **Pg 1**

Arrêté préfectoral n°2018-086-007 du 27 mars 2018 portant restriction de survol d'un aéronef télé piloté à la communauté d'agglomération Provence-Alpes agglomération / Unesco Géoparc de Haute-Provence **Pg 42**

Arrêté préfectoral n°2018-087-002 du 28 mars 2018 portant autorisation d'utiliser une altisurface sur le territoire de la commune de REDORTIERS **Pg 44**

Direction de la Citoyenneté et de la Légalité

Arrêté préfectoral n°2018-079-001 du 20 mars 2018 fixant la composition de la commission départementale d'aménagement commercial des Alpes-de-Haute-Provence constituée pour examiner la demande d'autorisation d'exploitation commerciale par construction, pour une surface de vente de 1 422m², d'un supermarché à l'enseigne "LIDL" sur la commune de Digne-les-Bains **Pg 49**

Arrêté préfectoral n°2018-093-002 du 3 avril 2018 portant autorisation de création d'une chambre funéraire sur le territoire de la commune de Forcalquier **Pg 51**

SOUS-PREFECTURES

Castellane

Arrêté préfectoral n°2018-081-001 du 22 mars 2018 reconnaissant l'aptitude technique d'un garde-chasse particulier **Pg 54**

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service Environnement Risques

Arrêté préfectoral n°2018-078-005 du 19 mars 2018 prescrivant la modification du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Seynes-les-Alpes **Pg 56**

Arrêté préfectoral n°2018-079-009 du 20 mars 2018 portant agrément du président et du trésorier de l'Association Agréée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique "Les trois Asses" à Barrême **Pg 59**

Arrêté préfectoral n°2018-079-010 du 20 mars 2018 portant application du régime forestier sur la commune de Méolans-Revel **Pg 61**

Arrêté préfectoral n°2018-079-011 du 20 mars 2018 portant autorisation de défrichement pour la création d'un hangar de stockage de matériel communal sur la commune de Sainte-Croix-du-Verdon sur une superficie totale de 0,4500 ha **Pg 63**

Arrêté préfectoral n°2018-079-012 du 20 mars 2018 portant autorisation de défrichement pour une remise en culture sur la commune de Montfuron sur une superficie totale de 0,4800 ha **Pg 66**

Arrêté préfectoral n°2018-079-013 du 20 mars 2018 de mise en demeure de mise en conformité de la station d'épuration située sur la commune de Selonnet **Pg 69**

Arrêté préfectoral n°2018-087-003 du 28 mars 2018 portant distraction et application du régime forestier sur la commune de Méailles **Pg 72**

Arrêté préfectoral n°2018-087-004 du 28 mars 2018 portant distraction et application du régime forestier sur la commune de Pierrevert **Pg 74**

Arrêté préfectoral n°2018-087-005 du 28 mars 2018 portant distraction et application du régime forestier sur la commune de Melve **Pg 76**

Arrêté préfectoral n°2018-094-001 du 4 avril 2018 portant renouvellement de l'agrément au titre de la protection de l'environnement de l'association "France Nature Environnement" **Pg 78**

Arrêté préfectoral n°2018-094-004 du 4 avril 2018 portant prescriptions spécifiques relatives au prélèvement d'eau à usage d'irrigation -M. BARTALUCCI **Pg 81**

Arrêté préfectoral n°2018-094-005 du 4 avril 2018 modifiant l'arrêté préfectoral n°2016-356-002 du 21 décembre 2016 créant une section spécialisée de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture (CDOA) **Pg 86**

Arrêté préfectoral n°2018-094-006 du 4 avril 2018 modifiant l'arrêté préfectoral n°2016-348-003 fixant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture (CDOA) **Pg 88**

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Arrêté préfectoral n°2018-089-003 du 30 mars 2018 attribuant l'habilitation sanitaire à Mme BOULY **Pg 90**

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS

Arrêté préfectoral n°2018-079-005 du 20 mars 2018 fixant la liste annuelle départementale d'aptitude des personnels spécialisés dans le domaine de la prévention **Pg 92**

Arrêté conjoint 2018-87-006 portant cessation des fonctions du commandant Fabien MULLER en qualité de chef du centre d'incendie et de secours des Mées **Pg 94**

Arrêté conjoint 2018-87-007 portant nomination du commandant Jean-Christophe JULIEN en qualité de chef du centre d'incendie et de secours des Mées **Pg 96**

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT

Arrêté préfectoral n°2018-075-003 du 16 mars 2018 portant dérogation à la réglementation relative aux espèces protégées **Pg 98**

Arrêté préfectoral n°2018-075-004 du 16 mars 2018 portant dérogation à l'interdiction de destruction, de perturbation et d'altération d'habitats d'espèces animales et végétales protégées dans le cadre du projet de protection de la route nationale 202 contre les instabilités rocheuses sur le site de la Roche Percée, sur la commune d'Annot (04) **Pg 101**

Arrêté préfectoral n°2018-088-002 du 29 mars 2018 portant dérogation à la réglementation relative aux espèces protégées **Pg 108**

UNITE DEPARTEMENTALE des Alpes-de-Haute-Provence de la DIRECCTE

Arrêté préfectoral n°2018-067-013 du 8 mars 2018 portant récépissé de déclaration d'un organisme de service à la personne enregistré sous le n°SAP819153271 **Pg 110**

Délégation départementale des Alpes-de-Haute-Provence de l'Agence Régionale de Santé PACA

Décision du 28 mars 2018 portant modification de l'agrément n°18-04 de transports sanitaires terrestres MEDICA AMBULANCES-Mane **Pg 111**

Arrêté préfectoral n°2018-088-004 du 29 mars 2018 relatif aux modalités de mise en oeuvre du plan de lutte contre la propagation des maladies vectorielles transmises par Aedes albopictus : chikungunya, dengue et zika dans le département des Alpes-de-Haute-Provence **Pg 113**

Arrêté préfectoral n°2018-088-005 du 29 mars 2018 alimentation en eau destinée à la consommation humaine-commune de Bayons GAEC du col de la sapie- fromagerie artisanales à faible capacité de production **Pg 158**

Arrêté préfectoral n°2018-088-003 du 29 mars 2018 autorisation prévue à l'article L.1321-7 du code de la santé publique, de traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine des communes de Roumoules et de Puimoisson **Pg 161**

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

PREFECTURE
Direction des services du cabinet
Bureau du cabinet

Digne-les-Bains, le 15 MARS 2018

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2018- 074 - 0
Portant agrément de M. Jean-Richard BROCHIER
en qualité de garde particulier

Le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le décret n° 2006-1100 du 30 août 2006 modifié relatif à l'agrément et à l'assermentation des gardes particuliers,

Vu le code de procédure pénale, notamment son article 29-1,

Vu la commission du 15 novembre 2017 délivrée par M. Michel Signoret, commettant, à Monsieur Jean-Richard Brochier, garde particulier, par laquelle il lui confie la surveillance des propriétés définies à l'annexe 1 du présent arrêté,

Vu l'arrêté du 3 janvier 2018 délivré par le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence agréant M. Jean-Richard Brochier en qualité de garde particulier,

Sur proposition du Directeur des services du cabinet,

AR R E T E

Article 1^{er} – M. Jean-Richard Brochier
né le 1^{er} juillet 1954 à Forcalquier (04)

est agréé en qualité de garde particulier pour la surveillance du réseau et des équipements établis sur le périmètre de l'ASA IPCM (Association Syndicale Autorisée d'Irrigation des Plaines du Canton des Mées), situés sur les communes des Mées, d'Oraison, de Puimichel et du Castellet et constater

les infractions touchant à la propriété, prévues et réprimées par le code pénal, notamment les destructions, dégradations, incendies, tags, dépôts de déchets etc....

Article 2 – la liste des propriétés ou des territoires concernés est précisée sur l'annexe 1 jointe au présent arrêté.

Article 3 – le présent agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Article 4 – préalablement à son entrée en fonctions, M. Jean-Richard Brochier doit prêter serment devant le tribunal d'Instance de Digne-les-Bains.

Article 5 – dans l'exercice de ses fonctions, M. Jean-Richard Brochier doit être porteur en permanence du présent arrêté ou de sa carte d'agrément qui doivent être présentés à toute personne qui en fait la demande.

Article 6 – le présent agrément doit être retourné sans délai à la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence en cas de cessation de fonctions, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant.

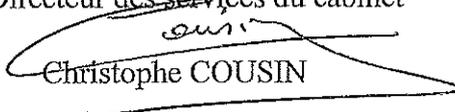
Article 7 – la présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois :

- d'un recours gracieux auprès de mes services (Bureau du cabinet),
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques – sous-direction des libertés publiques et de la police administrative (11 Rue des Saussaies 75800 Paris Cedex 08).
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille (22-24, avenue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06).

Article 8 – le Directeur des services du cabinet du préfet est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Richard Brochier, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée à :

- MM. les maires des Mées, d'Oraison, de Puimichel et du Castellet,
- Mme la sous-préfète de Forcalquier,
- M. Michel Signoret, président de l'ASA IPCM,
- M. le Colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale,
- M. le Greffier du tribunal d'Instance de Digne-les-Bains.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur des services du cabinet


Christophe COUSIN

du 15 mars 2018

Délimitation des propriétés concernées (article 2 du présent arrêté)
(Communes des Mées, d'Oraison, de Puimichel, du Castellet)

| Commune | N° Parcelle | Propriétaire | Surface cadastrée |
|---------|-------------|----------------------------|-------------------|
| 143 | Z 0032 | AGNEL JEAN-PIERRE | 0 14 33 |
| 143 | ZS 0080 | AILLAUD REYNIER INDIVISION | 0 99 19 |
| 143 | ZS 0059 | AILLAUD REYNIER INDIVISION | 0 45 51 |
| 143 | ZS 0060 A | AILLAUD REYNIER INDIVISION | 0 53 65 |
| 143 | ZS 0060 B | AILLAUD REYNIER INDIVISION | 4 00 00 |
| 143 | ZS 0060 C | AILLAUD REYNIER INDIVISION | 5 92 55 |
| 116 | F 0334 | ALEGRE REMI | 0 08 20 |
| 116 | C 0966 | ALEXANDRE INDIVIS | 0 70 50 |
| 116 | C 0971 | ALEXANDRE INDIVIS | 0 34 60 |
| 116 | C 0967 | ALEXANDRE INDIVIS | 0 08 60 |
| 116 | C 0968 | ALEXANDRE INDIVIS | 0 87 10 |
| 143 | Z 0077 | ALLEMAND JEAN-MARC | 0 28 20 |
| 116 | F 2722 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 09 55 |
| 116 | F 2712 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 12 37 |
| 116 | F 2710 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 17 70 |
| 116 | F 2720 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 05 09 |
| 116 | F 2719 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 08 31 |
| 116 | F 2015 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 03 56 |
| 116 | F 2718 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 08 00 |
| 116 | F 2717 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 08 10 |
| 116 | F 2043 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 01 10 |
| 116 | F 2042 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 02 92 |
| 116 | F 2708 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 15 75 |
| 116 | F 2716 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 07 80 |
| 116 | F 2729 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 37 05 |
| 116 | F 2017 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 08 48 |
| 116 | F 0867 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 13 20 |
| 116 | F 2014 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 01 12 |
| 116 | F 2013 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 03 27 |
| 116 | F 0514 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 48 05 |
| 116 | F 2730 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 17 09 |
| 116 | F 2714 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 32 66 |
| 116 | F 0754 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 38 40 |
| 116 | F 1045 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 31 05 |
| 116 | F 0506 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 10 95 |
| 116 | F 0650 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 20 00 |
| 116 | F 2012 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 01 08 |
| 116 | F 1028 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 32 50 |
| 116 | F 2731 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 03 16 |
| 116 | F 1671 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 22 35 |
| 116 | F 0868 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 20 60 |
| 116 | F 0866 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 08 05 |
| 116 | F 0864 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 1 43 05 |
| 116 | F 0850 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 17 85 |
| 116 | F 0376 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 18 55 |
| 116 | F 2727 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 32 27 |
| 116 | F 0848 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 40 87 |
| 116 | F 0838 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 05 00 |

| | | | |
|-----|--------|---------------------|---------|
| 116 | F 0802 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 13 05 |
| 116 | F 0800 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 18 15 |
| 116 | F 0799 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 18 20 |
| 116 | F 0797 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 18 90 |
| 116 | F 0651 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 43 30 |
| 116 | F 0379 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 95 97 |
| 116 | F 2725 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 21 94 |
| 116 | F 0796 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 19 15 |
| 116 | F 0766 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 52 25 |
| 116 | F 0471 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 56 15 |
| 116 | F 0764 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 09 05 |
| 116 | F 0237 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 50 00 |
| 116 | F 0377 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 52 30 |
| 116 | F 0763 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 57 90 |
| 116 | F 2016 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 03 00 |
| 116 | F 0753 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 12 90 |
| 116 | F 0700 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 19 50 |
| 116 | F 2368 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 02 00 |
| 116 | F 2367 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 11 10 |
| 116 | F 2724 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 42 55 |
| 116 | F 0291 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 1 09 05 |
| 116 | F 0292 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 88 70 |
| 116 | F 0293 | ALLIBERT CHRISTOPHE | 0 74 20 |
| 116 | F 0350 | ALONSO RENE | 0 18 05 |
| 116 | F 1629 | ALONSO RENE | 0 91 70 |
| 116 | F 1074 | ALVES PINTO ADRIANO | 0 26 60 |
| 116 | C 0855 | ARAMAND INDIVISION | 0 11 55 |
| 116 | C 0864 | ARAMAND INDIVISION | 0 15 80 |
| 116 | C 0240 | ARAMAND JOEL | 0 49 40 |
| 116 | C 0713 | ARAMAND JOEL | 0 06 80 |
| 116 | C 0717 | ARAMAND JOEL | 0 07 50 |
| 116 | C 0718 | ARAMAND JOEL | 0 09 00 |
| 116 | C 0719 | ARAMAND JOEL | 0 09 40 |
| 116 | C 0721 | ARAMAND JOEL | 0 09 00 |
| 116 | C 0730 | ARAMAND JOEL | 0 23 00 |
| 116 | F 0317 | ARAMAND JOEL | 0 14 10 |
| 116 | F 1617 | ARAMAND JOEL | 0 40 30 |
| 116 | C 0244 | ARAMAND JOEL | 0 27 60 |
| 116 | C 0294 | ARAMAND JOEL | 0 10 20 |
| 116 | C 0318 | ARAMAND JOEL | 0 04 30 |
| 116 | C 0328 | ARAMAND JOEL | 0 71 20 |
| 116 | F 1981 | ARAMAND JOEL | 0 11 99 |
| 116 | F 1984 | ARAMAND JOEL | 0 09 68 |
| 116 | F 1985 | ARAMAND JOEL | 0 01 51 |
| 116 | C 0316 | ARAMAND JOEL | 0 05 70 |
| 116 | F 1986 | ARAMAND JOEL | 0 12 38 |
| 116 | F 0361 | ARAMAND JOEL | 0 21 20 |
| 116 | F 0341 | ARAMAND JOEL | 0 27 75 |
| 116 | F 0336 | ARAMAND JOEL | 0 09 25 |
| 116 | F 0332 | ARAMAND JOEL | 0 15 40 |

| | | | |
|-----|--------|---------------------|---------|
| 116 | F 0318 | ARAMAND JOEL | 0 14 70 |
| 116 | C 0711 | ARAMAND JOEL | 0 07 70 |
| 116 | F 1975 | ARIZZI JEAN-CHARLES | 0 04 83 |
| 116 | F 2629 | ARIZZI JEAN-CHARLES | 0 03 47 |
| 116 | F 2232 | ARIZZI JEAN-CHARLES | 0 01 28 |
| 116 | F 0287 | ARIZZI JEAN-CHARLES | 0 18 20 |
| 116 | F 2366 | ARIZZI JEAN-CHARLES | 0 38 56 |
| 116 | F 1595 | ARIZZI JEAN-CHARLES | 1 30 10 |
| 116 | F 2901 | ARIZZI JEAN-CHARLES | 0 09 39 |
| 116 | F 2902 | ARIZZI JEAN-CHARLES | 0 16 91 |
| 116 | F 0098 | ARIZZI JEAN-CHARLES | 0 18 60 |
| 116 | C 0743 | ARIZZI JEAN-CHARLES | 1 64 85 |
| 116 | F 0288 | ARIZZI JEAN-CHARLES | 0 09 95 |
| 116 | F 2632 | ARIZZI JEAN-CHARLES | 1 88 93 |
| 116 | F 0455 | ARIZZI JEANNE | 0 10 70 |
| 116 | F 0391 | ARIZZI JEANNE | 0 12 90 |
| 116 | F 1674 | ARIZZI JEANNE | 0 23 90 |
| 116 | F 0897 | ARIZZI JEANNE | 0 13 80 |
| 116 | C 0677 | ARIZZI JEANNE | 0 15 50 |
| 116 | F 0406 | ARIZZI JEANNE | 0 26 20 |
| 116 | F 0401 | ARIZZI JEANNE | 0 33 45 |
| 116 | C 0764 | ARIZZI JEANNE | 1 71 70 |
| 116 | C 0775 | ARIZZI JEANNE | 0 90 00 |
| 116 | F 0898 | ARIZZI JEANNE | 0 29 75 |
| 116 | C 0776 | ARIZZI JEANNE | 0 59 50 |
| 116 | F 1681 | ARIZZI JEANNE | 0 16 05 |
| 116 | C 0809 | ARIZZI JEANNE | 0 33 85 |
| 116 | C 1282 | ARMAND FRANCIS | 0 01 00 |
| 116 | C 1280 | ARMAND FRANCIS | 0 01 61 |
| 116 | C 1284 | ARMAND FRANCIS | 0 06 73 |
| 116 | C 1277 | ARMAND FRANCIS | 0 01 86 |
| 116 | F 1916 | ARNAUD ELIE | 0 12 86 |
| 116 | F 1918 | ARNAUD ELIE | 0 36 58 |
| 116 | F 1920 | ARNAUD ELIE | 0 41 97 |
| 116 | F 1922 | ARNAUD ELIE | 0 48 55 |
| 116 | C 0676 | ARNAUD ELIE | 0 52 60 |
| 116 | F 1940 | ARNAUD ELIE | 0 14 82 |
| 116 | F 1974 | ARNAUD ELIE | 0 01 29 |
| 116 | F 1942 | ARNAUD ELIE | 0 37 36 |
| 116 | F 1912 | ARNAUD ELIE | 0 73 99 |
| 116 | F 0265 | ARNAUD ELIE | 1 87 00 |
| 116 | F 1944 | ARNAUD ELIE | 0 33 44 |
| 116 | F 1971 | ARNAUD ELIE | 0 23 54 |
| 116 | F 1924 | ARNAUD ELIE | 0 51 73 |
| 116 | F 1594 | ARNAUD ELIE | 0 72 45 |
| 116 | F 1914 | ARNAUD ELIE | 0 37 64 |
| 116 | C 0849 | ARNAUD JEAN | 0 42 60 |
| 116 | F 0396 | ARNAUD JEAN | 0 47 75 |
| 116 | C 0786 | ARNAUD JEAN | 0 35 65 |
| 116 | F 0390 | ARNAUD JEAN | 0 44 40 |

| | | | |
|-----|---------|------------------------|---------|
| 116 | C 0780 | ARNAUD JEAN | 0 35 80 |
| 116 | C 1074 | ARNAUD JEAN CHRISTOPHE | 0 40 10 |
| 116 | F 1037 | ARNOUX JEAN-SEBASTIEN | 0 15 40 |
| 116 | C 0265 | ASTOIN ROSELINE | 0 15 00 |
| 143 | ZV 0049 | AUBERT GHISLAINE | 0 51 10 |
| 116 | E 0789 | AUBERT MARC | 0 02 55 |
| 143 | ZT 0065 | AURIC ALEXIS | 1 11 23 |
| 143 | ZT 0064 | AURIC ALEXIS | 0 96 75 |
| 116 | D 0289 | BABIJ MICHEL | 0 01 35 |
| 116 | F 0884 | BAILLE CHARLES | 0 68 70 |
| 116 | F 2569 | BAILLE CHARLES | 0 28 92 |
| 116 | F 0437 | BARNEOUD PASCAL | 0 25 75 |
| 116 | C 0822 | BARO MAURICE | 0 33 60 |
| 116 | C 1181 | BARRAS LAURENT | 0 65 10 |
| 116 | C 0414 | BARRAS LAURENT | 1 42 10 |
| 116 | C 0212 | BARRAS LAURENT | 0 17 90 |
| 116 | C 1186 | BARRAS LAURENT | 0 17 25 |
| 116 | C 0867 | BARRAS LAURENT | 1 03 20 |
| 116 | C 0866 | BARRAS LAURENT | 0 31 30 |
| 116 | C 0408 | BARRAS LAURENT | 0 83 60 |
| 116 | F 3048 | BAULIER MICHEL | 0 23 13 |
| 116 | D 0226 | BAUMA GILBERT | 0 47 30 |
| 116 | E 0621 | BAUMA GILBERT | 0 49 95 |
| 116 | D 0759 | BEAUME YVES | 0 03 86 |
| 116 | C 0918 | BEGNIS FRANCIS | 0 61 20 |
| 116 | E 0635 | BERT ALBERT | 0 47 00 |
| 116 | F 0993 | BERTHON EMILE | 0 42 00 |
| 116 | C 0269 | BERTRAND NICOLE | 0 12 70 |
| 116 | C 0268 | BERTRAND NICOLE | 0 04 20 |
| 116 | C 0796 | BERTRAND NICOLE | 0 29 10 |
| 116 | F 0355 | BIENVENU JEAN LUC | 0 16 10 |
| 116 | F 0357 | BIENVENU JEAN LUC | 0 62 75 |
| 116 | F 1626 | BIENVENU JEAN LUC | 0 88 50 |
| 116 | F 1029 | BIENVENU JEAN LUC | 0 31 20 |
| 116 | F 0776 | BIENVENU JEAN LUC | 0 45 60 |
| 116 | F 1298 | BIENVENU JEAN LUC | 1 58 60 |
| 116 | F 0366 | BLANC CHRISTOPHE | 0 35 00 |
| 116 | F 0375 | BLANC CHRISTOPHE | 0 92 80 |
| 116 | C 0612 | BLANC CHRISTOPHE | 0 31 00 |
| 116 | F 0331 | BLANC EDMOND | 0 14 90 |
| 116 | F 1666 | BLANC ERIC | 0 26 35 |
| 116 | F 1014 | BONNAFOUX GUILLAUME | 0 18 50 |
| 116 | D 0354 | BONNET LOUIS | 0 13 90 |
| 143 | ZT 0019 | BONNET LOUIS | 0 55 59 |
| 116 | D 0356 | BONNET LOUIS | 0 20 00 |
| 143 | ZV 0064 | BONNET RAYMONDE | 0 38 10 |
| 116 | D 0769 | BONNET RICHARD | 0 05 42 |
| 116 | D 0299 | BONNET RICHARD | 0 02 40 |
| 116 | E 1529 | BONNET WILLY | 0 10 64 |
| 143 | Z 0074 | BORDIER FRANCIS | 0 69 14 |

| | | | |
|-----|---------|-----------------------------------|---------|
| 116 | C 0703 | BOREL LOUIS | 0 25 20 |
| 116 | C 0705 | BOREL LOUIS | 0 01 87 |
| 116 | F 0789 | BOREL LOUIS | 0 33 60 |
| 116 | F 2127 | BOREL LOUIS | 0 36 13 |
| 143 | ZV 0073 | BOTTERO JEAN | 0 25 33 |
| 143 | ZV 0072 | BOTTERO ROBERT | 0 25 32 |
| 143 | ZV 0054 | BOTTERO ROGER | 0 32 60 |
| 116 | C 0701 | BOUFFLET THIERRY | 0 50 78 |
| 143 | Z 0069 | BOYENVAL LOMBARD OLIVIERI INDIVIS | 0 47 15 |
| 143 | ZT 0014 | BOYER DANIELLE | 0 86 60 |
| 143 | ZT 0068 | BREMOND DANIEL | 3 21 40 |
| 116 | C 1046 | BREMOND INDIVISION | 0 38 40 |
| 116 | F 0760 | BRIERE CHRISTIAN | 0 18 85 |
| 116 | C 1038 | BROCHIER INDIVIS | 0 36 70 |
| 116 | F 1095 | BROCHIER INDIVIS | 0 83 25 |
| 116 | F 1169 | BROCHIER INDIVIS | 0 53 50 |
| 116 | F 1096 | BROCHIER INDIVIS | 0 24 65 |
| 116 | C 1037 | BROCHIER INDIVIS | 1 61 40 |
| 116 | E 1003 | BROCHIER JEAN RICHARD | 1 17 10 |
| 116 | E 1002 | BROCHIER JEAN RICHARD | 0 06 00 |
| 116 | E 1004 | BROCHIER JEAN RICHARD | 0 23 00 |
| 143 | ZT 0037 | BRUN LAURENT | 0 78 98 |
| 143 | ZT 0045 | BRUN LAURENT | 7 01 65 |
| 143 | ZT 0038 | BRUN LAURENT | 0 67 93 |
| 143 | ZV 0063 | BRUN LAURENT | 0 06 95 |
| 116 | F 2247 | BRUZZESE SALVATORE | 0 02 23 |
| 116 | F 2321 | BRUZZESE SALVATORE | 0 18 79 |
| 116 | C 0844 | BUES JEAN-LUC | 0 59 90 |
| 116 | C 1051 | BURLE JEAN MARIE | 0 60 10 |
| 116 | F 1294 | BURLE LUCETTE | 0 06 70 |
| 116 | F 1295 | BURLE LUCETTE | 0 29 15 |
| 116 | F 1293 | BURLE LUCETTE | 0 32 40 |
| 116 | F 1291 | BURLE LUCETTE | 0 37 35 |
| 116 | F 1279 | BURLE RICHARD | 0 28 45 |
| 116 | E 1650 | CALATAYUT OLIVIER | 0 11 96 |
| 116 | F 1088 | CARLE PIERRE | 0 19 85 |
| 116 | F 0228 | CARLE PIERRE | 0 37 60 |
| 116 | F 0438 | CARLE PIERRE | 0 47 20 |
| 143 | ZT 0015 | CARRE ANNIE | 0 58 69 |
| 143 | ZT 0058 | CHABAUD INDIVISION | 0 53 45 |
| 116 | D 0373 | CHAMONTIN INDIVIS | 0 28 95 |
| 116 | D 0372 | CHAMONTIN INDIVIS | 2 08 00 |
| 143 | ZV 0029 | CHARBONNIER JEAN-LUC | 0 89 97 |
| 143 | B 0531 | CHARBONNIER JEAN-LUC | 0 18 00 |
| 143 | B 0534 | CHARBONNIER JEAN-LUC | 0 54 00 |
| 143 | ZV 0035 | CHARBONNIER JEAN-LUC | 2 81 67 |
| 143 | ZT 0067 | CHARBONNIER JEAN-LUC | 2 49 45 |
| 143 | ZV 0057 | CHARBONNIER JEAN-LUC | 1 66 97 |
| 116 | C 0920 | CHAUMETON INDIVISION | 0 38 40 |
| 116 | D 0582 | CHAUVET REMI | 2 42 00 |

| | | | |
|-----|--------|----------------------|---------|
| 116 | E 0332 | CHESNEAU NADIA | 0 59 70 |
| 116 | E 0342 | CHESNEAU NADIA | 1 66 30 |
| 116 | E 0337 | CHESNEAU NADIA | 0 48 20 |
| 116 | F 2676 | CHEVALIER STEPHANE | 0 06 20 |
| 116 | F 0497 | CHEVALIER STEPHANE | 0 29 10 |
| 143 | Z 0081 | CHUYEN YANN | 0 35 14 |
| 143 | B 0915 | COMMUNE D'ORAISON | 0 08 95 |
| 143 | B 0914 | COMMUNE D'ORAISON | 0 08 85 |
| 143 | A 1328 | COMMUNE D'ORAISON | 0 25 75 |
| 143 | A 1620 | COMMUNE D'ORAISON | 1 59 30 |
| 116 | D 0782 | COMMUNE DES MEES | 0 07 00 |
| 116 | E 1424 | COMMUNE DES MEES | 0 00 45 |
| 116 | E 1423 | COMMUNE DES MEES | 0 00 20 |
| 116 | E 1421 | COMMUNE DES MEES | 0 31 15 |
| 116 | E 0338 | COMMUNE DES MEES | 0 01 37 |
| 116 | E 0993 | COQUILLAT CECILE | 0 49 00 |
| 116 | E 0992 | COQUILLAT CECILE | 0 07 00 |
| 116 | E 0614 | COQUILLAT CECILE | 0 95 10 |
| 116 | E 0462 | COQUILLAT CECILE | 7 95 10 |
| 116 | E 0461 | COQUILLAT CECILE | 0 91 20 |
| 116 | E 0994 | COQUILLAT CECILE | 0 38 80 |
| 116 | F 0519 | CORCIONE PIERRETTE | 0 04 25 |
| 116 | F 0508 | CORCIONE PIERRETTE | 0 08 20 |
| 116 | F 0510 | CORCIONE PIERRETTE | 0 18 10 |
| 116 | F 0513 | CORCIONE PIERRETTE | 0 07 65 |
| 116 | F 0246 | COSQUER ALAIN | 0 34 30 |
| 116 | F 0239 | COSQUER ALAIN | 0 01 65 |
| 116 | F 0240 | COSQUER ALAIN | 0 35 80 |
| 116 | F 0241 | COSQUER ALAIN | 0 64 60 |
| 116 | C 0679 | COURBEY INDIVISION | 0 23 90 |
| 116 | F 1285 | COUVE CLAUDE | 0 94 90 |
| 116 | F 1978 | CRISTIANI INDIVISION | 0 09 08 |
| 116 | F 1976 | CRISTIANI INDIVISION | 0 01 47 |
| 116 | F 1602 | CRISTIANI INDIVISION | 0 38 40 |
| 116 | F 1601 | CRISTIANI INDIVISION | 0 81 10 |
| 116 | F 0503 | CRISTIANI INDIVISION | 0 38 55 |
| 116 | F 0504 | CRISTIANI INDIVISION | 0 33 05 |
| 116 | F 1599 | CRISTIANI INDIVISION | 0 85 20 |
| 116 | F 0505 | CRISTIANI INDIVISION | 0 12 05 |
| 116 | F 0298 | CRISTIANI INDIVISION | 0 86 70 |
| 116 | F 1964 | CRISTIANI INDIVISION | 0 09 18 |
| 116 | F 0502 | CRISTIANI INDIVISION | 0 08 10 |
| 116 | F 1979 | CRISTIANI INDIVISION | 0 08 85 |
| 116 | F 1590 | CRISTIANI INDIVISION | 0 23 70 |
| 116 | F 0664 | CURNIER BRUNO | 0 22 00 |
| 116 | F 0662 | CURNIER BRUNO | 0 33 30 |
| 116 | F 0688 | CURNIER DANIEL | 0 34 40 |
| 116 | F 0805 | CURNIER DANIEL | 0 38 55 |
| 116 | F 0804 | CURNIER DANIEL | 0 16 35 |
| 116 | F 2813 | CURNIER DANIEL | 0 31 70 |

| | | | |
|-----|-----------|------------------------|----------|
| 116 | F 2364 | CURNIER DANIEL | 0 10 43 |
| 116 | F 0806 | CURNIER DANIEL | 0 89 25 |
| 116 | F 0732 | CURNIER DANIEL | 0 31 60 |
| 116 | F 0674 | CURNIER DANIEL | 0 29 00 |
| 116 | F 1531 | CURNIER DANIEL | 0 45 50 |
| 116 | F 2362 | CURNIER DANIEL | 1 89 28 |
| 116 | F 0731 | CURNIER DANIEL | 0 11 40 |
| 116 | F 2356 | CURNIER DANIEL | 0 99 72 |
| 116 | F 0730 | CURNIER DANIEL | 0 11 80 |
| 116 | F 0663 | CURNIER DANIEL | 0 19 90 |
| 116 | F 0673 | CURNIER DANIEL | 0 40 00 |
| 116 | F 0675 | CURNIER DANIEL | 0 55 50 |
| 116 | F 0681 | CURNIER DANIEL | 0 60 20 |
| 116 | F 0682 | CURNIER DANIEL | 0 40 80 |
| 116 | F 0302 | CURNIER DANIEL | 0 15 40 |
| 116 | F 0686 | CURNIER DANIEL | 0 20 35 |
| 116 | F 0687 | CURNIER DANIEL | 2 34 00 |
| 116 | F 0892 | D AGOSTINO MARTIN | 0 30 00 |
| 116 | D 0305 | DA FONSECA CARLOS | 0 03 05 |
| 116 | F 2032 | DANAUS ANDRE | 0 02 10 |
| 116 | F 2033 | DANAUS ANDRE | 0 04 20 |
| 116 | F 2639 | DANAUS ANDRE | 0 34 39 |
| 116 | F 2035 | DANAUS ANDRE | 0 03 80 |
| 116 | C 1016 | DASQUE FLORENCE | 2 40 80 |
| 116 | C 1015 | DASQUE FLORENCE | 0 25 40 |
| 116 | C 1009 | DASQUE FLORENCE | 0 40 20 |
| 116 | C 1014 | DASQUE FLORENCE | 0 02 93 |
| 116 | C 1013 | DASQUE FLORENCE | 0 11 60 |
| 116 | C 1012 | DASQUE FLORENCE | 8 68 85 |
| 116 | C 1011 | DASQUE FLORENCE | 0 65 60 |
| 116 | C 1010 | DASQUE FLORENCE | 0 02 54 |
| 143 | ZV 0066 | DAUMAS INDIVIS | 5 51 00 |
| 143 | ZV 0069 | DAUMAS INDIVIS | 0 76 50 |
| 143 | ZV 0028 | DAUMAS INDIVIS | 7 20 73 |
| 143 | Z 0162 | DAVUDIAN EDOUARD DEWIS | 0 21 55 |
| 143 | Z 0161 | DAVUDIAN EDOUARD DEWIS | 0 21 55 |
| 116 | F 2219 | DE WIT GILBERTA | 0 69 38 |
| 143 | Z 0133 | DEBLIEUX CLAUDE | 0 60 74 |
| 116 | F 2202 | DELANNOY INDIVIS | 0 87 45 |
| 116 | E 1500 | DELAUNAI CHRISTIAN | 0 13 60 |
| 116 | F 0229 | DELAYE SERGE | 0 32 20 |
| 116 | C 0259 | DENOIZE INDIVIS | 0 18 50 |
| 116 | C 0260 | DENOIZE INDIVIS | 0 37 80 |
| 116 | C 0257 | DENOIZE INDIVIS | 0 15 50 |
| 116 | C 0256 | DENOIZE INDIVIS | 0 13 00 |
| 116 | C 0801 | DOMAINE LA BESSONNE | 1 17 80 |
| 116 | C 0975 | DOMAINE LA BESSONNE | 2 48 00 |
| 116 | C 0976 | DOMAINE LA BESSONNE | 0 09 70 |
| 116 | C 0987 P1 | DOMAINE LA BESSONNE | 45 53 60 |
| 116 | C 0988 | DOMAINE LA BESSONNE | 3 00 00 |

| | | | |
|-----|----------|----------------------|----------|
| 143 | ZS 0065 | DRAC DAMIEN | 9 66 50 |
| 143 | ZS 0064 | DRAC DAMIEN | 6 36 27 |
| 143 | ZT 0023 | DRAC DAMIEN | 5 42 52 |
| 143 | ZT 0039 | DRAC DAMIEN | 2 82 29 |
| 143 | ZS 0063 | DRAC DAMIEN | 1 01 06 |
| 156 | F 0306 | ELLIOTT SMITH DENNIS | 2 12 40 |
| 156 | F 0304 | ELLIOTT SMITH DENNIS | 3 03 70 |
| 156 | D 0022 | ELLIOTT SMITH MARC | 0 69 00 |
| 156 | D 0039 | ELLIOTT SMITH MARC | 3 38 80 |
| 116 | C 0996 | ELLIOTT SMITH MARC | 14 89 00 |
| 116 | C 0995 | ELLIOTT SMITH MARC | 0 95 10 |
| 116 | C 0994 | ELLIOTT SMITH MARC | 0 13 80 |
| 116 | C 0993 | ELLIOTT SMITH MARC | 2 16 30 |
| 116 | C 0957 | ELLIOTT SMITH MARC | 2 28 50 |
| 116 | C 0956 | ELLIOTT SMITH MARC | 3 58 80 |
| 156 | F 0297 B | ELLIOTT SMITH MARC | 9 29 00 |
| 156 | D 0021 | ELLIOTT SMITH MARC | 4 89 00 |
| 156 | D 0020 | ELLIOTT SMITH MARC | 1 94 20 |
| 156 | D 0019 | ELLIOTT SMITH MARC | 3 80 00 |
| 156 | D 0018 | ELLIOTT SMITH MARC | 3 14 60 |
| 156 | D 0017 | ELLIOTT SMITH MARC | 1 77 70 |
| 156 | F 0293 | ELLIOTT SMITH MARC | 1 55 00 |
| 156 | F 0295 | ELLIOTT SMITH MARC | 0 55 00 |
| 156 | F 0296 | ELLIOTT SMITH MARC | 1 78 00 |
| 156 | F 0297 A | ELLIOTT SMITH MARC | 9 29 20 |
| 156 | F 0298 | ELLIOTT SMITH MARC | 0 31 40 |
| 156 | F 0301 | ELLIOTT SMITH MARC | 2 61 00 |
| 156 | C 0563 | ELLIOTT SMITH MARC | 2 47 00 |
| 156 | D 0026 | ELLIOTT SMITH MARC | 11 14 30 |
| 156 | D 0025 | ELLIOTT SMITH MARC | 0 86 70 |
| 143 | ZV 0047 | ESTELLE MARYSE | 2 04 62 |
| 143 | ZV 0052 | ESTELLE MARYSE | 1 08 75 |
| 143 | ZV 0046 | ESTELLE MARYSE | 1 06 28 |
| 116 | D 0288 | ESTELLE ROGER | 0 03 00 |
| 116 | F 1071 | ETIENNE SEBASTIEN | 0 06 20 |
| 116 | C 1135 | ETIENNE SEBASTIEN | 0 16 90 |
| 116 | D 0380 | FARANIER JEROME | 0 09 75 |
| 116 | D 0383 | FARANIER JEROME | 1 27 85 |
| 116 | C 0851 | FAURE-BRAC RENE | 0 31 00 |
| 143 | ZS 0066 | FERAUD MAURICE | 2 92 10 |
| 143 | Z 0084 | FERRER JEAN | 0 58 09 |
| 116 | D 0456 | FIGUIERE MICHEL | 0 27 60 |
| 116 | F 1003 | FLORES DIEGO | 0 17 70 |
| 116 | F 1002 | FLORES DIEGO | 0 22 60 |
| 116 | F 2734 | FOUQUE CHRISTINE | 0 49 85 |
| 116 | F 0701 | FOUQUE CHRISTINE | 0 23 55 |
| 116 | F 0758 | FOUQUE CHRISTINE | 0 20 50 |
| 116 | F 0792 | FOUQUE CHRISTINE | 0 46 80 |
| 116 | F 2733 | FOUQUE CHRISTINE | 0 32 70 |
| 116 | F 0728 | FOUQUE CHRISTINE | 0 19 85 |

| | | | |
|-----|-----------|-------------------------|----------|
| 116 | F 0393 | FOURNIER ELISABETH | 0 36 50 |
| 116 | F 0342 | FOURNIER ELISABETH | 0 27 40 |
| 116 | F 2726 | FOURNON MARYSE | 0 20 83 |
| 116 | C 0789 | FRANCOIS BRUNO | 0 18 00 |
| 116 | F 1900 | FRANCONY BERNARD | 0 22 10 |
| 116 | F 0176 | FRANCONY BERNARD | 0 30 20 |
| 116 | E 1717 | FRONTERI ADRIEN | 0 10 43 |
| 116 | D 0761 | FURONE LILIANE | 0 06 74 |
| 143 | ZS 0078 | GAEC DE LA BORIE | 2 73 34 |
| 116 | E 0833 | GAEC DU VIEUX COLOMB | 0 49 10 |
| 116 | C 1130 | GAL NOELLE | 0 73 70 |
| 116 | E 0818 | GARNIER FABRICE | 0 01 70 |
| 116 | E 0636 | GARNIER INDIVIS | 0 04 00 |
| 116 | D 0326 | GAUTHIER CHRISTINE | 0 26 35 |
| 116 | D 0327 | GAUTHIER ERIC | 0 23 40 |
| 116 | D 0779 | GAUTHIER ERIC | 0 01 74 |
| 116 | D 0777 | GAUTHIER ERIC | 0 00 70 |
| 116 | F 0235 | GAUTHIER GENIER INDIVIS | 0 34 15 |
| 116 | D 0776 | GAUTHIER JEAN | 0 03 80 |
| 116 | C 1832 | GAY PIERRE | 0 10 43 |
| 116 | C 1829 | GAY PIERRE | 0 12 64 |
| 143 | ZS 0068 | GAZE INDIVIS | 2 09 10 |
| 116 | C 1586 | GENRE ALAIN | 0 35 05 |
| 116 | C 1587 | GENRE ALAIN | 0 35 05 |
| 116 | D 0434 | GFA DE SAINT MICHEL | 0 88 85 |
| 116 | C 1106 P2 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 2 03 00 |
| 116 | C 1106 P1 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 2 68 00 |
| 116 | C 1105 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 28 80 |
| 116 | C 1104 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 3 34 60 |
| 116 | C 1103 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 2 41 60 |
| 116 | C 1102 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 37 20 |
| 156 | D 0016 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 3 03 60 |
| 116 | F 2660 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 29 16 |
| 156 | D 0015 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 27 20 |
| 156 | D 0014 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 2 60 00 |
| 156 | D 0013 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 2 19 00 |
| 116 | F 1077 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 82 05 |
| 116 | D 0002 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 31 25 |
| 156 | D 0012 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 1 63 30 |
| 156 | D 0002 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 57 50 |
| 116 | C 1101 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 15 79 40 |
| 156 | D 0011 P2 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 14 10 |
| 156 | D 0011 P1 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 14 10 |
| 156 | D 0010 P2 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 27 70 |
| 156 | D 0010 P1 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 27 70 |
| 156 | D 0009 P2 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 1 09 60 |
| 156 | D 0009 P1 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 1 09 60 |
| 156 | D 0001 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 1 87 70 |
| 116 | D 0009 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 13 40 |
| 116 | F 1808 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 3 22 45 |

| | | | |
|-----|-----------|------------------------------|----------|
| 116 | F 2882 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 6 41 43 |
| 116 | F 2884 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 1 36 12 |
| 116 | F 1810 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 27 00 |
| 116 | F 0997 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 50 50 |
| 116 | F 0986 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 33 00 |
| 116 | F 1812 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 1 57 05 |
| 116 | F 1284 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 09 40 |
| 116 | C 0997 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 3 65 20 |
| 116 | C 0998 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 1 44 50 |
| 116 | F 1301 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 60 00 |
| 116 | F 1307 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 1 80 00 |
| 116 | F 1322 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 62 80 |
| 116 | F 1283 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 07 35 |
| 116 | F 1282 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 23 40 |
| 116 | F 1281 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 18 85 |
| 116 | C 0999 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 1 41 40 |
| 116 | C 1000 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 22 80 |
| 116 | C 1240 J | GFA DOMAINE ST GEORGES | 4 23 00 |
| 116 | F 1078 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 64 60 |
| 116 | F 2694 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 25 87 |
| 116 | C 1109 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 3 22 30 |
| 116 | C 1107 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 16 81 20 |
| 116 | D 0008 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 28 60 |
| 116 | C 1106 P3 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 2 00 00 |
| 156 | D 0004 P2 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 4 00 00 |
| 156 | D 0004 P1 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 7 08 00 |
| 156 | D 0003 | GFA DOMAINE ST GEORGES | 0 98 40 |
| 116 | E 0345 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 0 46 00 |
| 116 | E 0328 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 2 89 80 |
| 116 | E 1425 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 7 91 25 |
| 116 | D 0485 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 2 63 80 |
| 116 | E 0350 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 0 37 70 |
| 116 | C 1028 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 0 48 60 |
| 116 | E 0351 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 0 06 65 |
| 116 | E 0353 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 0 83 45 |
| 116 | F 1278 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 0 26 75 |
| 116 | D 0484 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 1 94 85 |
| 116 | D 0789 P2 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 12 45 00 |
| 116 | F 1771 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 2 64 00 |
| 116 | F 1772 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 5 61 60 |
| 116 | E 0355 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 0 39 50 |
| 116 | F 1784 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 0 65 80 |
| 116 | F 3052 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 3 38 60 |
| 116 | E 0356 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 0 40 70 |
| 116 | E 0371 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 0 20 20 |
| 116 | D 0789 P1 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 7 97 00 |
| 116 | F 1769 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 11 79 20 |
| 116 | E 1422 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 1 77 13 |
| 116 | D 0789 P3 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 13 53 90 |
| 116 | E 0354 | GFA DU DOMAINE DE PAILLEROLS | 0 24 40 |

| | | | |
|-----|--------|---------------------|---------|
| 116 | F 1675 | GFA DU MAS DES PINS | 0 11 80 |
| 116 | C 0674 | GFA DU MAS DES PINS | 0 18 00 |
| 116 | C 0678 | GFA DU MAS DES PINS | 0 35 75 |
| 116 | C 0738 | GFA DU MAS DES PINS | 0 24 75 |
| 116 | C 0739 | GFA DU MAS DES PINS | 0 21 10 |
| 116 | F 1662 | GFA DU MAS DES PINS | 0 13 15 |
| 116 | F 1659 | GFA DU MAS DES PINS | 0 03 50 |
| 116 | F 1652 | GFA DU MAS DES PINS | 0 31 20 |
| 116 | F 1651 | GFA DU MAS DES PINS | 0 32 00 |
| 116 | F 1647 | GFA DU MAS DES PINS | 0 09 60 |
| 116 | F 1637 | GFA DU MAS DES PINS | 0 11 00 |
| 116 | C 0740 | GFA DU MAS DES PINS | 0 22 10 |
| 116 | C 0745 | GFA DU MAS DES PINS | 0 80 30 |
| 116 | C 0761 | GFA DU MAS DES PINS | 0 17 50 |
| 116 | C 0762 | GFA DU MAS DES PINS | 0 30 75 |
| 116 | C 0763 | GFA DU MAS DES PINS | 0 27 55 |
| 116 | C 0765 | GFA DU MAS DES PINS | 0 37 35 |
| 116 | C 0768 | GFA DU MAS DES PINS | 0 16 35 |
| 116 | C 0769 | GFA DU MAS DES PINS | 0 16 20 |
| 116 | C 0770 | GFA DU MAS DES PINS | 0 28 20 |
| 116 | C 0771 | GFA DU MAS DES PINS | 0 70 10 |
| 116 | C 0777 | GFA DU MAS DES PINS | 0 36 75 |
| 116 | C 0812 | GFA DU MAS DES PINS | 0 10 40 |
| 116 | C 0813 | GFA DU MAS DES PINS | 0 02 05 |
| 116 | C 0814 | GFA DU MAS DES PINS | 0 33 00 |
| 116 | C 0817 | GFA DU MAS DES PINS | 0 20 35 |
| 116 | F 0481 | GFA DU MAS DES PINS | 0 92 40 |
| 116 | F 0480 | GFA DU MAS DES PINS | 0 13 80 |
| 116 | F 0451 | GFA DU MAS DES PINS | 0 19 20 |
| 116 | F 2568 | GFA DU MAS DES PINS | 0 28 48 |
| 116 | F 2231 | GFA DU MAS DES PINS | 0 64 12 |
| 116 | F 0093 | GFA DU MAS DES PINS | 0 25 00 |
| 116 | F 0094 | GFA DU MAS DES PINS | 0 07 30 |
| 116 | F 0095 | GFA DU MAS DES PINS | 0 05 30 |
| 116 | F 0096 | GFA DU MAS DES PINS | 0 22 90 |
| 116 | F 2039 | GFA DU MAS DES PINS | 0 02 13 |
| 116 | F 2031 | GFA DU MAS DES PINS | 0 13 38 |
| 116 | F 2030 | GFA DU MAS DES PINS | 0 02 20 |
| 116 | F 0388 | GFA DU MAS DES PINS | 0 06 80 |
| 116 | F 2028 | GFA DU MAS DES PINS | 0 03 04 |
| 116 | F 2027 | GFA DU MAS DES PINS | 0 03 75 |
| 116 | F 2026 | GFA DU MAS DES PINS | 0 01 21 |
| 116 | F 2025 | GFA DU MAS DES PINS | 0 05 60 |
| 116 | F 2024 | GFA DU MAS DES PINS | 0 01 89 |
| 116 | F 2023 | GFA DU MAS DES PINS | 0 06 32 |
| 116 | F 2022 | GFA DU MAS DES PINS | 0 02 04 |
| 116 | F 2021 | GFA DU MAS DES PINS | 0 06 17 |
| 116 | F 2020 | GFA DU MAS DES PINS | 0 02 01 |
| 116 | F 2019 | GFA DU MAS DES PINS | 0 17 23 |
| 116 | F 2018 | GFA DU MAS DES PINS | 0 06 65 |

4

| | | | |
|-----|--------|---------------------|---------|
| 116 | F 2010 | GFA DU MAS DES PINS | 0 05 20 |
| 116 | F 2009 | GFA DU MAS DES PINS | 0 02 40 |
| 116 | F 2005 | GFA DU MAS DES PINS | 0 01 12 |
| 116 | F 2029 | GFA DU MAS DES PINS | 0 09 92 |
| 116 | F 2004 | GFA DU MAS DES PINS | 0 00 78 |
| 116 | F 0266 | GFA DU MAS DES PINS | 0 17 15 |
| 116 | F 0267 | GFA DU MAS DES PINS | 0 15 00 |
| 116 | F 0268 | GFA DU MAS DES PINS | 0 14 10 |
| 116 | F 2003 | GFA DU MAS DES PINS | 0 02 65 |
| 116 | F 0270 | GFA DU MAS DES PINS | 0 15 35 |
| 116 | F 0271 | GFA DU MAS DES PINS | 0 06 75 |
| 116 | F 0272 | GFA DU MAS DES PINS | 0 43 45 |
| 116 | F 0273 | GFA DU MAS DES PINS | 0 20 20 |
| 116 | F 0274 | GFA DU MAS DES PINS | 0 20 50 |
| 116 | F 0275 | GFA DU MAS DES PINS | 0 06 10 |
| 116 | F 1998 | GFA DU MAS DES PINS | 0 02 25 |
| 116 | F 0277 | GFA DU MAS DES PINS | 0 34 45 |
| 116 | F 0278 | GFA DU MAS DES PINS | 0 32 60 |
| 116 | F 0279 | GFA DU MAS DES PINS | 0 24 75 |
| 116 | F 0280 | GFA DU MAS DES PINS | 0 29 80 |
| 116 | F 0281 | GFA DU MAS DES PINS | 0 29 00 |
| 116 | F 0282 | GFA DU MAS DES PINS | 0 31 65 |
| 116 | F 0283 | GFA DU MAS DES PINS | 0 31 15 |
| 116 | F 0284 | GFA DU MAS DES PINS | 0 09 60 |
| 116 | F 1997 | GFA DU MAS DES PINS | 0 01 45 |
| 116 | F 1996 | GFA DU MAS DES PINS | 0 01 46 |
| 116 | F 1995 | GFA DU MAS DES PINS | 0 04 05 |
| 116 | F 1994 | GFA DU MAS DES PINS | 0 07 04 |
| 116 | F 1993 | GFA DU MAS DES PINS | 0 15 07 |
| 116 | F 1992 | GFA DU MAS DES PINS | 0 01 63 |
| 116 | F 1972 | GFA DU MAS DES PINS | 0 03 74 |
| 116 | F 1968 | GFA DU MAS DES PINS | 0 03 59 |
| 116 | F 1967 | GFA DU MAS DES PINS | 0 05 18 |
| 116 | F 1966 | GFA DU MAS DES PINS | 0 15 84 |
| 116 | F 1965 | GFA DU MAS DES PINS | 0 10 23 |
| 116 | F 1961 | GFA DU MAS DES PINS | 0 09 03 |
| 116 | F 1960 | GFA DU MAS DES PINS | 0 12 09 |
| 116 | F 1959 | GFA DU MAS DES PINS | 0 11 85 |
| 116 | F 0392 | GFA DU MAS DES PINS | 0 13 80 |
| 116 | F 1958 | GFA DU MAS DES PINS | 0 15 24 |
| 116 | F 1957 | GFA DU MAS DES PINS | 0 06 90 |
| 116 | F 0394 | GFA DU MAS DES PINS | 0 07 25 |
| 116 | F 0397 | GFA DU MAS DES PINS | 0 42 05 |
| 116 | F 0398 | GFA DU MAS DES PINS | 0 18 40 |
| 116 | F 0399 | GFA DU MAS DES PINS | 0 24 05 |
| 116 | F 0400 | GFA DU MAS DES PINS | 0 40 00 |
| 116 | F 0403 | GFA DU MAS DES PINS | 0 13 95 |
| 116 | F 0404 | GFA DU MAS DES PINS | 0 32 40 |
| 116 | F 0405 | GFA DU MAS DES PINS | 0 19 80 |
| 116 | F 0407 | GFA DU MAS DES PINS | 0 27 60 |

| | | | |
|-----|-----------|---------------------|---------|
| 116 | F 0410 | GFA DU MAS DES PINS | 0 32 30 |
| 116 | F 0414 | GFA DU MAS DES PINS | 0 12 30 |
| 116 | F 0416 | GFA DU MAS DES PINS | 0 28 90 |
| 116 | C 0214 | GFA DU MAS DES PINS | 0 13 40 |
| 116 | C 0335 | GFA DU MAS DES PINS | 0 23 35 |
| 116 | C 0336 | GFA DU MAS DES PINS | 0 05 10 |
| 116 | C 0337 | GFA DU MAS DES PINS | 0 28 40 |
| 116 | C 0338 | GFA DU MAS DES PINS | 0 13 40 |
| 116 | C 0658 | GFA DU MAS DES PINS | 0 06 50 |
| 116 | C 0671 | GFA DU MAS DES PINS | 0 27 20 |
| 116 | F 1683 | GFA DU MAS DES PINS | 0 17 10 |
| 116 | F 0955 | GFA DU MAS DES PINS | 0 19 70 |
| 116 | F 0953 | GFA DU MAS DES PINS | 0 22 95 |
| 116 | F 0952 | GFA DU MAS DES PINS | 0 50 75 |
| 116 | F 0951 | GFA DU MAS DES PINS | 0 34 65 |
| 116 | F 0950 | GFA DU MAS DES PINS | 0 12 20 |
| 116 | F 0949 | GFA DU MAS DES PINS | 0 09 90 |
| 116 | F 0913 | GFA DU MAS DES PINS | 0 39 35 |
| 116 | F 0899 | GFA DU MAS DES PINS | 0 17 25 |
| 116 | C 0673 | GFA DU MAS DES PINS | 0 12 90 |
| 116 | F 1680 | GFA DU MAS DES PINS | 0 15 30 |
| 116 | F 0370 | GFA DU MAS DES PINS | 0 71 30 |
| 116 | F 0371 | GFA DU MAS DES PINS | 0 04 10 |
| 116 | F 0372 | GFA DU MAS DES PINS | 0 10 35 |
| 116 | F 0893 | GFA DU MAS DES PINS | 0 18 60 |
| 116 | F 1677 | GFA DU MAS DES PINS | 0 15 70 |
| 116 | F 0461 | GFA DU MAS DES PINS | 0 27 95 |
| 116 | F 0891 | GFA DU MAS DES PINS | 0 22 90 |
| 116 | F 0380 | GFA DU MAS DES PINS | 0 24 00 |
| 116 | F 0381 | GFA DU MAS DES PINS | 0 77 70 |
| 116 | F 0382 | GFA DU MAS DES PINS | 0 69 70 |
| 116 | F 0383 | GFA DU MAS DES PINS | 1 59 80 |
| 116 | F 0384 | GFA DU MAS DES PINS | 0 15 60 |
| 116 | F 0385 | GFA DU MAS DES PINS | 0 14 50 |
| 116 | F 0386 | GFA DU MAS DES PINS | 0 22 20 |
| 116 | F 0387 | GFA DU MAS DES PINS | 0 11 40 |
| 156 | D 0005 | GFA HAUTE GREE | 2 31 20 |
| 143 | ZT 0047 b | GFA PT DE MADAME | 3 00 00 |
| 143 | ZT 0047 a | GFA PT DE MADAME | 2 50 00 |
| 143 | ZT 0018 | GFA PT DE MADAME | 4 79 01 |
| 143 | ZT 0050 | GFA PT DE MADAME | 0 78 98 |
| 116 | D 0144 | GFR LA ROCHETTE | 4 16 60 |
| 116 | D 0713 | GFR LA ROCHETTE | 6 43 15 |
| 116 | D 0728 | GFR LA ROCHETTE | 3 09 90 |
| 116 | E 0793 | GIRARDI INDIVIS | 0 11 10 |
| 116 | F 2198 | GIRAUD RICHARD | 0 18 00 |
| 116 | C 0258 | GONCALVEZ GILBERT | 0 21 90 |
| 116 | C 0253 | GONCALVEZ GILBERT | 0 17 30 |
| 116 | D 0527 | GORDE MARTHE | 0 21 80 |
| 116 | D 0529 | GORDE MARTHE | 5 53 00 |

| | | | |
|-----|----------|-------------------------------|---------|
| 116 | D 0532 | GORDE MARTHE | 0 23 50 |
| 116 | D 0054 | GORDE MARTHE | 0 38 50 |
| 116 | E 0394 | GORDE MARTHE | 0 74 90 |
| 116 | E 0395 | GORDE MARTHE | 0 05 45 |
| 116 | D 0053 | GORDE MARTHE | 0 45 75 |
| 116 | D 0051 | GORDE MARTHE | 4 65 75 |
| 116 | D 0502 | GORDE MARTHE | 2 00 00 |
| 116 | F 2803 | GOUIN ANDREE | 0 33 45 |
| 143 | ZT 0054 | GOZZI JULIEN | 0 94 32 |
| 143 | ZT 0056 | GOZZI JULIEN | 2 38 76 |
| 116 | C 0807 | GRIMAT INDIVISION | 0 05 50 |
| 116 | C 0863 | GRIMAT INDIVISION | 0 04 30 |
| 116 | C 0862 | GRIMAT INDIVISION | 0 04 35 |
| 116 | C 0861 | GRIMAT INDIVISION | 0 05 45 |
| 116 | C 0806 | GRIMAT INDIVISION | 0 06 00 |
| 143 | A 1327 | HABITATIONS DE HAUTE-PROVENCE | 0 73 55 |
| 143 | A 0643 | HABITATIONS DE HAUTE-PROVENCE | 0 00 40 |
| 143 | A 1326 | HABITATIONS DE HAUTE-PROVENCE | 0 81 40 |
| 116 | F 2333 | HADJIDJ ANDRE | 0 11 29 |
| 116 | C 0292 | HERNANDEZ JEAN-CLAUDE | 0 71 80 |
| 116 | C 0293 | HERNANDEZ JEAN-CLAUDE | 0 18 85 |
| 116 | C 0296 | HOUDIERE FABRICE | 0 25 40 |
| 116 | C 0297 | HOUDIERE FABRICE | 0 04 60 |
| 116 | C 0298 | HOUDIERE FABRICE | 0 18 80 |
| 116 | F 0368 | HUGUES ROGER | 0 09 50 |
| 116 | F 0369 | HUGUES ROGER | 0 41 10 |
| 116 | C 0841 | ILLY ALAIN | 0 26 40 |
| 116 | F 1693 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 20 90 |
| 116 | F 1722 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 17 70 |
| 116 | F 1732 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 12 35 |
| 116 | F 1765 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 05 50 |
| 116 | F 1802 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 20 15 |
| 116 | F 1804 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 19 05 |
| 116 | F 1818 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 14 05 |
| 116 | F 2040 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 02 06 |
| 116 | F 2041 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 07 13 |
| 116 | F 2068 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 02 87 |
| 116 | F 2160 B | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 28 45 |
| 116 | F 2162 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 24 42 |
| 116 | F 2164 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 83 20 |
| 116 | F 2166 | INDIVISION GFA SALVATOR | 1 91 20 |
| 116 | F 2168 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 03 35 |
| 116 | F 2170 | INDIVISION GFA SALVATOR | 1 24 28 |
| 116 | F 2709 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 04 00 |
| 116 | F 2711 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 04 10 |
| 116 | F 2713 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 02 40 |
| 116 | F 2715 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 15 15 |
| 116 | F 2721 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 13 15 |
| 116 | F 2723 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 12 75 |
| 116 | F 2728 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 19 78 |

| | | | |
|-----|--------|-------------------------|---------|
| 116 | F 2732 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 32 19 |
| 116 | F 2745 | INDIVISION GFA SALVATOR | 7 55 65 |
| 116 | F 2792 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 74 55 |
| 116 | F 2984 | INDIVISION GFA SALVATOR | 1 38 63 |
| 116 | F 3003 | INDIVISION GFA SALVATOR | 5 45 95 |
| 116 | F 3005 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 04 78 |
| 116 | C 1060 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 01 65 |
| 116 | C 1061 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 05 00 |
| 116 | C 1062 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 09 60 |
| 116 | C 1063 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 12 00 |
| 116 | C 1064 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 07 70 |
| 116 | C 1065 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 14 00 |
| 116 | C 1066 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 18 20 |
| 116 | C 1067 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 20 35 |
| 116 | C 1072 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 19 60 |
| 116 | F 0858 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 16 00 |
| 116 | F 0644 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 14 50 |
| 116 | F 0645 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 38 85 |
| 116 | F 0646 | INDIVISION GFA SALVATOR | 2 44 00 |
| 116 | F 0815 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 49 50 |
| 116 | F 0816 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 92 00 |
| 116 | F 0817 | INDIVISION GFA SALVATOR | 2 44 50 |
| 116 | F 0819 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 41 45 |
| 116 | F 0820 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 43 30 |
| 116 | F 0826 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 22 65 |
| 116 | F 0827 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 28 50 |
| 116 | F 0828 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 55 65 |
| 116 | F 0837 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 15 70 |
| 116 | F 0839 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 47 20 |
| 116 | F 0840 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 26 40 |
| 116 | F 0845 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 40 00 |
| 116 | F 0846 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 31 45 |
| 116 | F 0847 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 50 85 |
| 116 | F 0852 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 45 10 |
| 116 | F 0853 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 28 35 |
| 116 | F 0854 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 25 30 |
| 116 | F 0856 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 10 75 |
| 116 | F 0857 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 08 90 |
| 116 | F 0859 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 11 10 |
| 116 | F 0860 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 11 95 |
| 116 | F 0861 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 21 00 |
| 116 | F 0862 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 41 40 |
| 116 | F 0863 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 09 00 |
| 116 | F 0869 | INDIVISION GFA SALVATOR | 3 29 25 |
| 116 | F 0870 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 14 30 |
| 116 | F 0875 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 20 80 |
| 116 | F 0876 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 50 10 |
| 116 | F 0877 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 23 50 |
| 116 | F 0958 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 63 00 |
| 116 | F 0981 | INDIVISION GFA SALVATOR | 1 65 50 |

| | | | |
|-----|--------|-------------------------|---------|
| 116 | F 0983 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 64 50 |
| 116 | F 0985 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 78 05 |
| 116 | F 0994 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 31 90 |
| 116 | F 1019 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 44 20 |
| 116 | F 1020 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 30 85 |
| 116 | F 1022 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 55 55 |
| 116 | F 1023 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 20 40 |
| 116 | F 1024 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 20 15 |
| 116 | F 1025 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 20 50 |
| 116 | F 1026 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 34 50 |
| 116 | F 1032 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 16 90 |
| 116 | F 1033 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 13 15 |
| 116 | F 1146 | INDIVISION GFA SALVATOR | 1 42 90 |
| 116 | F 1147 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 91 50 |
| 116 | F 1546 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 18 30 |
| 116 | F 1686 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 10 55 |
| 116 | F 1687 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 21 25 |
| 116 | F 1690 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 48 70 |
| 116 | F 1692 | INDIVISION GFA SALVATOR | 0 34 80 |
| 116 | C 0858 | ISNARD RAYBAUD GILIANE | 0 05 30 |
| 116 | F 1948 | ISNARD RAYBAUD GILIANE | 0 05 86 |
| 116 | C 1129 | ISNARD RAYBAUD GILIANE | 0 62 40 |
| 116 | F 1579 | ISNARD RAYBAUD GILIANE | 0 19 20 |
| 116 | C 0859 | ISNARD RAYBAUD GILIANE | 0 36 00 |
| 116 | E 0775 | JEAN THIERRY | 0 03 95 |
| 116 | E 0768 | JEAN THIERRY | 0 14 80 |
| 116 | E 0769 | JEAN THIERRY | 0 02 30 |
| 116 | F 0320 | JULIEN BERNARD | 0 13 50 |
| 116 | C 0848 | JULIEN DOMINIQUE | 0 11 80 |
| 116 | C 0846 | JULIEN DOMINIQUE | 0 08 60 |
| 116 | E 1278 | JULIEN MARCEL | 0 21 42 |
| 116 | D 0346 | JULIEN MARCEL | 0 61 25 |
| 116 | E 1280 | JULIEN MARCEL | 0 06 38 |
| 116 | F 2008 | JULLIEN ALAIN | 0 18 61 |
| 116 | F 0484 | JULLIEN ALAIN | 0 12 50 |
| 116 | F 2007 | JULLIEN ALAIN | 0 06 41 |
| 116 | F 2006 | JULLIEN ALAIN | 0 01 05 |
| 116 | F 1999 | JULLIEN ALAIN | 0 10 99 |
| 116 | F 0483 | JULLIEN ALAIN | 0 67 00 |
| 116 | F 0482 | JULLIEN ALAIN | 0 69 70 |
| 116 | F 0442 | JULLIEN ALAIN | 0 42 90 |
| 116 | F 0445 | JULLIEN ALAIN | 0 10 10 |
| 116 | C 0698 | JULLIEN ALAIN | 0 14 75 |
| 116 | C 0697 | JULLIEN ALAIN | 1 16 10 |
| 116 | F 0426 | JULLIEN ALAIN | 0 39 20 |
| 116 | C 0699 | JULLIEN ALAIN | 0 93 15 |
| 116 | C 0696 | JULLIEN ALAIN | 0 14 40 |
| 116 | F 0446 | JULLIEN ALAIN | 0 10 40 |
| 116 | F 0470 | JULLIEN ALAIN | 0 42 55 |
| 116 | F 0466 | JULLIEN ALAIN | 0 73 10 |

| | | | |
|-----|----------|----------------------------|---------|
| 116 | F 0469 | JULLIEN ALAIN | 0 38 75 |
| 116 | F 0429 | JULLIEN ALAIN | 0 10 40 |
| 116 | F 0428 | JULLIEN ALAIN | 0 11 20 |
| 116 | F 0489 | JULLIEN ALAIN | 1 16 10 |
| 116 | F 2037 | JULLIEN ALAIN | 0 44 06 |
| 116 | F 1670 | JULLIEN ALAIN | 0 30 55 |
| 116 | F 2137 | JULLIEN ALAIN | 0 35 80 |
| 116 | F 1649 | JULLIEN ALAIN | 0 16 85 |
| 116 | F 1630 | JULLIEN ALAIN | 0 41 00 |
| 116 | F 0427 | JULLIEN ALAIN | 0 08 95 |
| 116 | F 2531 | JULLIEN ALAIN | 1 12 00 |
| 116 | F 0468 | JULLIEN ALAIN | 0 57 80 |
| 116 | F 0467 | JULLIEN ALAIN | 0 11 25 |
| 116 | F 0735 | JULLIEN ALAIN | 0 27 55 |
| 116 | F 0425 | JULLIEN ALAIN | 0 17 00 |
| 116 | F 0440 | JULLIEN ALAIN | 0 20 85 |
| 116 | C 0700 | JULLIEN ALAIN | 0 15 10 |
| 116 | F 0499 | JULLIEN ALAIN | 0 92 30 |
| 116 | F 0441 | JULLIEN ALAIN | 0 24 40 |
| 116 | F 0490 | JULLIEN ALAIN | 1 33 80 |
| 116 | F 0488 b | JULLIEN ALAIN | 0 14 00 |
| 116 | F 0488 A | JULLIEN ALAIN | 0 31 49 |
| 116 | F 0487 | JULLIEN ALAIN | 0 94 45 |
| 116 | F 0486 | JULLIEN ALAIN | 0 49 40 |
| 116 | F 0485 | JULLIEN ALAIN | 0 36 30 |
| 116 | F 1512 | JULLIEN ALBERT | 0 46 00 |
| 116 | F 0544 | JULLIEN ALBERT | 0 38 30 |
| 116 | F 0242 | JULLIEN BASTIEN | 0 56 70 |
| 116 | F 0243 | JULLIEN BASTIEN | 0 53 65 |
| 116 | D 0762 | JUND ISABELLE | 0 05 68 |
| 116 | C 0824 | JUVENET HONORINE JOSEPHINE | 0 50 30 |
| 116 | D 0785 | KERR DELPHINE | 0 59 90 |
| 116 | E 1281 | LAGARDE GEORGES | 0 04 09 |
| 116 | E 1153 | LAGARDE GEORGES | 0 05 11 |
| 156 | C 0014 | LAUGIER CECILE | 6 53 15 |
| 116 | F 0395 | LEFORT CAROLINE | 0 29 20 |
| 116 | D 0309 | LEGENDRE PATRICE | 0 01 75 |
| 116 | F 0787 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 90 35 |
| 116 | F 0364 | LES CHAMPS DES ALPES | 1 28 65 |
| 116 | F 0692 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 11 40 |
| 116 | F 0668 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 36 40 |
| 116 | F 0807 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 21 75 |
| 116 | F 0808 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 24 40 |
| 116 | F 2939 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 61 93 |
| 116 | F 2941 | LES CHAMPS DES ALPES | 2 19 12 |
| 116 | F 2943 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 02 56 |
| 116 | F 0669 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 09 85 |
| 116 | F 0689 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 98 40 |
| 116 | F 2945 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 09 26 |
| 116 | F 0670 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 58 80 |

| | | | |
|-----|--------|----------------------|---------|
| 116 | F 0671 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 34 10 |
| 116 | F 0690 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 10 00 |
| 116 | F 0672 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 32 70 |
| 116 | F 2947 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 12 98 |
| 116 | F 2949 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 09 33 |
| 116 | F 2951 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 14 37 |
| 116 | F 2953 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 14 64 |
| 116 | F 0680 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 40 80 |
| 116 | F 0678 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 34 65 |
| 116 | F 0676 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 36 00 |
| 116 | F 0727 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 30 45 |
| 116 | F 0691 | LES CHAMPS DES ALPES | 0 07 15 |
| 116 | F 0294 | LESOUS ANNE-MARIE | 0 50 60 |
| 116 | F 0769 | LEUDIERE MARGUERITE | 0 47 30 |
| 116 | F 0770 | LEUDIERE MARGUERITE | 0 18 20 |
| 116 | F 0777 | LEUDIERE MARGUERITE | 0 29 35 |
| 116 | F 0779 | LEUDIERE MARGUERITE | 0 25 30 |
| 116 | F 2191 | LIKAJ DEAN | 0 01 40 |
| 116 | F 3006 | LIKAJ DEAN | 1 50 00 |
| 116 | F 1755 | LIKAJ DEAN | 0 29 50 |
| 116 | F 1757 | LIKAJ DEAN | 0 52 20 |
| 116 | F 1759 | LIKAJ DEAN | 0 50 40 |
| 116 | F 1760 | LIKAJ DEAN | 0 19 65 |
| 116 | F 1763 | LIKAJ DEAN | 2 56 70 |
| 116 | C 0820 | LIKAJ DEAN | 0 17 25 |
| 116 | F 1118 | LIKAJ DEAN | 0 11 95 |
| 116 | F 1121 | LIKAJ DEAN | 0 13 70 |
| 116 | C 0854 | LIKAJ DEAN | 0 11 10 |
| 116 | F 1120 | LIKAJ DEAN | 0 11 45 |
| 116 | F 1119 | LIKAJ DEAN | 0 34 95 |
| 116 | F 2080 | LIKAJ DEAN | 0 01 77 |
| 116 | F 2081 | LIKAJ DEAN | 0 01 50 |
| 116 | F 2082 | LIKAJ DEAN | 0 11 20 |
| 116 | F 2185 | LIKAJ DEAN | 0 74 15 |
| 116 | F 1015 | LIKAJ DEAN | 0 25 00 |
| 116 | F 3004 | LIKAJ DEAN | 3 66 32 |
| 116 | F 2187 | LIKAJ DEAN | 0 12 58 |
| 116 | F 2189 | LIKAJ DEAN | 0 08 78 |
| 116 | F 0717 | LIKAJ ZÉHUN | 0 17 45 |
| 116 | F 0713 | LIKAJ ZÉHUN | 0 17 40 |
| 116 | F 0712 | LIKAJ ZÉHUN | 0 13 50 |
| 116 | F 1534 | LIKAJ ZÉHUN | 0 07 70 |
| 116 | F 0548 | LIKAJ ZÉHUN | 0 38 70 |
| 116 | F 0705 | LIKAJ ZÉHUN | 0 32 60 |
| 116 | F 0706 | LIKAJ ZÉHUN | 0 44 10 |
| 116 | F 0708 | LIKAJ ZÉHUN | 0 80 90 |
| 116 | F 0710 | LIKAJ ZÉHUN | 0 34 35 |
| 116 | F 0711 | LIKAJ ZÉHUN | 0 27 35 |
| 116 | F 0545 | LIKAJ ZÉHUN | 0 60 10 |
| 116 | F 0546 | LIKAJ ZÉHUN | 0 25 20 |

| | | | |
|-----|---------|-------------------|---------|
| 116 | F 1894 | LIKAJ ZÉHUN | 0 01 87 |
| 116 | F 0750 | LIKAJ ZÉHUN | 0 22 80 |
| 116 | F 0747 | LIKAJ ZÉHUN | 0 19 95 |
| 116 | F 0746 | LIKAJ ZÉHUN | 0 16 70 |
| 116 | F 0745 | LIKAJ ZÉHUN | 0 17 25 |
| 116 | F 0744 | LIKAJ ZÉHUN | 0 28 60 |
| 116 | F 0743 | LIKAJ ZÉHUN | 0 21 00 |
| 116 | F 0742 | LIKAJ ZÉHUN | 0 13 10 |
| 116 | F 0741 | LIKAJ ZÉHUN | 0 16 30 |
| 116 | F 0740 | LIKAJ ZÉHUN | 0 20 00 |
| 116 | F 0547 | LIKAJ ZÉHUN | 0 34 90 |
| 116 | F 1893 | LIKAJ ZÉHUN | 0 23 45 |
| 116 | F 2706 | LIKAJ ZÉHUN | 0 21 00 |
| 116 | F 2705 | LIKAJ ZÉHUN | 0 22 25 |
| 116 | F 2703 | LIKAJ ZÉHUN | 0 31 48 |
| 116 | F 1892 | LIKAJ ZÉHUN | 0 07 85 |
| 116 | F 0726 | LIKAJ ZÉHUN | 0 19 60 |
| 116 | F 0725 | LIKAJ ZÉHUN | 1 29 20 |
| 116 | F 0724 | LIKAJ ZÉHUN | 0 16 55 |
| 116 | F 1533 | LIKAJ ZÉHUN | 0 09 80 |
| 116 | F 1536 | LIKAJ ZÉHUN | 0 13 20 |
| 116 | F 0723 | LIKAJ ZÉHUN | 0 75 35 |
| 116 | F 0722 | LIKAJ ZÉHUN | 0 13 00 |
| 116 | F 2181 | LIKAJ ZÉHUN | 1 59 60 |
| 116 | F 0721 | LIKAJ ZÉHUN | 0 16 50 |
| 116 | F 0693 | LIKAJ ZÉHUN | 1 60 40 |
| 116 | F 2700 | LIKAJ ZÉHUN | 0 01 51 |
| 116 | F 0718 | LIKAJ ZÉHUN | 0 32 10 |
| 041 | A 0164 | LODY INDIVISION | 0 47 30 |
| 041 | A 0160 | LODY INDIVISION | 0 12 30 |
| 041 | A 0162 | LODY INDIVISION | 0 30 48 |
| 116 | F 1286 | LOPRESTI FRANCOIS | 0 06 45 |
| 116 | F 1288 | LOPRESTI FRANCOIS | 0 54 15 |
| 116 | F 1290 | LOPRESTI FRANCOIS | 0 34 85 |
| 116 | D 0766 | MAGAUD GUY | 0 06 24 |
| 116 | D 0244 | MAGAUD GUY | 0 52 30 |
| 116 | D 0747 | MAGAUD GUY | 0 16 51 |
| 116 | C 0422 | MAGAUD INDIVISION | 0 16 30 |
| 116 | C 0423 | MAGAUD REMY | 0 13 35 |
| 116 | C 1202 | MAGAUD REMY | 0 21 50 |
| 116 | F 1952 | MARCEL ROBERT | 0 05 85 |
| 116 | F 1950 | MARCEL ROBERT | 0 06 49 |
| 116 | C 0706 | MARCHETTI EMILE | 0 25 45 |
| 116 | C 0735 | MARCHETTI EMILE | 0 31 80 |
| 116 | C 0707 | MARCHETTI EMILE | 0 16 10 |
| 116 | C 0267 | MARCHETTI LUCIEN | 0 08 10 |
| 143 | ZT 0029 | MARGAILLAN MARC | 1 05 36 |
| 143 | ZS 0079 | MARGAILLAN MARC | 3 52 18 |
| 143 | ZS 0081 | MARGAILLAN MARC | 0 44 98 |
| 116 | D 0431 | MARIAUD BERNARD | 0 33 10 |

| | | | |
|-----|----------|--------------------|---------|
| 116 | D 0430 | MARIAUD BERNARD | 0 15 20 |
| 116 | D 0362 | MARIAUD CHRISTOPHE | 0 65 55 |
| 116 | D 0276 | MARIAUD CHRISTOPHE | 0 38 00 |
| 116 | C 0243 | MARTELLI SERGE | 0 23 35 |
| 116 | F 0734 | MARTELLINI PATRICK | 0 20 70 |
| 116 | F 2200 | MARTELLINI PATRICK | 0 23 25 |
| 116 | F 1087 | MARTIN GUY | 0 20 25 |
| 116 | F 1075 | MARTIN GUY | 0 13 75 |
| 116 | C 0420 | MASIELLO ROSA | 0 38 70 |
| 116 | C 0421 | MASIELLO ROSA | 0 09 20 |
| 116 | C 0856 | MASIELLO ROSA | 0 12 30 |
| 116 | C 0857 | MASIELLO ROSA | 0 11 40 |
| 116 | C 0262 | MASIELLO ROSA | 0 10 20 |
| 116 | D 0381 | MASSE SERGE | 0 06 00 |
| 116 | E 0835 | MASSE SERGE | 0 89 30 |
| 116 | E 0824 | MASSE SERGE | 0 12 50 |
| 116 | D 0379 | MASSE SERGE | 0 13 40 |
| 116 | D 0371 | MASSE SERGE | 1 99 50 |
| 116 | E 0847 | MASSE SERGE | 0 59 45 |
| 116 | E 0620 | MASSE SERGE | 0 04 90 |
| 116 | E 0619 | MASSE SERGE | 0 38 10 |
| 116 | D 0351 | MASSE SERGE | 1 25 45 |
| 116 | D 0350 | MASSE SERGE | 0 44 10 |
| 116 | E 0618 | MASSE SERGE | 0 65 80 |
| 116 | D 0349 | MASSE SERGE | 0 37 20 |
| 116 | D 0348 | MASSE SERGE | 0 29 90 |
| 116 | E 0617 | MASSE SERGE | 0 88 40 |
| 116 | D 0333 | MASSE SERGE | 0 33 10 |
| 116 | D 0332 | MASSE SERGE | 0 02 70 |
| 116 | D 0519 | MASSE SERGE | 6 97 80 |
| 143 | ZS 0071 | MASSE SERGE | 1 83 33 |
| 143 | ZS 0072 | MASSE SERGE | 1 39 67 |
| 116 | D 0578 | MASSE SERGE | 5 00 00 |
| 116 | E 0625 | MASSE SERGE | 0 55 25 |
| 116 | E 0624 | MASSE SERGE | 1 41 50 |
| 116 | E 1243 | MASSE SERGE | 0 10 00 |
| 116 | D 0634 A | MASSE SERGE | 0 27 00 |
| 116 | D 0634 b | MASSE SERGE | 0 44 68 |
| 116 | D 0382 | MASSE SERGE | 1 54 00 |
| 116 | D 0426 | MASSE SERGE | 0 07 80 |
| 116 | D 0454 | MASSE SERGE | 0 32 60 |
| 116 | E 0875 | MASSE SERGE | 1 09 50 |
| 116 | E 0876 | MASSE SERGE | 1 08 10 |
| 116 | E 0828 | MASSE SERGE | 0 12 50 |
| 116 | E 0834 | MASSE SERGE | 0 00 45 |
| 116 | C 1075 | MEYNIER BERNARD | 0 19 20 |
| 116 | C 1076 | MEYNIER BERNARD | 0 04 90 |
| 116 | F 2240 | MEYNIER BERNARD | 0 45 08 |
| 116 | F 2802 | MEYNIER GUY | 0 33 45 |
| 116 | F 0247 | MEYZENQ INDIVIS | 0 09 45 |

| | | | |
|-----|----------|-----------------------|---------|
| 116 | F 2360 | MICHAUX MARIE-LINE | 0 41 29 |
| 116 | F 0786 | MILELLI JEAN-BAPTISTE | 0 28 10 |
| 116 | E 1553 | MOREL DIDIER | 0 02 71 |
| 116 | F 1566 | MOSCATO ANTOINE | 0 27 85 |
| 116 | C 0832 | MOSCATO ANTOINE | 0 20 30 |
| 116 | C 0833 | MOSCATO ANTOINE | 0 17 60 |
| 116 | C 0823 | MURANO INDIVISION | 0 42 00 |
| 116 | F 1094 | MURANO NUNZIO | 0 46 80 |
| 116 | F 0784 | NACCIO GUY | 0 09 00 |
| 143 | Z 0033 | NANNINI INDIVIS | 0 19 67 |
| 116 | F 2614 | NAVARRO LUDOVIC | 0 66 97 |
| 116 | F 2319 | NICOLLET CHRISTIAN | 0 19 65 |
| 116 | F 2317 A | NICOLLET CHRISTIAN | 0 13 45 |
| 116 | F 2315 A | NICOLLET CHRISTIAN | 0 15 92 |
| 116 | F 1011 | NIEL INDIVIS | 0 26 80 |
| 116 | F 1035 | NIEL INDIVIS | 0 18 90 |
| 116 | F 1036 | NIEL INDIVIS | 0 36 10 |
| 116 | F 1789 | NIEL INDIVIS | 0 02 10 |
| 116 | F 2262 | NIEL INDIVIS | 1 17 18 |
| 116 | F 1013 | NIEL INDIVIS | 0 46 20 |
| 116 | F 1012 | NIEL INDIVIS | 0 13 90 |
| 116 | F 1027 | NUCHO ARLETTE | 0 31 30 |
| 116 | C 0225 | PALUMBO MARC | 0 12 70 |
| 116 | C 0223 | PALUMBO MARC | 0 06 90 |
| 116 | C 1296 | PALUMBO MARC | 0 14 50 |
| 116 | C 1304 | PALUMBO MARC | 0 08 87 |
| 116 | C 1306 | PALUMBO MARC | 0 08 94 |
| 116 | C 0228 | PALUMBO MARC | 0 15 40 |
| 116 | E 1054 | PAOLASSO BRIGITTE | 0 03 84 |
| 116 | D 0321 | PAOLASSO BRIGITTE | 0 04 00 |
| 143 | ZS 0069 | PAOLASSO INDIVIS | 1 43 57 |
| 116 | E 1401 | PAOLASSO INDIVIS | 0 05 80 |
| 116 | F 2126 | PAOLASSO RENE | 0 36 57 |
| 143 | ZT 0060 | PARATO CLAUDE | 0 28 51 |
| 143 | ZT 0059 | PARATO CLAUDE | 0 12 88 |
| 143 | ZT 0020 | PARDIGON ANDREE | 1 34 38 |
| 116 | C 0778 | PARET GLEIZE NICOLE | 0 29 05 |
| 116 | C 0779 | PARET GLEIZE NICOLE | 0 12 40 |
| 116 | C 0827 | PAUL ELIE | 0 23 25 |
| 116 | C 0826 | PAUL ELIE | 0 66 90 |
| 116 | C 0825 | PAUL ELIE | 0 73 80 |
| 116 | C 0800 | PAUL ELIE | 1 18 65 |
| 116 | C 0830 | PAUL ELIE | 0 23 15 |
| 116 | F 0409 | PAUL ELIE | 1 40 20 |
| 116 | F 0335 | PELLOUX MICHEL | 0 16 85 |
| 116 | C 0883 | PEREIRA JANINE | 0 21 80 |
| 116 | C 0783 | PEREIRA JANINE | 0 00 30 |
| 116 | C 0781 | PEREIRA JANINE | 1 76 60 |
| 116 | D 0322 | PERRONE FABIEN | 0 03 95 |
| 116 | F 0319 | PHILIPPE INDIVIS | 0 51 15 |

| | | | |
|-----|---------|----------------------------|---------|
| 116 | C 0791 | PHILIPPE INDIVIS | 1 29 55 |
| 116 | F 1606 | PHILIPPE INDIVIS | 0 12 60 |
| 143 | ZT 0034 | PIERRISNARD GEORGETTE | 1 06 67 |
| 116 | D 0369 | PIGUET MICHELE | 0 61 00 |
| 116 | F 1164 | PINATEL ANDRE | 1 17 20 |
| 116 | F 2704 | PINATEL ANDRE | 0 10 90 |
| 116 | F 0794 | PINATEL ANDRE | 0 19 85 |
| 116 | F 2707 | PINATEL ANDRE | 0 09 00 |
| 116 | F 0362 | PINATEL ANDRE | 0 41 40 |
| 116 | F 2702 | PINATEL ANDRE | 0 07 72 |
| 116 | F 0780 | PINATEL ANDRE | 0 28 05 |
| 116 | F 0782 | PINATEL ANDRE ET JEANNIE | 0 16 25 |
| 116 | F 0793 | PINATEL ANDRE ET JEANNIE | 0 49 65 |
| 116 | F 0736 | PINATEL ANDRE ET JEANNIE | 0 26 60 |
| 116 | F 0781 | PINATEL ANDRE ET JEANNIE | 0 16 35 |
| 116 | C 0379 | PINATEL ANDRE ET JEANNIE | 2 02 85 |
| 116 | F 0772 | PINATEL ANDRE ET JEANNIE | 0 32 65 |
| 116 | F 0773 | PINATEL ANDRE ET JEANNIE | 0 23 20 |
| 116 | F 0774 | PINATEL ANDRE ET JEANNIE | 0 16 20 |
| 116 | F 0775 | PINATEL ANDRE ET JEANNIE | 0 13 40 |
| 116 | F 2744 | PINATEL AURELIE | 0 12 00 |
| 116 | F 0947 | PINATEL CHARLES ET JOSIANE | 0 13 00 |
| 116 | C 1079 | PINATEL CHARLES ET JOSIANE | 0 08 60 |
| 116 | F 0946 | PINATEL CHARLES ET JOSIANE | 0 41 40 |
| 116 | C 1078 | PINATEL CHARLES ET JOSIANE | 0 40 30 |
| 116 | C 1077 | PINATEL CHARLES ET JOSIANE | 0 08 30 |
| 116 | F 0945 | PINATEL CHARLES ET JOSIANE | 0 46 50 |
| 116 | F 0948 | PINATEL CHARLES ET JOSIANE | 0 11 00 |
| 116 | F 0944 | PINATEL CHARLES ET JOSIANE | 0 20 10 |
| 116 | F 0935 | PINATEL CHARLES ET JOSIANE | 0 08 05 |
| 116 | F 0941 | PINATEL CHARLES ET JOSIANE | 1 25 30 |
| 116 | C 0617 | PINATEL CHARLES ET JOSIANE | 0 15 50 |
| 116 | F 0937 | PINATEL CHARLES ET JOSIANE | 1 30 80 |
| 116 | F 0936 | PINATEL CHARLES ET JOSIANE | 0 09 15 |
| 116 | F 0931 | PINATEL CHARLES ET JOSIANE | 0 23 20 |
| 116 | F 0930 | PINATEL CHARLES ET JOSIANE | 0 22 45 |
| 116 | C 0675 | PINATEL CHARLY | 0 34 50 |
| 116 | F 0932 | PINATEL CHARLY | 0 43 60 |
| 116 | C 0654 | PINATEL CHARLY | 0 31 50 |
| 116 | C 0630 | PINATEL CHARLY | 0 05 50 |
| 116 | F 2740 | PINATEL CHARLY | 0 04 64 |
| 116 | F 0943 | PINATEL CHARLY | 0 21 60 |
| 116 | F 2736 | PINATEL CHARLY | 0 22 18 |
| 116 | F 0938 | PINATEL CHARLY | 1 34 10 |
| 116 | C 0631 | PINATEL CHARLY | 0 30 50 |
| 116 | C 0632 | PINATEL CHARLY | 0 23 70 |
| 116 | C 0633 | PINATEL CHARLY | 0 54 60 |
| 116 | C 0618 | PINATEL CHARLY | 0 07 00 |
| 116 | C 0619 | PINATEL CHARLY | 0 20 40 |
| 116 | C 0653 | PINATEL CHARLY | 0 29 00 |

| | | | |
|-----|---------|---------------------|---------|
| 116 | C 0655 | PINATEL CHARLY | 0 12 20 |
| 116 | C 0620 | PINATEL CHARLY | 0 07 80 |
| 116 | C 0627 | PINATEL CHARLY | 0 24 30 |
| 116 | F 2738 | PINATEL CHARLY | 0 12 51 |
| 116 | C 0628 | PINATEL CHARLY | 0 06 20 |
| 116 | C 1041 | PINATEL CHRISTIAN | 0 07 70 |
| 116 | F 2261 | PINATEL CHRISTIAN | 0 26 22 |
| 116 | F 1102 | PINATEL CHRISTIAN | 0 09 85 |
| 116 | F 1105 | PINATEL CHRISTIAN | 0 10 60 |
| 116 | C 1043 | PINATEL CHRISTIAN | 0 09 10 |
| 116 | C 1040 | PINATEL CHRISTIAN | 0 19 70 |
| 116 | F 1098 | PINATEL CHRISTIAN | 0 32 90 |
| 116 | C 1039 | PINATEL CHRISTIAN | 0 10 30 |
| 116 | F 2263 | PINATEL CHRISTIAN | 0 03 12 |
| 116 | F 1990 | PINATEL CHRISTIAN | 0 04 63 |
| 116 | C 1042 | PINATEL CHRISTIAN | 0 02 47 |
| 116 | F 1101 | PINATEL CHRISTIAN | 0 13 30 |
| 116 | F 2085 | PINATEL CHRISTIAN | 0 02 09 |
| 116 | F 2084 | PINATEL CHRISTIAN | 0 12 91 |
| 116 | F 1100 | PINATEL CHRISTIAN | 0 54 35 |
| 116 | F 1099 | PINATEL CHRISTIAN | 0 29 60 |
| 116 | F 1091 | PINATEL CHRISTIAN | 0 73 00 |
| 116 | F 2739 | PINATEL SOPHIE | 0 00 96 |
| 116 | F 0353 | PINATEL SOPHIE | 0 72 20 |
| 116 | F 2735 | PINATEL SOPHIE | 0 01 37 |
| 116 | F 0359 | PINATEL SOPHIE | 0 42 75 |
| 116 | F 0954 | PINATEL SOPHIE | 0 63 55 |
| 116 | F 0922 | PINATEL SOPHIE | 0 26 30 |
| 116 | F 0921 | PINATEL SOPHIE | 0 13 20 |
| 116 | F 0354 | PINATEL SOPHIE | 0 14 70 |
| 116 | F 2183 | PINATEL SOPHIE | 1 52 12 |
| 116 | F 0360 | PINATEL SOPHIE | 0 48 80 |
| 116 | F 2737 | PINATEL SOPHIE | 0 02 09 |
| 116 | F 2638 | PINCET DANIEL | 0 20 50 |
| 143 | ZT 0033 | PISANO INDIVIS | 0 40 38 |
| 143 | ZT 0032 | PISANO VALERIE | 0 19 17 |
| 143 | ZV 0055 | PLAUCHUD GERARD | 0 12 22 |
| 143 | Z 0072 | PLAUCHUD GERARD | 0 30 38 |
| 143 | Z 0049 | PLAUCHUD GERARD | 0 28 75 |
| 143 | ZV 0056 | PLAUCHUD GERARD | 1 13 86 |
| 116 | C 1227 | PLEVANI ANDRE | 0 14 00 |
| 116 | E 0319 | PLUMET EDMOND | 0 24 30 |
| 116 | E 1643 | PLUMET EDMOND | 0 90 37 |
| 143 | ZS 0058 | PONS OLIVIER | 0 02 85 |
| 143 | ZS 0051 | PONS OLIVIER | 0 22 09 |
| 143 | ZS 0045 | PONS OLIVIER | 1 48 41 |
| 116 | F 0244 | PORTIGLIATTI CLAUDE | 0 46 30 |
| 116 | C 0816 | PRAVET ANDRE | 0 21 70 |
| 116 | C 0821 | PRAVET ANDRE | 0 69 90 |
| 116 | C 0815 | PRAVET ANDRE ROGER | 0 20 60 |

| | | | |
|-----|----------|-------------------------------|---------|
| 116 | E 1716 | QUARTARARO REMY | 0 05 70 |
| 116 | F 2199 | RAVEL RENE | 0 21 25 |
| 116 | F 1853 | RAYMONDO ISABELLE | 0 19 30 |
| 116 | F 1851 | RAYMONDO ISABELLE | 0 40 20 |
| 116 | F 1847 | RAYMONDO ISABELLE | 0 00 67 |
| 116 | C 1599 | RESS JEROME | 0 15 80 |
| 116 | C 1830 | RESS JEROME | 0 12 36 |
| 116 | C 1831 | RESS JEROME | 0 07 37 |
| 116 | C 1136 | REY JEAN-MICHEL | 0 32 70 |
| 116 | F 1315 | RICHAUD INDIVIS | 0 20 50 |
| 116 | F 1316 | RICHAUD INDIVIS | 0 21 35 |
| 116 | E 0787 | RIGOULT GERARD | 0 04 85 |
| 116 | E 0788 | RIGOULT GERARD | 0 04 40 |
| 116 | F 0363 | RISSO BEATRICE | 0 46 80 |
| 116 | E 0805 | ROBERT JACQUELINE | 0 01 55 |
| 116 | E 0825 | ROBERT JACQUELINE | 0 02 55 |
| 116 | F 0783 | ROCHE BERNARD | 0 16 80 |
| 116 | F 1597 | ROCHE FRANCIS | 0 08 00 |
| 116 | F 1983 | ROCHE FRANCIS | 0 06 32 |
| 116 | F 0327 | ROCHE FRANCIS | 0 10 15 |
| 116 | F 1977 | ROCHE FRANCIS | 0 06 65 |
| 116 | F 0326 | ROCHE FRANCIS | 0 61 80 |
| 116 | F 2059 | ROCHE PATRICE | 0 45 40 |
| 116 | F 1714 | ROCHE PATRICE | 0 57 90 |
| 116 | F 2058 | ROCHE PATRICE | 0 10 88 |
| 116 | F 2047 | ROCHE PATRICE | 0 12 09 |
| 116 | F 2050 | ROCHE PATRICE | 0 06 12 |
| 116 | F 2046 | ROCHE PATRICE | 0 03 75 |
| 116 | F 0967 | ROCHE PATRICE | 0 16 45 |
| 116 | F 2048 | ROCHE PATRICE | 0 07 14 |
| 116 | F 2052 | ROCHE PATRICE | 0 08 50 |
| 116 | F 3047 | ROCHE PHILIPPE | 0 23 12 |
| 116 | D 0435 | ROCHEBRUN PATRICK | 0 89 30 |
| 116 | E 0865 | ROCHEBRUN PATRICK | 0 48 70 |
| 116 | D 0436 | ROCHEBRUN PATRICK | 0 09 20 |
| 116 | D 0437 | ROCHEBRUN PATRICK | 0 21 00 |
| 116 | D 0384 | ROCHEBRUN PATRICK | 1 31 20 |
| 116 | D 0370 | ROCHEBRUN PATRICK | 1 00 80 |
| 116 | D 0441 | ROCHEBRUN PATRICK | 1 90 30 |
| 116 | D 0442 | ROCHEBRUN PATRICK | 0 74 50 |
| 116 | E 0864 | ROCHEBRUN PATRICK | 0 59 20 |
| 116 | D 0377 | ROCHEBRUN PATRICK | 0 33 60 |
| 143 | ZS 0070 | ROCHEBRUN PATRICK | 1 13 53 |
| 116 | E 0866 | ROCHEBRUN PATRICK | 0 54 40 |
| 156 | C 0006 | ROME FRANCOIS ET NOEL INDIVIS | 1 80 50 |
| 156 | C 0037 P | ROME FRANCOIS ET NOEL INDIVIS | 3 42 75 |
| 116 | C 1144 | ROME FRANCOIS ET NOEL INDIVIS | 0 80 86 |
| 156 | C 0005 | ROME FRANCOIS ET NOEL INDIVIS | 3 50 80 |
| 116 | C 1146 | ROME FRANCOIS ET NOEL INDIVIS | 2 34 88 |
| 156 | C 0034 | ROME FRANCOIS ET NOEL INDIVIS | 0 06 75 |

| | | | |
|-----|-----------|------------------------------------|----------|
| 156 | C 0027 P | ROME FRANCOIS ET NOEL INDIVIS | 0 11 45 |
| 156 | D 0066 P | ROME FRANCOIS ET NOEL INDIVIS | 1 11 80 |
| 156 | D 0065 P | ROME FRANCOIS ET NOEL INDIVIS | 1 54 00 |
| 156 | C 0033 P | ROME FRANCOIS ET NOEL INDIVIS | 5 08 24 |
| 116 | C 1110 | ROME FRANCOIS ET NOEL INDIVIS | 3 96 00 |
| 156 | C 0001 C | ROME MONIQUE | 10 50 00 |
| 156 | C 0001 B | ROME MONIQUE | 3 50 00 |
| 156 | C 0016 | ROME MONIQUE | 1 78 70 |
| 156 | C 0001 A | ROME MONIQUE | 1 00 00 |
| 156 | C 0036 P | ROME NOEL FRANCOIS VIVIANE INDIVIS | 1 48 90 |
| 156 | C 0035 | ROME NOEL FRANCOIS VIVIANE INDIVIS | 1 45 20 |
| 156 | C 0026 | ROME NOEL FRANCOIS VIVIANE INDIVIS | 1 26 20 |
| 116 | F 0694 | ROUBAUD ROBERT | 0 31 50 |
| 116 | F 2937 | ROUBAUD ROBERT | 0 19 72 |
| 116 | F 0696 | ROUBAUD ROBERT | 0 51 25 |
| 116 | F 0702 | ROUBAUD ROBERT | 0 56 60 |
| 116 | F 1514 | ROUBAUD ROBERT | 0 20 70 |
| 116 | F 1854 | ROUBAUD ROBERT | 0 30 20 |
| 116 | F 1852 | ROUBAUD ROBERT | 0 03 80 |
| 116 | F 0695 | ROUBAUD ROBERT | 0 09 85 |
| 116 | F 1535 | ROUBAUD ROBERT | 0 52 10 |
| 116 | F 0703 | ROUBAUD ROBERT | 0 13 25 |
| 116 | F 2935 | ROUBAUD ROBERT | 0 35 35 |
| 116 | C 0264 | ROUBAUD ROSELYNE | 0 36 30 |
| 116 | E 0849 | ROUGIER INDIVISION | 1 76 80 |
| 116 | D 0543 P1 | ROUGIER INDIVISION | 2 71 20 |
| 116 | E 0848 | ROUGIER INDIVISION | 0 73 60 |
| 116 | D 0241 | ROUGIER INDIVISION | 1 74 20 |
| 116 | D 0242 | ROUGIER INDIVISION | 0 74 40 |
| 116 | D 0543 P2 | ROUGIER INDIVISION | 3 48 80 |
| 116 | D 0331 | ROUGIER INDIVISION | 3 46 65 |
| 116 | D 0245 | ROUGIER INDIVISION | 1 26 80 |
| 116 | E 0851 | ROUGIER INDIVISION | 1 34 40 |
| 116 | E 0850 | ROUGIER INDIVISION | 0 29 60 |
| 116 | D 0473 | ROUGIER INDIVISION | 0 25 40 |
| 116 | D 0767 | ROUGIER INDIVISION | 0 64 25 |
| 116 | D 0228 | ROUGIER INDIVISION | 1 72 50 |
| 116 | D 0760 | ROUX ALICE | 0 05 01 |
| 143 | ZT 0063 | ROUX FRANCOISE | 0 15 76 |
| 116 | C 1226 | ROUX JEAN-PHILIPPE | 0 06 80 |
| 116 | C 0251 | ROUX JEAN-PHILIPPE | 0 19 17 |
| 116 | C 0238 | ROUX JEAN-PHILIPPE | 0 23 00 |
| 116 | F 2323 | RUGGERO INDIVIS | 0 03 30 |
| 116 | F 2248 | RUGGERO INDIVIS | 0 33 62 |
| 116 | F 2904 | RUGGERO LUCIANA | 0 13 05 |
| 116 | E 1277 | SAITOUR JEAN-PIERRE | 0 00 23 |
| 116 | E 1240 | SAITOUR JEAN-PIERRE | 0 03 18 |
| 116 | E 1279 | SAITOUR JEAN-PIERRE | 0 01 28 |
| 116 | C 0810 | SANZ INDIVISION | 0 29 10 |
| 116 | F 0269 | SARL ARIZZI | 0 19 90 |

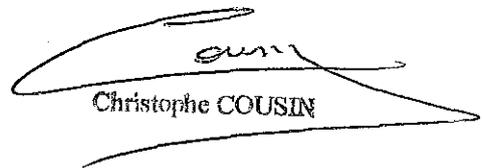
| | | | |
|-----|---------|----------------------------|---------|
| 116 | F 0286 | SARL ARIZZI | 0 66 95 |
| 116 | F 0276 | SARL ARIZZI | 0 90 05 |
| 116 | F 0285 | SARL ARIZZI | 0 12 80 |
| 116 | F 0771 | SARLIN RENE | 0 24 85 |
| 116 | D 0290 | SAVOUILLAN SOPHIE | 0 05 60 |
| 116 | C 1246 | SC LA FENIERE | 0 55 32 |
| 116 | C 0746 | SC LA FENIERE | 1 19 15 |
| 116 | F 0222 | SC LA FENIERE | 0 21 40 |
| 116 | C 0749 | SC LA FENIERE | 0 82 80 |
| 116 | F 0367 | SCA DOMAINE DE L'AUBRESPIN | 0 74 60 |
| 116 | C 1578 | SCA DOMAINE DE L'AUBRESPIN | 0 54 50 |
| 143 | ZT 0030 | SCAGLIA PIERRE | 0 10 04 |
| 116 | C 0843 | SCAGLIA PIERRE | 0 36 15 |
| 116 | C 0842 | SCAGLIA PIERRE | 0 20 10 |
| 116 | C 0838 | SCAGLIA PIERRE | 0 90 00 |
| 143 | Z 0148 | SCAGLIA PIERRE | 0 19 39 |
| 143 | ZT 0042 | SCAGLIA PIERRE | 0 17 22 |
| 143 | Z 0149 | SCAGLIA PIERRE | 0 45 83 |
| 143 | Z 0150 | SCAGLIA PIERRE | 0 40 22 |
| 143 | Z 0152 | SCAGLIA PIERRE | 0 43 19 |
| 143 | Z 0153 | SCAGLIA PIERRE | 0 58 79 |
| 116 | C 0836 | SCAGLIA PIERRE | 0 17 95 |
| 116 | F 1907 | SCAGLIA PIERRE | 0 09 30 |
| 143 | Z 0147 | SCAGLIA PIERRE | 0 43 33 |
| 143 | Z 0130 | SCAGLIA PIERRE | 0 18 78 |
| 143 | ZS 0077 | SCAGLIA PIERRE | 0 53 03 |
| 116 | F 2886 | SCEA DOMAINE SAINT GEORGES | 0 00 09 |
| 116 | F 2885 | SCEA DOMAINE SAINT GEORGES | 0 01 98 |
| 116 | F 2693 | SCEA DOMAINE SAINT GEORGES | 0 08 70 |
| 116 | F 3066 | SCEA DOMAINE SAINT GEORGES | 1 31 70 |
| 116 | F 3065 | SCEA DOMAINE SAINT GEORGES | 0 41 30 |
| 116 | F 2890 | SCEA DOMAINE SAINT GEORGES | 0 43 80 |
| 116 | F 2891 | SCEA DOMAINE SAINT GEORGES | 0 06 53 |
| 116 | F 2881 | SCEA DOMAINE SAINT GEORGES | 0 07 40 |
| 116 | F 2883 | SCEA DOMAINE SAINT GEORGES | 0 41 75 |
| 116 | F 2887 | SCEA DOMAINE SAINT GEORGES | 0 23 38 |
| 116 | F 2889 | SCEA DOMAINE SAINT GEORGES | 0 10 04 |
| 116 | F 2888 | SCEA DOMAINE SAINT GEORGES | 0 08 02 |
| 116 | E 1651 | SCI AMANDINELLIE | 0 18 91 |
| 143 | B 0550 | SCI CHOUROXE | 0 07 40 |
| 143 | B 0551 | SCI CHOUROXE | 0 06 95 |
| 143 | B 0740 | SCI CHOUROXE | 0 10 60 |
| 143 | B 0901 | SCI CHOUROXE | 0 16 15 |
| 143 | B 0902 | SCI CHOUROXE | 0 07 00 |
| 143 | B 0903 | SCI CHOUROXE | 0 20 95 |
| 143 | B 0904 | SCI CHOUROXE | 0 14 60 |
| 143 | B 0905 | SCI CHOUROXE | 0 22 15 |
| 143 | B 0908 | SCI CHOUROXE | 0 19 30 |
| 143 | B 0910 | SCI CHOUROXE | 0 10 00 |
| 116 | E 0827 | SCI JLV LES POURCELLES | 0 03 00 |

| | | | |
|-----|----------|----------------------|---------|
| 116 | D 0278 | SCI LA COMBE ANDRIEU | 0 57 10 |
| 116 | D 0283 | SCI LA COMBE ANDRIEU | 0 26 10 |
| 116 | F 0477 | SCI LA DEYMIERE | 0 46 50 |
| 116 | F 0472 | SCI LA DEYMIERE | 0 36 35 |
| 116 | F 0475 | SCI LA DEYMIERE | 0 24 10 |
| 116 | F 0478 | SCI LA DEYMIERE | 0 06 40 |
| 116 | F 0500 | SCI LA DEYMIERE | 0 78 20 |
| 116 | F 0473 | SCI LA DEYMIERE | 0 79 20 |
| 116 | F 0479 | SCI LA DEYMIERE | 0 39 00 |
| 116 | F 1653 | SCI LA DEYMIERE | 2 20 00 |
| 116 | F 0509 | SCI LA DEYMIERE | 0 20 25 |
| 116 | F 0501 | SCI LA DEYMIERE | 0 19 60 |
| 116 | F 0474 | SCI LA DEYMIERE | 0 43 75 |
| 116 | C 1308 | SCI LES OLIVIERS | 0 14 82 |
| 116 | C 1311 | SCI LES OLIVIERS | 0 08 64 |
| 116 | C 0232 | SCI LES OLIVIERS | 0 16 30 |
| 116 | C 1310 | SCI LES OLIVIERS | 0 05 85 |
| 116 | C 1313 | SCI LES OLIVIERS | 0 18 14 |
| 116 | C 1312 | SCI LES OLIVIERS | 0 08 98 |
| 116 | C 1309 | SCI LES OLIVIERS | 0 05 60 |
| 116 | D 0447 | SENECHAL GENEVIEVE | 0 17 85 |
| 116 | D 0343 | SENECHAL GENEVIEVE | 0 38 95 |
| 116 | D 0443 | SENECHAL GENEVIEVE | 0 74 90 |
| 116 | E 0872 | SENECHAL GENEVIEVE | 0 97 20 |
| 116 | D 0253 | SENECHAL GENEVIEVE | 0 18 60 |
| 116 | E 0871 | SENECHAL GENEVIEVE | 0 08 20 |
| 116 | D 0465 | SENECHAL GENEVIEVE | 0 85 65 |
| 116 | E 0870 P | SENECHAL GENEVIEVE | 0 13 00 |
| 116 | E 0627 | SIAUD ANDRE | 3 88 60 |
| 116 | D 0446 | SIAUD INDIVIS | 0 17 40 |
| 116 | D 0444 | SIAUD INDIVIS | 1 38 70 |
| 116 | D 0459 | SIAUD INDIVIS | 1 07 85 |
| 116 | D 0357 | SIAUD INDIVIS | 0 22 15 |
| 116 | D 0367 | SIAUD INDIVIS | 0 11 00 |
| 116 | D 0368 | SIAUD INDIVIS | 3 61 35 |
| 116 | D 0467 | SIAUD INDIVIS | 0 47 20 |
| 116 | E 0629 | SIAUD PHILIPPE | 0 73 70 |
| 116 | F 0329 | SIGNORET INDIVIS | 0 36 70 |
| 116 | D 0275 | SIGNORET MICHEL | 0 85 20 |
| 116 | D 0448 | SIGNORET MICHEL | 0 24 30 |
| 116 | D 0277 | SIGNORET MICHEL | 0 85 20 |
| 116 | E 0862 | SIGNORET MICHEL | 1 36 10 |
| 116 | D 0449 | SIGNORET MICHEL | 0 14 70 |
| 116 | D 0445 | SIGNORET MICHEL | 0 14 14 |
| 116 | D 0250 | SIGNORET MICHEL | 0 18 40 |
| 116 | D 0274 | SIGNORET MICHEL | 0 18 95 |
| 116 | D 0440 | SIGNORET MICHEL | 0 46 45 |
| 116 | D 0358 | SIGNORET MICHEL | 0 23 60 |
| 116 | D 0359 | SIGNORET MICHEL | 0 79 00 |
| 116 | D 0360 | SIGNORET MICHEL | 0 22 45 |

| | | | |
|-----|---------|-------------------|---------|
| 116 | D 0363 | SIGNORET MICHEL | 0 15 70 |
| 116 | D 0364 | SIGNORET MICHEL | 0 15 80 |
| 116 | D 0439 | SIGNORET MICHEL | 0 80 25 |
| 116 | D 0438 | SIGNORET MICHEL | 0 35 40 |
| 116 | D 0428 | SIGNORET MICHEL | 0 41 40 |
| 116 | E 0623 | SIGNORET MICHEL | 0 14 80 |
| 116 | E 0622 | SIGNORET MICHEL | 0 29 85 |
| 116 | D 0662 | SIGNORET MICHEL | 0 12 52 |
| 143 | Z 0154 | SIGNORET MICHEL | 1 25 33 |
| 143 | Z 0155 | SIGNORET MICHEL | 0 78 52 |
| 143 | ZS 0034 | SIGNORET MICHEL | 4 17 39 |
| 116 | D 0576 | SIGNORET MICHEL | 0 35 15 |
| 116 | E 0873 | SIGNORET MICHEL | 0 09 50 |
| 116 | D 0569 | SIGNORET MICHEL | 0 23 45 |
| 116 | D 0427 | SIGNORET MICHEL | 0 30 60 |
| 116 | E 0874 | SIGNORET MICHEL | 1 22 80 |
| 143 | ZS 0073 | SIGNORET MICHEL | 9 59 48 |
| 116 | D 0550 | SIGNORET MICHEL | 0 71 10 |
| 116 | D 0468 | SIGNORET MICHEL | 2 80 15 |
| 116 | D 0466 | SIGNORET MICHEL | 3 14 45 |
| 116 | D 0458 | SIGNORET MICHEL | 1 65 20 |
| 116 | D 0457 | SIGNORET MICHEL | 0 15 20 |
| 116 | D 0452 | SIGNORET MICHEL | 0 15 00 |
| 116 | D 0451 | SIGNORET MICHEL | 0 08 90 |
| 116 | D 0432 | SIGNORET MICHEL | 0 24 60 |
| 116 | D 0471 | SIGNORET MICHEL | 1 01 85 |
| 116 | D 0433 | SIGNORET MICHEL | 0 94 50 |
| 116 | D 0450 | SIGNORET MICHEL | 0 29 76 |
| 116 | C 0794 | SOLDA MARYLENE | 1 13 50 |
| 116 | F 2239 | SONZOGNI JEROME | 0 06 42 |
| 116 | E 1032 | TARIOTTE JOHNNY | 0 03 85 |
| 116 | D 0347 | TARTANSON INDIVIS | 0 62 50 |
| 116 | D 0783 | TARTANSON INDIVIS | 0 73 85 |
| 116 | D 0353 | TARTANSON INDIVIS | 1 06 60 |
| 116 | D 0361 | TARTANSON INDIVIS | 0 39 25 |
| 116 | D 0229 | TARTANSON INDIVIS | 0 84 40 |
| 116 | D 0352 | TARTANSON INDIVIS | 0 98 40 |
| 116 | D 0365 | TARTANSON INDIVIS | 0 19 40 |
| 116 | F 0652 | TESTON ERIC | 1 45 95 |
| 116 | F 0653 | TESTON ERIC | 0 01 70 |
| 116 | F 2822 | TESTON ERIC | 0 11 72 |
| 116 | C 0216 | TESTON ERIC | 0 99 30 |
| 116 | C 0847 | TESTON ERIC | 0 40 35 |
| 116 | C 0241 | TESTON ERIC | 0 57 20 |
| 116 | C 0217 | TESTON ERIC | 0 17 50 |
| 116 | C 0845 | TESTON ERIC | 0 58 10 |
| 116 | C 1189 | TESTON ERIC | 0 20 00 |
| 116 | C 0218 | TESTON ERIC | 0 23 40 |
| 143 | ZT 0016 | TORINO ERIC | 3 29 57 |
| 143 | ZT 0049 | TORINO ERIC | 1 07 84 |

| | | | |
|-----|---------|------------------------------|---------|
| 143 | ZT 0062 | TORINO ERIC | 1 31 57 |
| 143 | ZT 0061 | TORINO ERIC | 0 09 13 |
| 143 | Z 0087 | TORINO ERIC | 0 28 85 |
| 143 | ZT 0017 | TORINO MAGALI | 0 23 64 |
| 143 | ZT 0035 | TOURNIAIRE ROBERT | 0 18 33 |
| 143 | ZT 0036 | TOURNIAIRE ROBERT | 0 96 96 |
| 116 | C 0787 | TRABUC INDIVIS | 0 27 30 |
| 116 | F 1946 | TRABUC INDIVIS | 1 40 25 |
| 116 | F 1934 | TRABUC INDIVIS | 0 26 70 |
| 116 | F 0202 | TRABUC INDIVIS | 0 68 20 |
| 116 | F 0212 | TRABUC INDIVIS | 0 08 30 |
| 116 | C 0790 | TRABUC INDIVIS | 0 87 20 |
| 116 | C 0788 | TRABUC INDIVIS | 0 13 85 |
| 116 | F 0988 | TRIPODI SALVATORE | 0 06 05 |
| 116 | F 0751 | TROUCHE MICHEL | 0 24 50 |
| 116 | F 0759 | TROUCHE MICHEL | 0 11 10 |
| 116 | F 0873 | VAILLANT-MARCHETTI JEAN-PAUL | 0 16 65 |
| 116 | F 0159 | VAUSSELIN LAURENT | 0 18 00 |
| 116 | F 0162 | VAUSSELIN LAURENT | 0 06 70 |
| 116 | F 2329 | VAUSSELIN LAURENT | 0 07 92 |
| 116 | F 2327 | VAUSSELIN LAURENT | 0 13 99 |
| 116 | F 0435 | VENZAL PIERRE | 0 04 80 |
| 116 | F 0434 | VENZAL PIERRE | 0 66 20 |
| 116 | F 2365 | VICQUELIN FRANCK | 0 09 14 |
| 116 | F 0300 | VICQUELIN FRANCK | 0 17 30 |
| 116 | F 1055 | VIDAL INDIVISION | 0 04 00 |
| 116 | F 2067 | VIDAL INDIVISION | 0 00 78 |
| 116 | F 1800 | VIDAL INDIVISION | 0 38 60 |
| 116 | F 2066 | VIDAL INDIVISION | 0 09 76 |

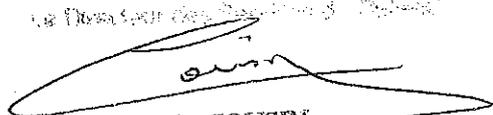
Pour le Prêtre
et par délégation
Le Directeur des Services du Cébinao


Christophe COUSIN

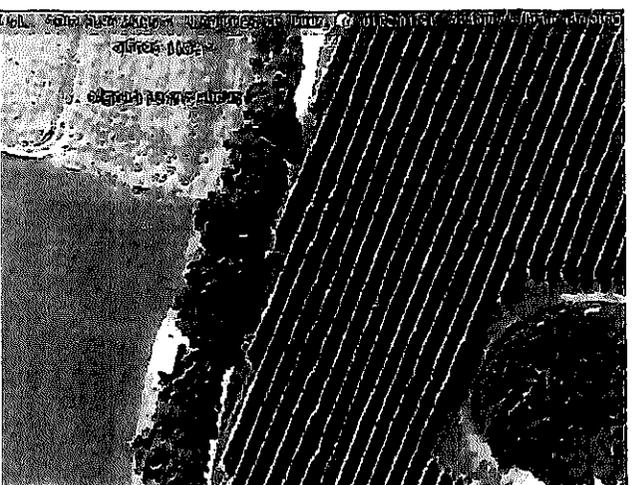
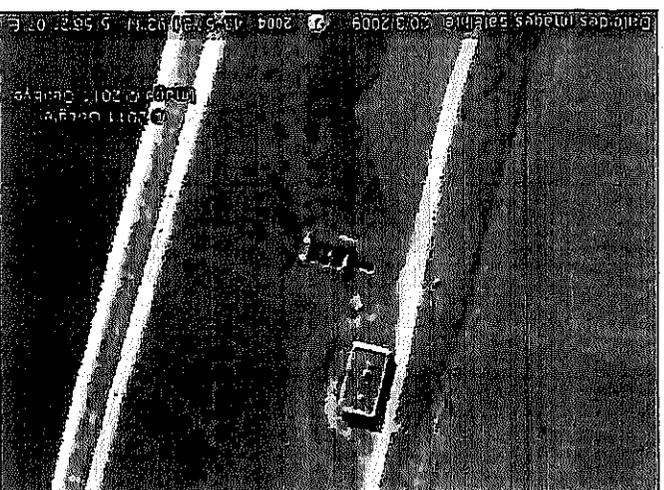


Périmètre de
l'ASA IPCM

Pour le Préfet
et par délégation
Le Directeur des Services Départementaux


Christophe COUSIN

LES 5 STATIONS DE POMPAGE DE L'ASA IPCM



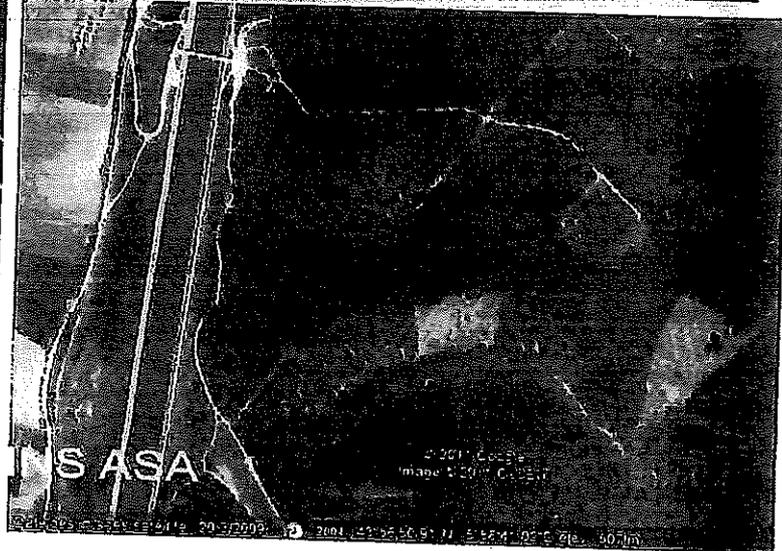
Pour le projet

et par délégation

Le Directeur des Travaux de l'ASA

Christophe COLJAN

am



Pour le Préfet
 et par délégation
 Le Directeur des Services de Culture

Cousin
 Christophe COUSIN

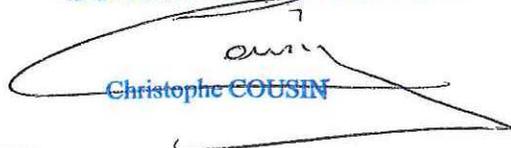


© IGN 2017 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 5° 57' 16" E
 Latitude : 43° 58' 56" N

STATION ASA

Pour le Préfet
 et par délégation
 le Directeur des Services du Cabinet



Christophe COUSIN

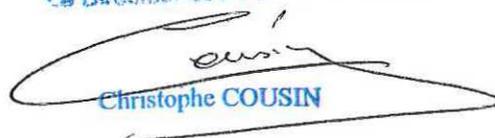


© IGN 2017 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 5° 56' 21" E
Latitude : 43° 56' 51" N

BASSINS ASA - R2

Pour le Prêtel
et par délégation
Le Directeur des Services du Canal


Christophe COUSIN

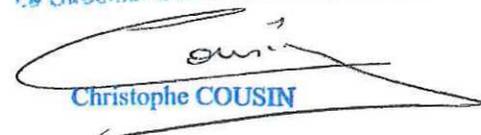


© IGN 2017 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 5° 57' 18" E
Latitude : 43° 59' 08" N

Bassins de l'ASA R₁ - R₃
Station S₄

Pour le Préfet
et par délégation
Le Directeur des Services du Cabinet


Christophe COUSIN

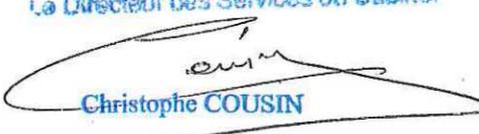


Station S1



© IGN 2017 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 5° 57' 05" E
Latitude : 43° 59' 52" N

Pour le Préfet
 et par délégation
 Le Directeur des Services du Cabinet

 Christophe COUSIN

Station S6

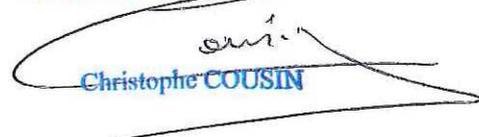


© IGN 2017 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 5° 58' 52" E
Latitude : 43° 58' 08" N

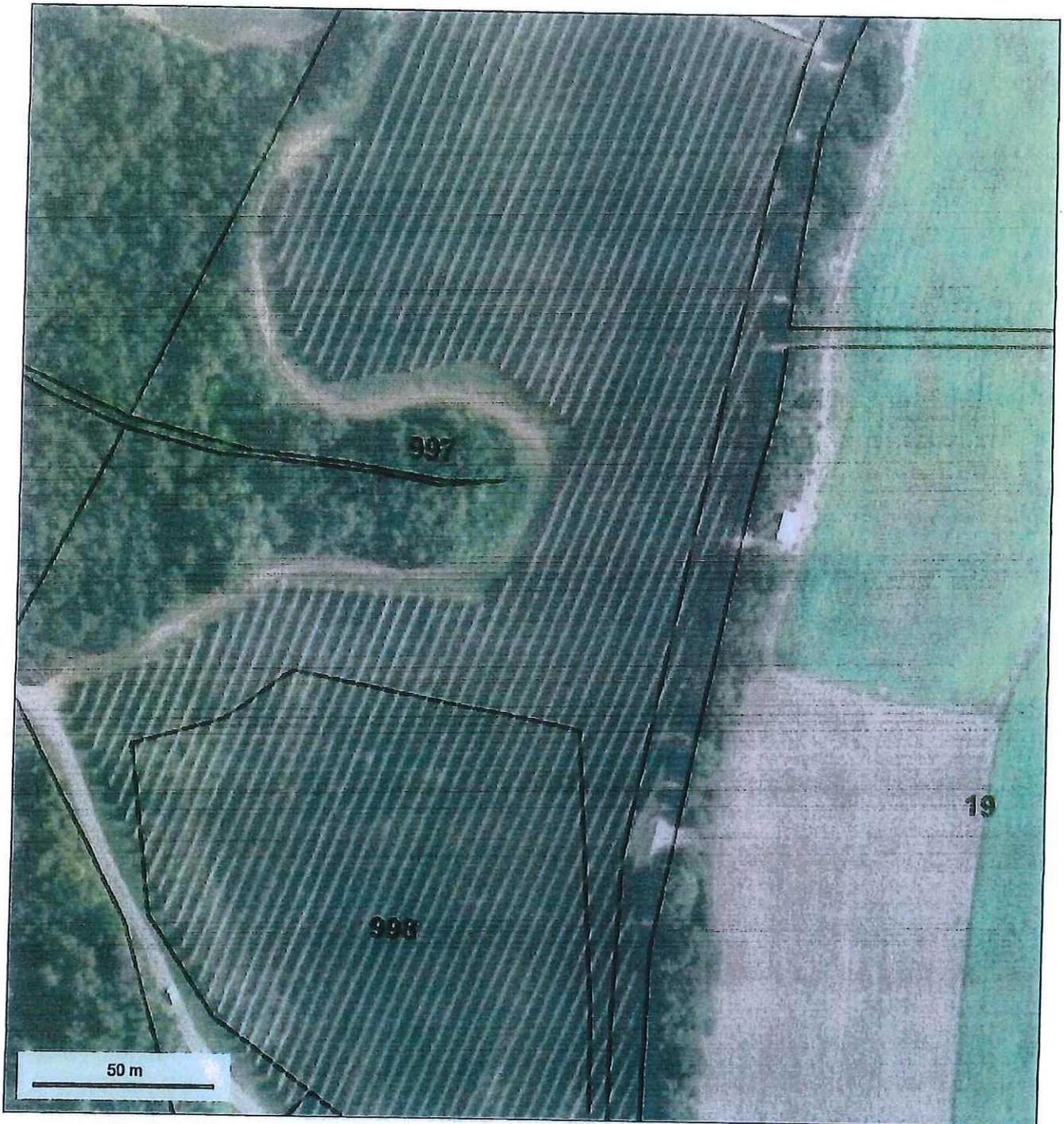
Bassin R4

Pour le Préfet
et par délégestion
Le Directeur des Services du Cabinet



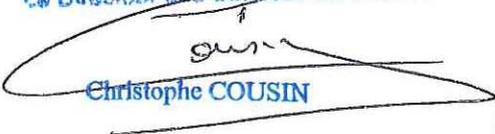
Christophe COUSIN

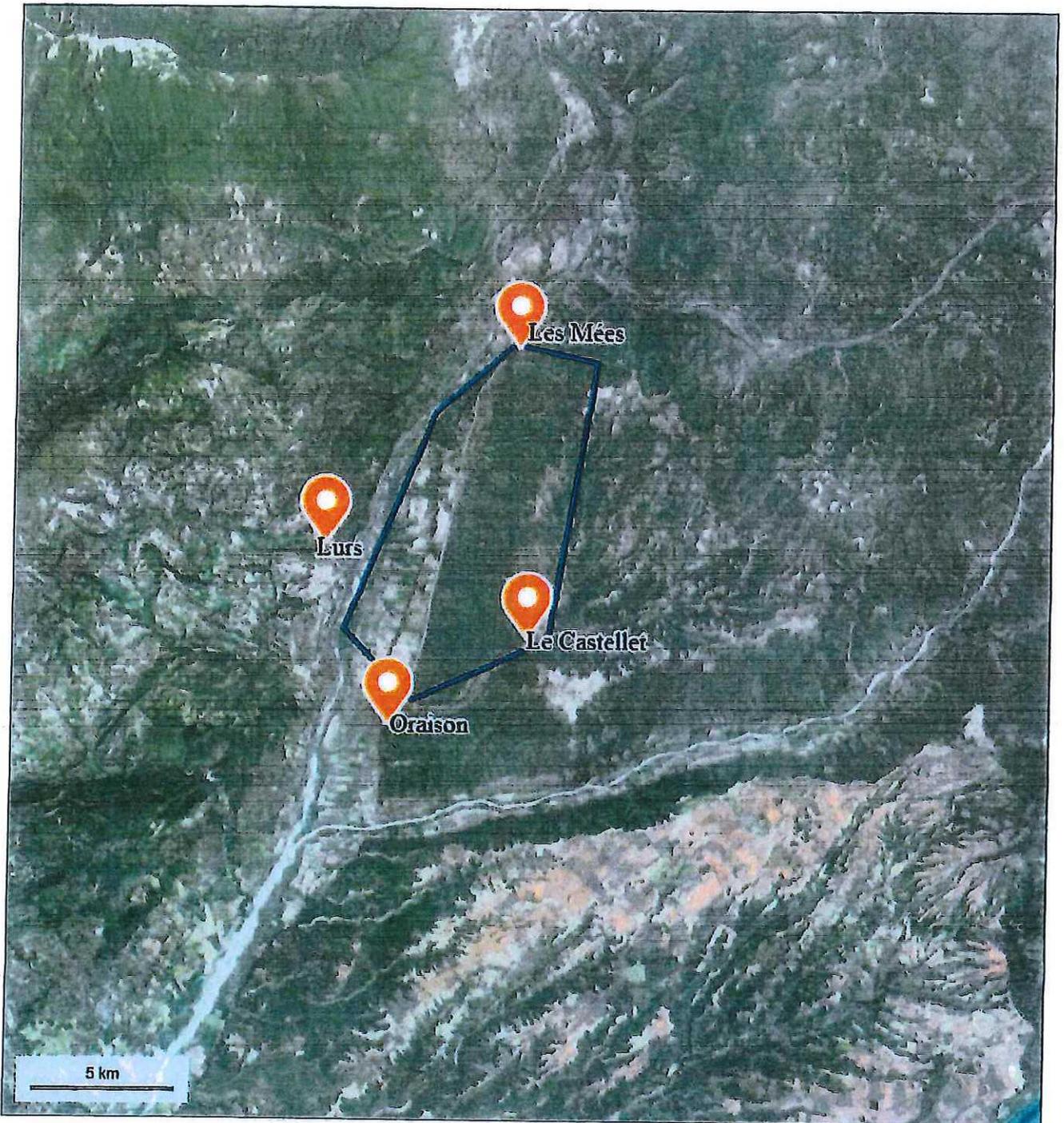
Station S5



© IGN 2017 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 5° 58' 55" E
Latitude : 43° 58' 50" N

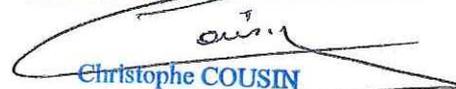
Pour le Préfet
et par délégation
Le Directeur des Services du Cabinet

Christophe COUSIN



© IGN 2017 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 5° 58' 53" E
Latitude : 43° 57' 42" N

Pour le Préfet
et par délégation
Le Directeur des Services du Cabinet


Christophe COUSIN

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

PRÉFECTURE
Direction des Services du Cabinet
Bureau du Cabinet

Digne-les-Bains, le 27 MARS 2018

Arrêté préfectoral n° 2018-086 007
portant restriction d'autorisation de survol d'un
aéronef télé piloté à la Communauté d'agglomération
Provence-Alpes agglomération / Unesco Géoparc de Haute-Provence

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles D. 133-10 à D. 133-14 ;

Vu le code des transports et notamment son article L. 6221-3 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à la conception des aéronefs civils qui circulent sans personne à bord, aux conditions de leur emploi et aux capacités requises des personnes qui les utilisent ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui circulent sans personne à bord ;

Vu la déclaration préalable au vol en zone peuplée d'un aéronef circulant sans personne à bord présentées le 26 mars 2018 par Madame Julia BOUTRON, vidéaste ;

Sur proposition du Directeur des Services du Cabinet de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence ;

ARRÊTE :

Article 1 : Madame Julia BOUTRON, vidéaste, est autorisée à utiliser un aéronef sans personne à bord afin de survoler la commune de Sisteron - 04 200, dans le cadre de prises de vues « vidéos » pour la promotion de la ville.

Article 2 : Le vol de l'aéronef est autorisé du 10 au 17 avril 2018, de 8h00 à 18h00 pour une hauteur maximale de vol de 120 mètres à Sisteron ;

L'opérateur est responsable de la protection des tiers et des biens durant la mission.

Article 3 : Le survol ne pourra en aucun cas s'effectuer au-dessus ou à proximité de l'établissement SANOFI situé 45 chemin de Mételine à SISTERON.

Article 4 : L'opérateur respecte l'ensemble des procédures applicables et les dispositions techniques et opérationnelles de l'édition de son manuel d'activités particulières (MAP) correspondant à l'attestation de dépôt la plus récente.

Le télé pilote et l'aéronef utilisé sont ceux inscrits dans le manuel précité.

Article 5 : Cette autorisation ne dispense pas son bénéficiaire du respect des exigences des articles D. 133- 10 à D. 133-14 du code de l'aviation civile, si l'activité entraîne l'usage aérien d'appareils photographiques, cinématographiques, de télédétection et d'enregistrement de données de toute nature.

Article 6 : L'opérateur doit respecter strictement les dispositions de l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui circulent sans personne à bord, notamment l'article 4 relatif aux restrictions et interdictions de survol.

L'opérateur a contracté une assurance couvrant les risques liés aux opérations.

Article 7 : Le bénéficiaire de la présente autorisation dispose d'un délai de deux mois pour introduire :

- soit un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence (service et adresse mentionnés sur la présente) ;
- soit un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire. Direction générale de l'aviation civile, 50 rue Henry Farman – 75 020 Paris cedex 15.

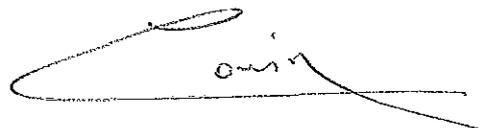
En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui doit-être considéré comme implicitement rejeté.

- soit un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille : 22-24 rue Breteuil 13 286 Marseille cedex 01.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'autorisation ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 8 : Le Directeur des Services du Cabinet de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Julia BOUTRON avec copie adressée à Monsieur le Maire de Sisteron et dont un exemplaire sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur des Services du Cabinet,



Christophe COUSIN

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

PRÉFECTURE
Direction des Services du Cabinet
Service du Cabinet et de la Sécurité Intérieure

Digne-les-Bains, le 28 MARS 2018

Arrêté préfectoral n° 2018 - 087 002
portant autorisation d'utiliser
une altisurface sur le territoire de la commune de REDORTIERS

LE PRÉFET
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Aviation Civile ;

Vu la loi n°85.30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne notamment son article 76 ;

Vu l'arrêté interministériel du 12 juillet 1963 modifié par l'arrêté du 2 février 2004, relatif aux conditions dans lesquelles certains avions peuvent atterrir ou décoller en montagne ailleurs que sur un aéroport ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 1981 modifié relatif à la qualification montagne des pilotes privés et professionnels de l'aéronautique civile ;

Vu l'arrêté interministériel du 20 avril 1998 relatif au trafic aérien international ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2011-7 du 05 janvier 2011 portant autorisation d'utiliser une altisurface sur le territoire de la commune de Redortiers ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016 0011-004 du 11 janvier 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'utiliser une altisurface sur le territoire de la commune de Redortiers ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016 071-017 du 11 mars 2016 portant modification du renouvellement de l'autorisation d'utiliser une altisurface sur le territoire de la commune de Redortiers ;

Vu la demande parvenue dans mes services le 03 janvier 2018, par laquelle Monsieur Noël GENET, Président de l'association alpes sud vol montagne, sollicite l'autorisation d'utiliser l'altisurface sur le territoire de la commune de Redortiers ;

Vu l'autorisation de M. Pierre BREMOND, propriétaire du terrain, en date du 15 mars 2018 ;

Vu l'avis émis le 17 janvier 2018 par Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

Vu l'avis émis par Monsieur le Sous-directeur régional de la zone aérienne de défense Sud du 29 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par Monsieur le Directeur de l'aviation civile Sud-Est le 30 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis le 20 février 2018 par Monsieur le Colonel commandant du groupement de gendarmerie départementale des Alpes-de-Haute-Provence ;

Vu l'avis émis le 20 février 2018 par Monsieur le Directeur Zonal de la Police aux Frontières ;

Vu l'avis émis le 06 mars 2018 par le groupement de gendarmerie des transports aérien Sud ;

Vu l'avis émis le 12 mars 2018 par Monsieur le Maire de la commune de Redortiers ;

Vu l'avis émis le 12 mars 2018 par Madame la Sous-préfète de Forcalquier ;

Sur proposition du Directeur des services du cabinet du Préfet des Alpes-de-Haute-Provence ;

ARRETE

Article 1^{er}: L'association alpes sud vol montagne, représentée par son Président Monsieur Noël GENET, est autorisée à utiliser l'altisurface située, lieu-dit "Roustourons", parcelles D1 à D10, sur le territoire de la commune de REDORTIERS.

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une période de **deux ans** à compter de la notification de l'arrêté. Elle pourra être reconduite sur demande de l'intéressé.

Celle-ci est précaire et révocable et pourra être suspendue, restreinte ou retirée pour les motifs suivants :

- si la plate-forme ne remplit plus les conditions techniques et juridiques qui ont prévalu à sa création et notamment :

- si le demandeur n'a plus la libre disposition de l'emprise foncière ;
- s'il n'y a plus de propriétaire identifié ;

- raisons d'ordre et de sécurité publiques ;

- si la plate-forme se révèle dangereuse pour la circulation aérienne ;
- si son utilisation devient incompatible avec l'espace d'un autre aéroport ouvert à la circulation aérienne ou agréé à l'usage restreint,

- s'il est fait de la plate-forme un usage abusif.

Article 3 : L'altisurface étant située :

- sous la zone réglementée LF-R 71 A « SALON » (FL075/FL195), gérée par l'escadron des services de la circulation aérienne de la base aérienne de Salon de Provence, dans laquelle de nombreux aéronefs militaires évoluent ;

- les utilisateurs doivent respecter le statut de la zone réglementée LF-R 71 A, lorsque celle-ci est active (activité réelle connue de Marseille ACC/INFO sur 120.550 MHz).

- à proximité des zones réglementées LF-R 11 A « SAINT-CHRISTOL » (surface/1000ftASFC) et LF-R 11 B « SAINT-CHRISTOL » (1000ft ASFC/4200ft ASFC), dans lesquelles se déroulent des activités spécifiques des armées, des tirs sol/sol et d'explosifs ;

- les utilisateurs doivent obligatoirement contourner les zones réglementées LF-R 11 A et B, pendant leurs activités.

- à l'intérieur du secteur VOLTAC LUC (surface/500ft ASFC), à forte activité d'entraînement d'hélicoptères militaires, plus précisément dans un sous-secteur particulièrement utilisé par l'école franco-allemande, le centre de formation interarmées et la base école du Luc pour de très nombreux vols de formation ;

- les utilisateurs doivent adopter la plus grande prudence, lors de leurs évolutions dans le secteur VOLTAC LUC.

Article 4 : Le demandeur doit veiller à respecter les différentes réglementations en vigueur.

Il doit s'assurer que la zone choisie ne présente pas de risque d'incendie et respecter les éventuelles obligations de débroussaillage (obligations légales de débroussaillage). Il conviendra, aussi, d'installer à moins de 400 m du terrain une réserve incendie d'au moins 30 m³ accessible aux engins de secours.

Article 5 : Toutes dispositions devront être prises afin d'assurer le moins de gêne possible pour les habitants de la commune, par le bruit des moteurs et le survol des habitations à basse altitude.

Le survol des villages avoisinants sera évité dans la mesure où celui-ci ne s'impose pas dans le cadre des manœuvres qui se rattachent directement aux opérations de décollage et d'atterrissage.

Article 6 : Les termes de l'arrêté interministériel en date du 12 juillet 1963 relatif aux conditions dans lesquelles certains avions peuvent atterrir ou décoller en montagne ailleurs que sur un aérodrome et de l'arrêté du 2 février 2004 relatif aux formations de site, aux qualifications montagne et aux équipements requis pour le vol en montagne en avion, seront respectés.

Article 7 : L'altisurface sera utilisée sous la responsabilité du propriétaire de l'aéronef ou de son exploitant.

Article 8 : Tous les pilotes devront être titulaires des qualifications et autorisations requises. Pour les pilotes ULM, ils est fortement recommandé d'avoir une attestation de formation montagne faite par un instructeur labélisé (AFPM et FFPLUM) ou avoir fait un stage au pôle national vol montagne (PNVM) de Gap.

Article 9 : Les évolutions aux abords de la plateforme devront être effectuées de telle sorte qu'en toutes circonstances, y compris en cas de panne moteur, l'appareil soit en mesure de regagner la piste ou une zone dégagée sans dommage pour les personnes et les biens au sol.

Article 10 : L'altisurface sera exclusivement utilisable sur roues.

Elle n'accueillera aucune activité de transport public, de travail aérien ou de vol en provenance ou à destination de l'espace hors Schengen et ne sera le siège d'aucune manifestation aérienne.

Les dispositions relatives à l'ouverture des aérodromes au trafic international prévues dans l'arrêté du 20 avril 1998 seront respectées.

Article 11 : La trouée d'envol et d'atterrissage telle que définie dans la fiche technique jointe à la demande de création sera dégagée de tout obstacle, son envahissement sera empêché par tout moyen approprié.

Article 12 : Bien que située sur une propriété privée, l'activité aéronautique sera signalée à l'attention du public par des panneaux disposés aux limites du terrain et indiquant clairement la présence potentielle d'aéronefs.

Une signalisation adaptée sera également mise en place sur les chemins avoisinants susceptibles d'être empruntés.

L'envahissement du terrain sera interdit par tout moyen approprié. L'exploitant devra en assurer l'entretien et la pérennité.

Article 13 : Les axes d'arrivée et de départ seront déterminés dans des secteurs dégagés, en évitant le survol des rassemblements de toute nature.

Afin de matérialiser les limites de la bande, une manche à air, visible du sol et du circuit en vol, et un balisage diurne seront implantés sur le site.

Article 14 : L'altisurface ainsi que ses dépendances devront en permanence rester accessible aux agents de l'État chargés de la vérification de son utilisation.

Article 15 : Tout incident ou accident devra être immédiatement signalé à la Brigade de Police Aéronautique au 06.85.52.07.47 ou en cas d'impossibilité de joindre ce service, à la salle de commandement de la direction zonale de la PAF à Marseille, tél. 04.91.53.60.90.

Article 16 : Le bénéficiaire de la présente autorisation dispose d'un délai de deux mois pour introduire :

- soit un recours gracieux auprès du Préfet des Alpes-de-Haute-Provence (service et adresse mentionnés sur la présente),
- soit un recours hiérarchique auprès du Ministre de la transition écologique et solidaire, Direction générale de l'aviation civile : 50 rue Henry Farman – 75 720 Paris cedex 15.
- soit un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille : 22-24 rue Breteuil 13 286 MARSEILLE cedex 01.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 17 : Le Directeur des services du cabinet du Préfet des Alpes-de-Haute-Provence, le Directeur zonal de la police aux frontières Sud, le Directeur régional de l'aviation civile Sud-Est, le Sous-directeur régional de la zone aérienne de défense Sud, le Directeur départemental du service d'incendie et de secours, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie des Alpes-de-

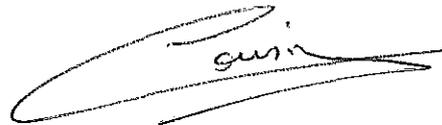
Haute-Provence, le groupement de gendarmerie des transports aérien Sud, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et qui sera notifié à :

Monsieur Noël GENÊT
Président de l'association alpes sud vol montagne
767 Route de l'Escale
04290 VOLONNE

Monsieur Pierre BREMOND
Propriétaire des parcelles d'accueil de l'altisurface
Les Roustourons
04150 REDORTIERS

Une copie sera adressée pour information à Madame la Sous-préfète de l'arrondissement de Forcalquier ainsi qu'à Monsieur le Maire de la commune de Redortiers.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur des services du Cabinet,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Cousin', enclosed within a large, stylized, horizontal oval shape.

Christophe COUSIN

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Direction de la Citoyenneté et de la Légalité
Section des élections et des activités réglementées
Secrétariat de la commission départementale
d'aménagement commercial

Digne-les-Bains, le 20 MARS 2018

CDAC 2018-01

Arrêté préfectoral n° 2018-079-001
fixant la composition de la commission départementale
d'aménagement commercial des Alpes-de-Haute-Provence
constituée pour examiner la demande d'autorisation d'exploitation
commerciale par construction, pour une surface de vente de
1 422 m², d'un supermarché à l enseigne « LIDL » sur la commune
de Digne-les-Bains

LE PRÉFET
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de commerce, et notamment ses articles L. 751-1 et suivants, et R. 751-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2122-17 à L. 2122-25 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017- 352 -013 du 18 décembre 2017 instituant la commission départementale d'aménagement commercial des Alpes-de-Haute-Provence ;

Vu la demande d'autorisation d'exploitation commerciale par construction, pour une surface de vente de 1 422 m², d'un supermarché à l enseigne « LIDL » sur la commune de Digne-les-Bains, présentée par la SNC LIDL ;

SUR la proposition de Mme la Secrétaire Générale de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Il est constitué une commission départementale d'aménagement commercial (CDAC), afin d'examiner la demande d'autorisation d'exploitation commerciale par construction, pour une surface de vente de 1 422 m², d'un supermarché à l enseigne « LIDL » sur la commune de Digne-les-Bains, présentée par la SNC LIDL.

.../....

Article 2 : La commission, présidée par le préfet des Alpes-de-Haute-Provence ou son représentant, est composée de :

- Mme le maire de Digne-les-Bains, commune d'implantation du projet, ou son représentant ;
- Un membre du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Provence-Alpes Agglomération, établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la commune d'implantation, désigné par sa présidente, n'étant pas élu de la commune de Digne-les-Bains ;
- M. le Président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant ;
- M. le Président du conseil départemental des Alpes-de-Haute-Provence, ou son représentant, lequel ne doit pas être élu de la commune de Digne-les-Bains ;
- M. Daniel JUGY, maire de la commune d'Aiglun, représentant le collège des maires au niveau départemental ;
- Monsieur Jean-Jacques LACHAMP, Vice-président de la communauté de communes du Sisteronais-Buëch, représentant le collège des intercommunalités au niveau départemental ;
- un conseiller départemental désigné par le président du conseil départemental des Alpes-de-Haute-Provence ;

- deux représentants du collège de la consommation et de la protection des consommateurs :
 - M. Alain SEJOURNE, membre de l'association Force ouvrière des consommateurs des Alpes-de-Haute-Provence ;
 - M. Gilles LEMAIRE, membre de l'INDECOSA-CGT des Alpes-de-Haute-Provence.

- deux représentants du collège du développement durable et de l'aménagement du territoire :
 - M. Michel MILANDRI, retraité du bâtiment et des travaux publics;
 - M. Jérôme NICOLAS, ingénieur environnement.

Article 3 : Le jour de la réunion de la CDAC, les représentants désignés à l'article 2 devront être munis d'un mandat du maire ou du président en exercice mentionnant le dossier sur lequel ils auront à se prononcer.

Article 4 : La Secrétaire générale de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et sera notifié au pétitionnaire et aux membres de la Commission, ainsi qu'au Directeur départemental des territoires.

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire générale



Myriam GARCIA

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

PRÉFECTURE
Direction de la Citoyenneté et de la Légalité
Bureau des collectivités territoriales et des élections
Section des élections et des activités réglementées

Digne-les-Bains, le 03 AVR. 2018

ARRÊTE PRÉFECTORAL N° 2018 – 093 002

portant autorisation de création
d'une chambre funéraire sur le territoire de la
commune de Forcalquier

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2223-38, R. 2223-74, D. 2223-80 à D. 2223-87 et R. 2223-74 ;
- Vu** le code de santé publique, notamment les articles R. 1335-1 à R. 1335-8 ;
- Vu** la loi n° 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;
- Vu** le décret n° 2011-121 du 28 janvier 2011 relatif aux opérations funéraires ;
- Vu** le dossier présenté complet le 4 décembre 2017 par Monsieur Grégory HUGUENET, co-gérant de la société de pompes funèbres « Albion Funéraire – établissements Huguenet et Fils » dont le siège social est sis 6 boulevard de la République 04300 – Forcalquier, concernant le projet de création d'une chambre funéraire à Forcalquier, ZAC des Chalus, lot n°5 ;
- Vu** l'avis favorable émis par Monsieur le Directeur départemental des territoires le 13 décembre 2017 ;
- Vu** l'avis favorable émis par le conseil municipal de Forcalquier le 22 février 2018, approuvant la création d'une chambre funéraire sur le territoire de la commune ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) le 15 mars 2018 ;

Vu toutes les pièces annexées au dossier ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence,

ARRÊTE :

Article 1 : Monsieur Grégory HUGUENET, co-gérant de la société de pompes funèbres « Albion Funéraire – établissements Huguenet et Fils » sise à Forcalquier est autorisé à créer une chambre funéraire sur le territoire de la commune de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence), conformément au projet présenté au CODERST.

Article 2 : La chambre funéraire, dans sa réalisation devra répondre aux prescriptions techniques prévues par les articles D. 2223-80 à D. 2223-87 du code général des collectivités territoriales.

Article 3 : La mise en service de la chambre funéraire est subordonnée à l'attestation de la conformité de l'établissement aux prescriptions techniques, par un organisme de contrôle agréé conformément aux articles énoncés ci-dessus.

Le rapport établi sera transmis au Préfet .

Article 4 : Le Préfet peut ordonner à tout moment :

- ✓ une visite de contrôle de l'établissement par un bureau de contrôle agréé ;
- ✓ la fermeture de l'établissement après avis du conseil municipal en cas de constatation de graves dysfonctionnements.

Article 5 : Le bénéficiaire de la présente autorisation dispose d'un délai de deux mois pour introduire :

- ✓ soit un recours gracieux auprès du Préfet des Alpes-de-Haute-Provence (service et adresse mentionnés sur la présente) ;
- ✓ soit un recours hiérarchique auprès du Ministre de la transition écologique et solidaire, Direction générale l'aviation civile : 50, rue Henry Farman – 75 720 Paris Cedex 15.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit-être considéré comme implicitement rejeté.

- ✓ soit un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille : 22-24 rue Breteuil - 13 286 Marseille cedex 01.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

Pour être recevable, le recours mentionnera les nom, prénom, adresse du requérant, comportera copie du présent arrêté et, en trois exemplaires, l'exposé des motifs pour lesquels son annulation est demandée.

Article 6 : Madame la Secrétaire Générale de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence et Monsieur le Maire de la commune de Forcalquier sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, dont un exemplaire sera notifié à Monsieur Grégory HUGUENET et une copie transmise à Madame la Sous-Préfète de Forcalquier.

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'mg', written over a large, light-colored oval shape.

Myriam GARCIA

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Sous-Préfecture de Castellane
Affaire suivie par Mme E. VERDINO
☎ 04 92 36 77 65
☎ 04 92 83 76 82

Castellane, le **22 MARS 2018**

ARRETE PREFECTORAL n° 2018- 084 - 001
reconnaisant l'aptitude technique
d'un garde-chasse particulier

LE PREFET DES ALPES DE HAUTE PROVENCE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de procédure pénale, et notamment son article R.15-33-26,

VU l'arrêté du 30 août 2006 relatif à la formation des gardes particuliers et à la carte d'agrément,

VU l'arrêté n°2018-059-002 du 28 février 2018 donnant délégation de signature à M. Christophe DUVERNE, Sous-Préfet de Castellane

VU la demande présentée par M. Jean-Luc TRINQUIER en vue d'obtenir la reconnaissance de son aptitude technique à exercer les fonctions de garde-chasse particulier,

A R R E T E

Article 1^{er} – M. Jean-Luc TRINQUIER né le 20 novembre 1946 à Montpellier (34), domicilié à Sausses – Le village (04320), est reconnu techniquement apte à exercer les fonctions de garde-chasse particulier.

Article 2 – Le présent arrêté devra être présenté pour toute demande d'agrément à ces fonctions.

Article 3 – Voies et délais de recours.

✓ Recours administratifs :

Le présent arrêté peut être contesté, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, par recours administratif prenant la forme :

- d'un recours gracieux auprès du Préfet des Alpes de Haute-Provence, Direction de la Sécurité et des Services du Cabinet, 8, rue du Docteur Romieu, 04016 DIGNE LES BAINS CEDEX,

- ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités territoriales, Direction des libertés publiques et des affaires juridiques, Sous-direction du conseil juridique et du contentieux, Bureau du contentieux des polices administratives, Place Beauvau, 75008 PARIS.

✓ Recours contentieux :

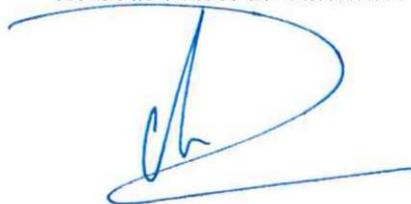
Un recours contentieux devant la juridiction administrative peut également être formé en vue de contester la légalité du présent arrêté dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Ce recours doit être écrit, si possible dactylographié, et doit être enregistré au greffe du Tribunal Administratif de Marseille, 22-24, rue Breteuil, 13281 MARSEILLE CEDEX 06. Ces différents recours sont dépourvus d'effet suspensif.

Article 4 – Le Sous-Préfet de Castellane est chargé de l'application du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Luc TRINQUIER. Une copie sera transmise pour information à :

- M. le Capitaine, Commandant la Compagnie de Gendarmerie de Castellane;
- M. le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, BP 47, 04170 ST ANDRE LES ALPES,
- M. le Président de la Fédération départementale des Chasseurs, BP 9027, 04990 DIGNE LES BAINS CEDEX 9.

Un exemplaire sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Castellane



Christophe DUVERNE



PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Environnement Risques
Pôle Risques

Digne-les-Bains, le 19 MARS 2018

ARRETE PREFECTORAL n° 2018-078-005
Prescrivant la modification du plan de prévention
des risques naturels prévisibles de la commune
de Seyne-les-Alpes

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 562-4-1, R562-10-1 et R562-10-2 ;
- VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, notamment son titre II afférent à la prévention des risques naturels ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la prévention des dommages ;
- VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, modifiée par l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 ;
- VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, notamment son article 222 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret 2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
- VU le décret du président de la République du 17 décembre 2015 nommant Bernard GUERIN, Préfet des Alpes-de-Haute-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2011-1897 du 10 octobre 2011. portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) de la commune de Seyne-les-Alpes ;
- VU la décision n° F-093-17-P-0112 du 16 octobre 2017 de l'Autorité environnementale ne soumettant pas la présente modification à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT les caractéristiques du plan à modifier :

– qui concerne les risques d’avalanches, d’inondations et de crues torrentielles, d’écroulement et chutes de pierres ou blocs, de glissements de terrain, de ravinement et de retrait-gonflement des argiles, étant précisé que le secteur concerné par la modification n’est concerné que par les risques d’inondations et de crues torrentielles, de chutes de pierres, de glissements de terrain, de ravinements et de retrait-gonflement des argiles,

– dont la modification qui ne concerne que le risque d’inondation, vise, sur trois parcelles d’une taille réduite (environ 1 300m²), à rectifier une erreur matérielle dans la carte du zonage réglementaire du PPRN, des visites de terrain ayant permis de confirmer qu’une erreur informatique a conduit à un décalage lors du tirage des plans, la zone inondable repérée ne suivant pas le tracé du torrent concerné,

– dont la modification impliquera, sur ces trois parcelles, le passage de la zone réglementaire rouge (aléa fort et moyen de débordements torrentiels) à la zone réglementaire B2 (aléa faible de glissement de terrain), constructible sous condition,

CONSIDERANT les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d’être touchée :

– sur le territoire de la commune de Seyne-les-Alpes, concernée par sept zones naturelles d’intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) et du site Nature 2000 FR9301535 ZSC « Montagne de Val-haut – Clues de Barles – Clues de Verdaches », étant précisé que les parcelles concernées par la modification ne sont concernées que par la ZNIEFF de type II « Bassin de Seyne-les-Alpes et de Selonnet »,

– l’absence d’incidence notable prévisible sur les enjeux environnementaux et humains du territoire, du fait du caractère très limité de la modification prévue et des parcelles concernées, d’une surface réduite, et situées en dehors des secteurs les plus sensibles sur le plan environnemental,

SUR proposition du Directeur départemental des territoires (DDT)

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La modification du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Seyne-les-Alpes est prescrite, en application des articles L562-4-1, R562-10-1 et R562-10-2 du code de l’Environnement.

ARTICLE 2 : La modification concerne le seul risque « inondation ». Il s’agit de la rectification d’une erreur matérielle flagrante dans la carte du zonage réglementaire portant sur les parcelles OG n°94, 789 et 792, quartier de la Gineste.

ARTICLE 3 : La Direction Départementale des Territoires est désignée en qualité de service instructeur de la modification du PPRN.

ARTICLE 4 : La commune de Seyne-les-Alpes et la communauté d’agglomération Provence Alpes Agglomération sont associées à la modification du PPRN.

Notification du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Maire de Seyne-les-Alpes et Madame la Présidente de la communauté d’agglomération Provence Alpes Agglomération.

ARTICLE 5 : Le dossier du projet de modification mis en consultation comprend :

- la modification de la carte du zonage réglementaire ;
- le règlement du PPRN inchangé ;
- une note de présentation de la modification ;
- la décision n° F-093-17-P-0112 du 16 octobre 2017 de l'Autorité environnementale.

ARTICLE 6 : Les modalités de la concertation avec la commune et l'établissement public de coopération intercommunale sont définies ci-dessous.

- Consultation, pour avis, de la commune de Seyne-les-Alpes et de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération, du dossier du projet de modification .

ARTICLE 7 : Les modalités de la concertation avec les habitants sont définies ci-dessous.

- Mise à disposition en mairie de Seyne-les-Alpes, durant la durée de consultation, du dossier du projet de modification et d'un registre pour formuler des observations.
- Les dates et heures de mise à disposition au secrétariat de la mairie du dossier et du registre d'observations sont fixées **du lundi 9 avril au lundi 14 mai 2018 inclus**, aux heures d'ouverture des bureaux :

les lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h

le mercredi, de 9 h à 12 h

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera publié dans le journal « La Provence » huit jours au moins avant le 9 avril 2018.

Il sera affiché dans le même délai et pendant toute la durée de la mise à disposition en mairie de Seyne-les-Alpes et au siège de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération.

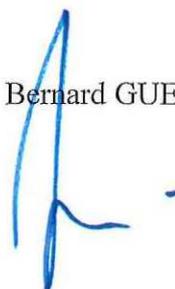
Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence.

ARTICLE 9 : le Directeur des services du cabinet du préfet, le Directeur départemental des territoires, la Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération et le Maire de la commune de Seyne-les-Alpes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux, auprès du Préfet des Alpes-de-Haute-Provence ;
- d'un recours hiérarchique, adressé au Ministre de la Transition Écologique et Solidaire, Direction Générale de la Prévention des Risques, Arche de la Défense, paroi Nord – 92055 LA DEFENSE CEDEX ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille (22-24, rue Breteuil 13281 Marseille Cedex 6).

Bernard GUERIN





PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Environnement - Risques

Digne-les-Bains, le

20 MARS 2018

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2018- 73 - 003
portant agrément du Président et du Trésorier
de l'Association Agréée de Pêche
et de Protection du Milieu Aquatique
« Les Trois Asses » à BARRÊME

LE PRÉFET
DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- VU le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 434-3 à L. 434-5 et R. 434-25 à R. 434-36 ;
- VU l'arrêté ministériel du 16 janvier 2013 fixant les conditions d'agrément et les statuts-types des Associations Agréées de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013-2188 du 29 octobre 2013 portant approbation des statuts de l'Association Agréée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique « Les Trois Asses » à BARRÊME ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2016-006-002 du 6 janvier 2016 portant agrément du Président et du Trésorier de l'Association Agréée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique « Les Trois Asses » à BARRÊME ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2017-290-002 du 17 octobre 2017 donnant donnant délégation de signature à Monsieur Rémy BOUTROUX, Directeur Départemental des Territoires des Alpes de Haute-Provence ;
- VU le procès-verbal de l'Assemblée Générale du 2 mars 2018 convoquée notamment pour l'élection du Trésorier de l'Association Agréée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique « Les Trois Asses » à BARRÊME ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires des Alpes de Haute-Provence,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - AGRÉMENT

L'agrément prévu à l'article R. 434-27 du Code de l'Environnement est accordé à
Monsieur Alain SABARLY, Président ;
et à Monsieur Bernard BREMOND, Trésorier ;
de l'Association Agréée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique « Les Trois Asses » à
BARRÊME.

Leur mandat commence le **2 mars 2018** et se terminera le **31 décembre** de l'année
précédant celle d'expiration des baux de pêche consentis par l'Etat sur les eaux du domaine
public suivants (dont le début a été fixé au 1^{er} janvier 2017).

ARTICLE 2 - ABROGATION

L'arrêté préfectoral n° 2016-006-002 du 6 janvier 2016 est abrogé.

ARTICLE 3 - PUBLICATION

Le présent arrêté sera publié au recueil des Actes Administratifs et sur le site Internet
« www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr » de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence.

ARTICLE 4 - RECOURS

Cet arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa publication :

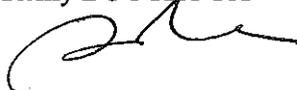
- par recours gracieux auprès du Préfet des Alpes de Haute-Provence ;
- par recours hiérarchique adressé au Ministre de la Transition Écologique et Solidaire
*(l'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de
rejet qui peut être elle-même déférée auprès du Tribunal Administratif dans les deux
mois) ;*
- par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de MARSEILLE (22-24, rue
de Breteuil – 13281 MARSEILLE Cedex 06).

ARTICLE 5 - EXÉCUTION

La Secrétaire Générale de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence, Monsieur le Sous-
Préfet de CASTELLANE, le Directeur Départemental des Territoires sont chargés, chacun en ce
qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Association Agréée de Pêche
et de Protection du Milieu Aquatique « Les Trois Asses » à BARRÊME.

LE PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le **Directeur Départemental**
des Territoires,

Rémy BOUTROUX



Article 1 :

Le régime forestier est applicable à la parcelle désignée ci-après :

| Département | Personne morale propriétaire | Territoire communal | INDICATIONS CADASTRALES | | | |
|-------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------|---------|--------------|---------------|
| | | | Lieu dit | Section | Parcelle | Surface (ha) |
| Alpes de Haute-Provence | Commune de Méolans-Revel | Méolans-Revel | "Sur Peynier" | T | 24 | 8,8079 |
| | | | | | TOTAL | 8,8079 |

Article 2 :

Par cette opération, la surface de la forêt communale relevant du régime forestier qui est actuellement de 3 736,3717 ha s'établit à 3 745,1796 ha.

Article 3 :

Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois qui suit sa notification, par toute personne estimant qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- par recours gracieux, auprès de l'auteur de la décision, ou hiérarchique adressé au Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants,
- par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille- 22-24, Rue de Breteuil - 13281 Marseille Cedex 06.

Article 4 :

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence, Monsieur le Directeur d'agence de l'Office National des Forêts des Alpes de Haute-Provence, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et Monsieur le Maire de la commune Méolans-Revel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental
des Territoires,
Le Chef du Service Environnement et Risques

Michel CHARAUD



PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Environnement Risques

Digne-les-Bains, le 20 MARS 2018

15731877F08E1U-Différenciel-DestInWu Cols du Verdon2018 03-31_Commune_544 la_ScCroixDuVerdon_A708

ARRETE PREFECTORAL N° 2018-079-011

Portant autorisation de défrichement
pour la création d'un hangar de stockage de matériel communal
sur la commune de Sainte-Croix-du-Verdon sur une superficie
totale de 0,4500 ha.

Bénéficiaire : Commune de Sainte-Croix-du-Verdon

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Titre IV du Livre III du Code Forestier ;

Vu la Section 6, Chapitre IV, Titre I du Livre II du Code Forestier ;

Vu le Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 2017-290-002 du 17 octobre 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Rémy BOUTROUX, Directeur Départemental des Territoires des Alpes de Haute-Provence et n° 2017-290-005 du 17 octobre 2017 portant subdélégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires des Alpes de Haute-Provence ;

Considérant la demande d'autorisation de défrichement reçue le 29 janvier 2018, présentée par la commune de Sainte-Croix-du-Verdon représentée par son maire Monsieur Jean-Marie BOURJAC ;

Considérant que la commune de Sainte-Croix-du-Verdon est située en zone « Montagne » et que l'âge des peuplements forestiers concernés par le défrichement n'a pas atteint le seuil de 40 ans ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires des Alpes de Haute-Provence ;

ARRÊTE :

Article 1 - Objet :

Est autorisé le défrichement de 0,4500 ha de bois sis sur la commune de Sainte-Croix-du-Verdon, pour la création d'un hangar de stockage de matériel communal, sur la parcelle ainsi cadastrée :

| Propriétaire | Localisation | Lieux-dits | Section | Parcelles N° | Surface cadastrale en ha | Surface autorisée à défricher en ha |
|-----------------------------------|------------------------|---------------|---------|--------------|--------------------------|-------------------------------------|
| Commune de Sainte-Croix-du-Verdon | Sainte-Croix-du-Verdon | « Bausseuil » | B | 833 | 1,4023 | 0,4500 |
| | | | | TOTAL | 1,4023 | 0,4500 |

Article 2 - Mesures de compensation :

L'autorisation est soumise au respect des prescriptions énoncées ci-après :

En application du dernier paragraphe de l'article L341-6 du code forestier, la présente autorisation est subordonnée à des mesures visant à compenser les impacts négatifs sur les fonctionnalités écosystémiques. Ces mesures doivent contribuer, en renforçant les rôles d'habitat et de refuge, au maintien des continuités écologiques. Elles consistent en la mise en dépôts judicieusement répartis d'éléments issus du défrichement, notamment souches et troncs d'arbres, dans les massifs limitrophes aux zones défrichées, à l'exclusion des zones soumises aux obligations légales de débroussaillage. La déclinaison par le bénéficiaire de cette prescription sera soumise à validation préalable par la Direction Départementale des Territoires.

Article 3 - Validité de l'autorisation : La durée de validité de cette autorisation est de 5 ans à compter de la date de notification de la présente décision conformément aux articles L341-3 et D341-7-1 du Code Forestier.

Article 4 - Affichage : L'autorisation de défrichement doit faire l'objet, **par son bénéficiaire, d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur ainsi qu'à la mairie du territoire concerné.** Cet affichage a lieu 15 jours au moins avant le début des opérations de défrichement et il est maintenu à la mairie pendant deux mois et sur le terrain pendant la durée des opérations de défrichement. Le plan cadastral des parcelles à défricher doit également être **déposé par le bénéficiaire à la mairie.** La mention de ce dépôt doit être **indiquée sur les affiches apposées en mairie et sur le terrain** (article L341-4 du Code Forestier). L'absence d'affichage est puni d'une amende prévue pour les contraventions de troisième classe.

Article 5 - Engagements :

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer le Service Environnement et Risques de la Direction Départementale des Territoires du commencement des travaux au plus tard 48 heures avant ;
- informer le Service Environnement et Risques de la Direction Départementale des Territoires dans un délai d'un mois à compter de la fin des opérations ;
- faire parvenir au Service Environnement et Risques de la Direction Départementale des Territoires un certificat d'affichage de l'autorisation en mairie et sur le site.

Article 6 - Sanctions : S'il est constaté lors du contrôle des travaux qu'une partie des mesures compensatoires n'a pas été exécutée ou l'a été dans des conditions différentes de celles prévues au présent arrêté, le maître d'ouvrage s'expose aux sanctions prévues par la loi et plus particulièrement aux sanctions visées aux articles L341-8 à L341-10 et L363-1 à L363-5 du code forestier avec éventuellement la réalisation par l'administration, aux frais du maître d'ouvrage, des travaux initialement prévus.

Article 7 - Recours :

S'il estime qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, le demandeur peut contester la présente décision dans les deux mois qui suivent sa notification :

- par recours gracieux, auprès de l'auteur de la décision, ou hiérarchique adressé au Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants ;
- par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille- 22 Rue Breteuil - 13006 Marseille.

Article 8 - Publication : Cet arrêté est publié au Recueil des Actes Administratifs et consultable sur le portail départemental des services de l'Etat : www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr.

Article 9 - Exécution : La Secrétaire Générale de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence, le Directeur Départemental des Territoires des Alpes de Haute-Provence et le Maire de Sainte-Croix-du-Verdon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental
des Territoires,
Le Chef du Service Environnement et Risques

Michel CHARAUD



PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Environnement Risques

Digne-les-Bains, le 20 MARS 2018

ARRÊTE PRÉFECTORAL N° 2018-079-012

Portant autorisation de défrichement
pour une remise en culture sur la commune de Montfuron sur
une superficie totale de 0,4800 ha.

Bénéficiaire : Monsieur Ghislain MORENAS

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Titre IV du Livre III du Code Forestier ;

Vu le Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 2017-290-002 du 17 octobre 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Rémy BOUTROUX, Directeur Départemental des Territoires des Alpes de Haute-Provence et n° 2017-290-005 du 17 octobre 2017 portant subdélégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires des Alpes de Haute-Provence ;

Considérant la demande d'autorisation de défrichement reçue le 16 février 2018, complétée le 6 mars 2018, présentée par Monsieur Ghislain MORENAS ;

Considérant que la commune de Montfuron est située en zone « Montagne » et que l'âge des peuplements forestiers concernés par le défrichement n'a pas atteint le seuil de 40 ans ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires des Alpes de Haute-Provence ;

ARRÊTE :

Article 1 - Objet :

Est autorisé le défrichement de 0,4800 ha de bois sis sur la commune de Montfuron, pour une remise en culture, sur la parcelle ainsi cadastrée :

| Propriétaire | Localisation | Lieux-dits | Section | Parcelles N° | Surface cadastrale en ha | Surface autorisée à défricher en ha |
|-----------------------------|--------------|------------------------|---------|--------------|--------------------------|-------------------------------------|
| Monsieur Bernard MORENAS | Montfuron | « Les Longues Terres » | C | 48 | 3,6930 | 0,4800 |
| | | | | TOTAL | 3,6930 | 0,4800 |

Article 2 - Mesures de compensation :

L'autorisation est soumise au respect des prescriptions énoncées ci-après :

En application du dernier paragraphe de l'article L341-6 du code forestier, la présente autorisation est subordonnée à des mesures visant à compenser les impacts négatifs sur les fonctionnalités écosystémiques. Ces mesures doivent contribuer, en renforçant les rôles d'habitat et de refuge, au maintien des continuités écologiques. Elles consistent en la mise en dépôts judicieusement répartis d'éléments issus du défrichement, notamment souches et troncs d'arbres, dans les massifs limitrophes aux zones défrichées, à l'exclusion des zones soumises aux obligations légales de débroussaillage. La déclinaison par le bénéficiaire de cette prescription sera soumise à validation préalable par la Direction Départementale des Territoires.

Article 3 - Validité de l'autorisation : La durée de validité de cette autorisation est de 5 ans à compter de la date de notification de la présente décision conformément aux articles L341-3 et D341-7-1 du Code Forestier.

Article 4 - Affichage : L'autorisation de défrichement doit faire l'objet, **par son bénéficiaire, d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur ainsi qu'à la mairie du territoire concerné.** Cet affichage a lieu 15 jours au moins avant le début des opérations de défrichement et il est maintenu à la mairie pendant deux mois et sur le terrain pendant la durée des opérations de défrichement. Le plan cadastral des parcelles à défricher doit également être **déposé par le bénéficiaire à la mairie.** La mention de ce dépôt doit être **indiquée sur les affiches apposées en mairie et sur le terrain** (article L341-4 du Code Forestier). L'absence d'affichage est puni d'une amende prévue pour les contraventions de troisième classe.

Article 5 - Engagements :

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer le Service Environnement et Risques de la Direction Départementale des Territoires du commencement des travaux au plus tard 48 heures avant ;
- informer le Service Environnement et Risques de la Direction Départementale des Territoires dans un délai d'un mois à compter de la fin des opérations ;
- faire parvenir au Service Environnement et Risques de la Direction Départementale des Territoires un certificat d'affichage de l'autorisation en mairie et sur le site.

Article 6 - Sanctions : S'il est constaté lors du contrôle des travaux qu'une partie des mesures compensatoires n'a pas été exécutée ou l'a été dans des conditions différentes de celles prévues au présent arrêté, le maître d'ouvrage s'expose aux sanctions prévues par la loi et plus particulièrement aux sanctions visées aux articles L341-8 à L341-10 et L363-1 à L363-5 du code forestier avec éventuellement la réalisation par l'administration, aux frais du maître d'ouvrage, des travaux initialement prévus.

Article 7 - Recours :

S'il estime qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, le demandeur peut contester la présente décision dans les deux mois qui suivent sa notification :

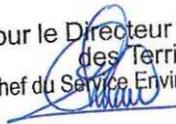
- par recours gracieux, auprès de l'auteur de la décision, ou hiérarchique adressé au Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants ;
- par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille - 22 Rue Breteuil - 13006 Marseille.

Article 8 - Publication : Cet arrêté est publié au Recueil des Actes Administratifs et consultable sur le portail départemental des services de l'Etat : www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr.

Article 9 - Exécution : La Secrétaire Générale de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence, le Directeur Départemental des Territoires des Alpes de Haute-Provence et le Maire de Montfuron, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental
des Territoires,
Le Chef du Service Environnement et Risques


Michel CHARAUD

Digne-les-Bains, le 20 MARS 2018

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Environnement Risques
Pôle Eau

ARRETE PREFECTORAL N° 2018- 079- 013
DE MISE EN DEMEURE

Mise en conformité de la station d'épuration située sur la commune
de SELONNET

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO₅ ;

Vu les articles R. 214-6 à R. 214-56 du code de l'environnement, relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L. 214-1 à L. 214-6 de ce code;

Vu l'article R. 214-1 du code de l'environnement relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 de ce code;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée approuvé le 29 novembre 2009 ;

Vu le rapport de manquement administratif du 12 février 2018, suite à la visite de contrôle de la DDT du 13 décembre 2017, transmis à la commune de Selonnet pour avis, en application de l'article f L.171-6 du code de l'environnement;

Vu les résultats des bilans 24h de la station d'épuration du village de Selonnet présentant un dépassement des valeurs rédhibitoires ;

Vu la réponse de la commune du 28 février 2018, sollicitant une modification des délais à retenir qui ont bien été pris en compte dans le présent arrêté ;

Considérant l'impact du rejet sur le milieu récepteur ;

Considérant le défaut de traitement des effluents par les ouvrages en place ;

Considérant le non-respect des obligations de qualité de rejet et le dépassement des contraintes de rejet, au-delà des valeurs rédhibitoires, impactant fortement le milieu récepteur ;

Considérant le manque d'évolution favorable des actions d'amélioration et l'absence d'aboutissement du projet de renouvellement des ouvrages depuis 2012 ;

Considérant le défaut d'entretien et de moyens mis en œuvre pour assurer une exploitation correcte des ouvrages ;

Considérant l'état de salubrité des installations de traitement ;

Considérant le dépassement de la capacité nominale hydraulique des ouvrages par l'intrusion d'une grande quantité d'eaux claires parasites ;

Considérant le dépassement de la capacité nominale organiques des ouvrages ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence ;

ARRETE :

Article 1 : Objet de la mise en demeure

Monsieur le Maire de la commune de Selonnet est mis en demeure de mettre en conformité son système d'assainissement avant le 1^{er} juillet 2019.

Monsieur le Maire doit engager les travaux indispensables pour remédier aux non-conformités, dysfonctionnements et carences de la station d'épuration du village :

- avant le 30 mars 2018, transmettre un bilan des interventions réalisées sur le réseau et sur la station entre 2008 et 2017 ainsi que des interventions restant à programmer, prévues dans le schéma directeur d'assainissement en matière de réduction d'Eaux Claires Parasites (ECP) ;
- avant le 30 avril 2018, avoir mis en place le cahier de vie réglementaire ;
- avant le 30 juin 2018, déposer à la DDT un projet de réhabilitation globale des systèmes d'assainissement sur l'ensemble de la commune ;
- avant le 30 septembre 2018, avoir équipé la station d'épuration du village, de détecteur d'évènement au niveau du by-pass d'entrée, d'avoir sécurisé les ouvrages de relèvements des effluents avec la mise en place d'alerte ainsi que de disposer des éléments de quantification des effluents entrants ;
- avant le 20 décembre 2018, réaliser un point d'étape avec les différents services concernés pour suivre l'état d'avancement des travaux ;
- avant le 1^{er} juillet 2019, d'avoir terminé les travaux de réhabilitation permettant d'atteindre des niveaux de traitement conformes ;
- avant le 1^{er} décembre 2019, d'avoir terminé les travaux de réduction d'intrusion d'ECP dans le réseau d'assainissement.

Article 2 : Délais de recours

La présente décision peut être déférée auprès du tribunal administratif de Marseille, dans les formes et délais prévus par l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement,

Article 3 : Sanctions administratives encourues

Conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, si, à l'expiration des délais fixés à l'article 1 du présent arrêté, Monsieur le Maire, représentant de la commune de Selonnet, maître d'ouvrage des systèmes d'assainissement n'a pas obtempéré à la présente injonction, le Préfet peut :

1° l'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant à l'estimation du montant des opérations à réaliser, laquelle sera restituée au fur et à mesure de leur exécution ; il est, le cas échéant, procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine ;

2° faire procéder d'office aux frais de l'intéressé, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application des dispositions ci-dessus peuvent être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office ;

3° suspendre l'exploitation des installations, s'il y a lieu, jusqu'à exécution des prescriptions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires.

Article 4 : Sanctions pénales encourues

Conformément à l'article L.173-2 du Code de l'Environnement, le fait de poursuivre l'exploitation d'un ouvrage sans se conformer à l'arrêté de mise en demeure, pris par le Préfet, en application de l'article L. 171-7 ou de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, est puni d'une peine d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

Article 5 : Mesures exécutoires

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires, Monsieur le Maire de la commune de Selonnet sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs du département des Alpes-de-Haute-Provence et notifié à Monsieur le Maire de Selonnet.

Pour le Préfet et par délégation,

La Secrétaire Générale



Myriam GARCIA



PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Environnement Risques

Digne-les-Bains, le **28 MARS 2018**

1172000254 en ligne le 20/03/2018 Direction Départementale des Territoires et de la Mer Alpes de Haute-Provence - AP - 2018-04

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2018- 087 - 003

Portant distraction et application du régime forestier
sur la commune de Méailles

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu les articles L.211-1, L.214-3, R.214-2 et R.214-8 du Code Forestier ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Méailles en date du 03 mars 2018 ;

Vu l'avis du Directeur d'agence de l'Office National des Forêts des Alpes de Haute-Provence en date du 06 mars 2018 ;

Vu les plans des lieux ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2017-290-002 du 17/10/2017 donnant délégation de signature à Monsieur Rémy BOUTROUX Directeur Départemental des Territoires et l'arrêté préfectoral n° 2017-290-005 du 17/10/2017 donnant subdélégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires des Alpes-de-Haute-Provence ;

ARRÊTE :

Article 1 :

Sont distraites du régime forestier les parcelles désignées ci-après :

| Département | Personne morale propriétaire | Territoire communal | INDICATIONS CADASTRALES | | | |
|-------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------|---------|----------|---------------|
| | | | Lieu dit | Section | Parcelle | Surface (ha) |
| Alpes de Haute-Provence | Commune de Méailles | Méailles | "La Combe" | C | 973 | 0,0120 |
| | | | "La Combe" | C | 1120 | 0,2219 |
| | | | TOTAL | | | 0,2339 |

Article 2 :

Le régime forestier est applicable aux parcelles désignées ci-après :

| Département | Personne morale propriétaire | Territoire communal | INDICATIONS CADASTRALES | | | |
|-------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------|---------|----------|---------------|
| | | | Lieu dit | Section | Parcelle | Surface (ha) |
| Alpes de Haute-Provence | Commune de Méailles | Méailles | "La Pellonière" | A | 158 | 1,3120 |
| | | | | | | |
| | | | TOTAL | | | 1,3120 |

Article 3 :

Par cette opération, la surface de la forêt communale relevant du régime forestier qui est actuellement de 1 632,3807 ha s'établit à 1 633,4588 ha.

Article 4 :

Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois qui suit sa notification, par toute personne estimant qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- par recours gracieux, auprès de l'auteur de la décision, ou hiérarchique adressé au Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants,
- par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille- 22-24, Rue de Breteuil - 13281 Marseille Cedex 06.

Article 5 :

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence, Monsieur le Directeur d'agence de l'Office National des Forêts des Alpes de Haute-Provence, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et Madame le Maire de la commune de Méailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental
des Territoires,
Le Chef du Service Environnement et Risques


Michel CHARAUD



PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Environnement Risques
171239224\app\pds\document\m17\PCV\ANCIENNES FORÊTS DU MOULTEYPIERREVERT - AP - 2018.ed

Digne-les-Bains, le **28 MARS 2018**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2018-087-004

Portant application du régime forestier
sur la commune de Pierrevert

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu les articles L.211-1, L.214-3, R.214-2 et R.214-8 du Code Forestier ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Pierrevert en date du 12 février 2018 ;

Vu l'avis du Directeur d'agence de l'Office National des Forêts des Alpes de Haute-Provence en date du 05 mars 2018 ;

Vu les plans des lieux ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2017-290-002 du 17/10/2017 donnant délégation de signature à Monsieur Rémy BOUTROUX Directeur Départemental des Territoires et l'arrêté préfectoral n° 2017-290-005 du 17/10/2017 donnant subdélégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires des Alpes-de-Haute-Provence ;

ARRÊTE :

Article 1 :

Le régime forestier est applicable aux parcelles désignées ci-après :

| Département | Personne morale propriétaire | Territoire communal | INDICATIONS CADASTRALES | | | |
|-------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------|---------|---------------|--------------|
| | | | Lieu dit | Section | Parcelle | Surface (ha) |
| Alpes de Haute-Provence | Commune Pierrevert | Pierrevert | "Saint-Veran" | B | 298 | 0,1549 |
| | | | "Saint-Veran" | B | 299 | 0,1101 |
| TOTAL | | | | | 0,2650 | |

Article 2 :

Par cette opération, la surface de la forêt communale relevant du régime forestier qui est actuellement de 23,5419 ha s'établit à 23,8069 ha.

Article 3 :

Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois qui suit sa notification, par toute personne estimant qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

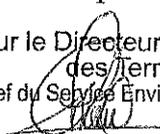
- par recours gracieux, auprès de l'auteur de la décision, ou hiérarchique adressé au Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants,
- par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille- 22-24, Rue de Breteuil - 13281 Marseille Cedex 06.

Article 4 :

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence, Monsieur le Directeur d'agence de l'Office National des Forêts des Alpes de Haute-Provence, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et Monsieur le Maire de la commune de Pierrevert sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental
des Territoires,
Le Chef du Service Environnement et Risques


Michel CHARAUD



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Environnement Risques

17/10/2017 10:00:00 ACTIVITES FORESTIERES - Régime Forestier - Application Décret n° 2017-1071 - Application - Mars - 2018

Digne-les-Bains, le 28 MARS 2018

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2018-087-005

Portant application du régime forestier
sur la commune de Melve

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu les articles L.211-1, L.214-3, R.214-2 et R.214-8 du Code Forestier ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Melve en date du 27 février 2018 ;

Vu l'avis du Directeur d'agence de l'Office National des Forêts des Alpes de Haute-Provence en date du 20 mars 2018 ;

Vu les plans des lieux ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2017-290-002 du 17/10/2017 donnant délégation de signature à Monsieur Rémy BOUTROUX Directeur Départemental des Territoires et l'arrêté préfectoral n° 2017-290-005 du 17/10/2017 donnant subdélégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires des Alpes-de-Haute-Provence ;

ARRÊTE :

Article 1 :

Le régime forestier est applicable à la parcelle désignée ci-après :

| Département | Personne morale propriétaire | Territoire communal | INDICATIONS CADASTRALES | | | |
|-------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------|---------|--------------|----------------|
| | | | Lieu dit | Section | Parcelle | Surface (ha) |
| Alpes de Haute-Provence | Commune | Melve | "Les Toutsses" | B | 313 | 12,7060 |
| | | | | | TOTAL | 12,7060 |

Article 2 :

Par cette opération, la surface de la forêt communale relevant du régime forestier qui est actuellement de 41,09 ha s'établit à 53,7960 ha.

Article 3 :

Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois qui suit sa notification, par toute personne estimant qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- par recours gracieux, auprès de l'auteur de la décision, ou hiérarchique adressé au Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants,
- par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille- 22-24, Rue de Breteuil - 13281 Marseille Cedex 06.

Article 4 :

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence, Monsieur le Directeur d'agence de l'Office National des Forêts des Alpes de Haute-Provence, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et Monsieur le Maire de la commune de Melve sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental
des Territoires,
Le Chef du Service Environnement et Risques

Michel CHARAUD

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Environnement Risques

Digne-les-Bains, le

04 AVR.

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2018-094-007

portant renouvellement de l'agrément
au titre de la protection de l'environnement
de l'association « France Nature Environnement
des Alpes de Haute-Provence »

LE PRÉFET DES ALPES-DE HAUTE-PROVENCE,
Chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.141-1, R. 141-1 à R. 141-20 ;

VU le Décret n° 2017-908 du 6 mai 2017 portant diverses dispositions relatives au régime juridique des associations, des fondations, des fonds de dotation et des organismes faisant appel public à la générosité ;

VU l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 relatif à la composition du dossier de demande d'agrément au titre de la protection de l'environnement, du dossier de renouvellement de l'agrément et à la liste des documents à fournir annuellement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-2470 du 12 décembre 2012 portant renouvellement de l'agrément au titre de la protection de l'environnement de l'Union Départementale Vie et Nature – France Nature Environnement 04 ;

VU le dossier de demande de renouvellement de l'agrément de France Nature Environnement des Alpes de Haute-Provence déposé à la Direction Départementale des Territoires le 2 juin 2017, complété le 4 janvier 2018 et réceptionné le 9 janvier 2018 ;

VU l'avis favorable en date du 21 mars 2018 du Procureur Général près la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence ;

VU l'avis favorable en date du 16 janvier 2018 de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence Alpes-Côte d'Azur ;

CONSIDÉRANT que l'association « France Nature Environnement des Alpes de Haute-Provence a été agréée au titre de la protection de l'environnement par arrêté préfectoral du 12 décembre 2012 sus visé pour une période de cinq ans et que cet agrément est venu à échéance ;

CONSIDÉRANT que l'activité statutaire de l'association « France Nature Environnement des Alpes de Haute-Provence » relève de plusieurs domaines mentionnés à l'article L. 141-1 du Code de l'Environnement, notamment de la protection de la nature, du patrimoine naturel et culturel et la qualité de vie sur les communes à proximité des cours d'eau ;

CONSIDÉRANT que l'association « France Nature Environnement des Alpes de Haute-Provence » participe au débat public sur l'environnement et siège au sein de nombreuses instances consultatives spécialisées locales ou départementales, notamment le CODERST, la CDNPS, le CDOA, etc. ;

CONSIDÉRANT que l'association « France Nature Environnement des Alpes de Haute-Provence » déclare 47 adhérents directs et 375 adhérents indirects ;

CONSIDÉRANT par l'examen des pièces comptables fournies, que la gestion de l'association « France Nature Environnement des Alpes de Haute-Provence » est non lucrative et désintéressée ;

CONSIDÉRANT que l'association « France Nature Environnement des Alpes de Haute-Provence » répond à l'ensemble des conditions cumulatives exigées par l'article R. 141-2 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires des Alpes de Haute-Provence.

A R R E T E :

ARTICLE 1 :

L'association « France Nature Environnement des Alpes de Haute-Provence » dont le siège social est situé à « 18, boulevard de la République – 04190 LES MÉES » est agréée au titre de la protection de l'environnement, dans le cadre départemental.

ARTICLE 2 :

L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans renouvelable, à compter de la date de publication du présent arrêté. Son renouvellement devra être sollicité au moins six mois avant la date d'expiration.

ARTICLE 3 :

L'association « France Nature Environnement des Alpes de Haute-Provence » devra adresser chaque année, au Préfet des Alpes de Haute-Provence, par voie postale ou électronique, les documents prévus à l'article R. 141-19 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 :

L'agrément peut être abrogé dans les conditions de l'article R. 141-20 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 5 :

L'arrêté préfectoral n° 2012-2470 du 12 décembre 2012 est abrogé.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa publication :

- par recours gracieux auprès du Préfet des Alpes de Haute Provence ;
- par recours hiérarchique adressé au Ministre de la Transition Écologique et Solidaire (*l'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être elle-même déférée auprès du Tribunal Administratif dans les deux mois*) ;
- par recours contentieux de pleine juridiction devant le Tribunal Administratif de MARSEILLE (22-24, rue de Breteuil – 13281 MARSEILLE Cedex 06).

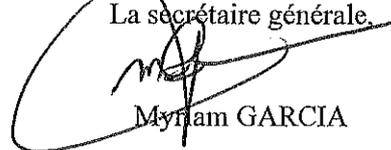
ARTICLE 7 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence Alpes Côte d'Azur, le Directeur Départemental des Territoires sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame la Présidente de France Nature Environnement des Alpes de Haute-Provence et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence.

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Procureur Général près la Cour d'Appel d'AIX-EN-PROVENCE ;
- Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de DIGNE LES BAINS ;
- Monsieur le Président du Tribunal d'Instance de DIGNE LES BAINS.

Pour le Préfet et par délégation,
La secrétaire générale.



Myriam GARCIA

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Environnement et Risques
Pôle Eau

Digne-les-Bains, le

04 AVR. 2018

ARRETE PREFECTORAL N° 2018-094 - 004

portant prescriptions spécifiques
relatives au prélèvement d'eau à usage d'irrigation
M. BARTALUCCI Stephan

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

*Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite*

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires ;

Vu les articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau ;

Vu l'article R. 214-1 du code de l'environnement relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application du L 214-3 du code de l'environnement ;

Vu l'article R. 214-32 relatif aux procédures d'autorisation prévues en application du L 214-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation ou déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.2.1.0. ;

Vu les pièces de l'instruction ;

Vu la lettre du 21 février 2018 communiquant au permissionnaire le projet d'arrêté portant les prescriptions additionnelles ;

Vu l'absence de réponse du pétitionnaire dans le délai imparti ;

Considérant que le prélèvement d'eau effectué dans un affluent du Vançon, confluent des vallons de la Limace et de Combaïet par **M. BARTALUCCI Stephan** (commune de Sourribes) relève du régime de l'autorisation et qu'il y a lieu de préciser les modalités de ce prélèvement, notamment son débit et l'emplacement de la prise d'eau, afin d'assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau visant à préserver les écosystèmes aquatiques et concilier les différents usages, conformément à l'article L. 211-1 du Code de l'Environnement ;

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1 : Prélèvement

M. BARTALUCCI Stephan (commune de Sourribes) est autorisé à prélever de l'eau dans un affluent du Vançon, confluent des vallons de la Limace et de Combaïet, pour l'alimentation du canal permettant le remplissage d'une retenue de 50 m³ et l'arrosage d'un potager de 800 m² ainsi que l'alimentation en eau non potable de la campagne La Vière, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

La prise d'eau est située en rive droite du cours d'eau à **400 mètres** en amont du passage à gué sur le chemin vicinal 201.

La présente autorisation n'est pas créatrice de droit.

ARTICLE 2 : Débit autorisé

Le débit maximal autorisé du prélèvement dans le cours d'eau est fixé à **10 l/s**.

ARTICLE 3 : Périodes de prélèvement

Le canal pourra être mis en eau du 1^{er} mars au 31 octobre de chaque année.

ARTICLE 4 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté, jusqu'au 31 décembre 2020.

ARTICLE 5 : Débit réservé

A l'aval immédiat de la prise d'eau, il sera maintenu dans le lit du cours d'eau un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces qui peuplent ces eaux.

Le débit minimal (ou débit réservé) à laisser dans le cours d'eau ne doit pas être inférieur à **9 litres/seconde** en période hydrologique normale.

En période déclarée de sécheresse, en application du Plan d'Action Sécheresse (alerte, alerte renforcée et crise), le débit réservé est fixé à **4,5 l/s**.

Titre II : PRESCRIPTIONS

ARTICLE 6 : Modalités de remise en eau

Rétablissement saisonnier

Le permissionnaire est autorisé à effectuer dans le cours d'eau des travaux temporaires (merlon, batardeau, ...) nécessaires au **rétablissement saisonnier** de la prise d'eau. Ces travaux ne devront pas entraîner l'édification d'ouvrages permanents.

Les modalités d'intervention et les caractéristiques de l'ouvrage de dérivation devront respecter les prescriptions suivantes :

- L'Agence Française pour la Biodiversité (« A.F.B. ») sera préalablement informée au moins **huit jours** avant, de la date retenue pour la première remise en eau et les modalités d'intervention ;
- Les préconisations qui seront édictées par l'A.F.B. pour la préservation du milieu aquatique, seront rigoureusement respectées ;
- Lorsque des pêches de sauvegarde de la faune piscicole s'avéreront nécessaires, lors de la mise en eau ou de l'assèchement du canal, elles seront effectuées aux frais du permissionnaire ;
- Les perturbations des bras en eau seront très localisées et de courte durée ;
- Tous les mouvements de chenaux seront réalisés avec le plus grand soin et selon les directives de l'A.F.B. ;
- La circulation et le travail des engins se feront hors d'eau ; selon les directives de l'A.F.B., des passages busés temporaires pourront être aménagés en tant que de besoin.

Réparation des prises d'eau en cours de saison

Les interventions visant à la réparation des prises d'eau pendant la saison d'arrosage (suite à un orage par exemple) peuvent être réalisées, sans formalité préalable, dans le respect des prescriptions nécessaires à la protection du milieu aquatique données par l'A.F.B. lors de la première mise en eau annuelle. Elles feront l'objet d'une simple information de l'A.F.B.

ARTICLE 7 : Mesures

La prise d'eau ou le canal à proximité de la prise d'eau est équipée d'une échelle limnimétrique, dont la position, la situation des vannes pour les débits dérivés et les dimensions ont été transmises au Service chargé de la Police de l'Eau de la Direction Départementale des Territoires (« D.D.T. ») des Alpes-de-Haute-Provence.

Une courbe de tarage est établie pour l'échelle limnimétrique et transmise à la D.D.T. La hauteur correspondant au débit de prélèvement autorisé sera repérée sur l'échelle de mesure. Celle-ci doit toujours rester accessible aux agents de l'Administration, ou commissionnés par elle, qui ont qualité pour vérifier la hauteur d'eau. Elle doit rester visible aux tiers. Le bénéficiaire est responsable de sa conservation.

Le débit prélevé sera enregistré au moins tous les **quinze jours** en période hydrologique normale sur un registre tenu à disposition des services de contrôle, et tous les **sept jours** en période de sécheresse déclarée.

Le bénéficiaire devra transmettre le registre de prélèvement de la saison écoulée en fin de période d'irrigation, et au plus tard le 31 décembre de l'année concernée.

Titre III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 8 : Clauses de précarité

Le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans les cas prévus aux articles L. 211- 3 II et L. 214-4 du Code de l'Environnement, des mesures qui le privent de manière

temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultants du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Cessation d'activité

De même, en cas de cessation d'activité, définitive ou pour une période supérieure à deux ans, le permissionnaire est tenu d'en faire la déclaration au Préfet dans un délai de **trente jours**.

ARTICLE 10 : Changement d'exploitant

Conformément aux dispositions de l'article 35 du décret du 29 mars 1993 susvisé, le changement d'exploitant doit être déclaré au Préfet par le nouveau bénéficiaire dans un délai de trois mois.

ARTICLE 11 : Prescriptions complémentaires

Conformément aux dispositions de l'article R. 214-17 du code de l'environnement, des prescriptions additionnelles pourront être prises par un arrêté complémentaire sur demande du permissionnaire ou sur l'initiative du Préfet, après avis de l'instance compétente.

ARTICLE 12 : Modifications et évolution du dispositif

Conformément à l'article R. 214-18 du code de l'environnement, toute modification apportée par le permissionnaire à l'aménagement, à son mode d'exploitation, toute activité nouvelle, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 13 : Observation des règlements

Le bénéficiaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et de partage des eaux, et la sécurité civile.

ARTICLE 14 : Contrôles

Les agents du service chargés de la police de l'eau, ainsi que les agents habilités pour constater les infractions en matière de police des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès aux installations de prélèvement pour le contrôle des conditions imposées.

ARTICLE 15 : Non-respect des prescriptions

Le non-respect des prescriptions de cet arrêté sera sanctionné conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 16 : Droit des tiers

Dans tous les cas, les droits des tiers sont et demeurent réservés.

ARTICLE 17 : Délais de recours

En application de l'article L. 214-10 du Code de l'Environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2 de l'article R. 181-44 ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4 du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais.

ARTICLE 18 : Conservation

Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 19 : Affichage

En vu de l'information des tiers, le présent arrêté sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la mairie de **SOURRIBES** pendant **une période minimum d'un mois**.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, l'activité ou les travaux sont soumis sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; une attestation de l'accomplissement de ces formalités sera dressée par les services du Maire et envoyée au Préfet des Alpes-de-Haute-Provence et au Service de la Police de l'Eau.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 20 : Mesures exécutoires

La Secrétaire Générale de la Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, le Directeur Départemental des Territoires, le maire de la commune de Sourribes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à **M. BARTALUCCI Stephan** et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence.

Pour le Préfet et par délégation,
La secrétaire générale,



Myriam GARCIA



PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Économie Agricole

Digne les Bains, le **04 AVR. 2018**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2018 -094-005

**modifiant l'arrêté préfectoral n° 2016-356-002 du 21 décembre 2016
créant une section spécialisée de la Commission Départementale d'Orientation de
l'Agriculture (CDOA)**

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code Rural notamment les articles R 313-1 à R 313-8 ;

VU le décret 90-187 du 28 février 1990 modifié relatif à la représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles au sein de certains organismes ou commissions ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-336 du 4 mars 2013 fixant la liste des organisations syndicales d'exploitants agricoles habilitées à siéger au sein des Commissions, comités professionnels ou organismes départementaux mentionnées au I de l'article 2 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-348-003 du 13 décembre 2016 modifié fixant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture (CDOA) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-356-002 du 21 décembre 2016 créant une section spécialisée de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2017-151-018 du 31 mai 2017 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2016-356-002 du 21 décembre 2016 créant une section spécialisée de la CDOA ;

VU le courrier des Jeunes Agriculteurs des Alpes-de-Haute-Provence du 9 février 2018 désignant de nouveaux représentants siégeant à la CDOA Section ;

Sur proposition de madame la Secrétaire Générale de la préfecture ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2016 susvisé est modifié ainsi :

➤ « *Deux représentants des Jeunes Agriculteurs des Alpes-de-Haute-Provence :* »

Titulaire : M. Dorian IMBERT
Suppléants : M. David AILHAUD
M. Mickaël JURAN

.../...

Titulaire : M. Danick JOUBERT
Suppléants : M. Thomas RICHAUD
M. Mickaël SILVE

Les autres articles de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2016 modifié restent inchangés.

Article 2 :

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
La secrétaire générale,



Myriam GARCIA



PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Économie Agricole

Digne les Bains, le

04 AVR. 2018

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2018-034 - 006

modifiant l'arrêté préfectoral n° 2016-348-003 du 13 décembre 2016 fixant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code Rural notamment les articles R 313-1 à R 313-8 ;

VU le décret 90-187 du 28 février 1990 modifié relatif à la représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles au sein de certains organismes ou commissions ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-336 du 4 mars 2013 fixant la liste des organisations syndicales d'exploitants agricoles habilitées à siéger au sein des commissions, comités professionnels ou organismes départementaux mentionnées au I de l'article 2 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-348-003 du 13 décembre 2016 fixant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture (CDOA) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2017-151-017 du 31 mai 2017 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2016-348-003 du 13 décembre 2016 fixant la composition de la CDOA ;

VU le courrier des Jeunes Agriculteurs des Alpes-de-Haute-Provence du 9 février 2018 désignant de nouveaux représentants siégeant à la CDOA ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence,

ARRETE :

Article 1er :

Le point 10 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2016 susvisé est modifié ainsi :

« 10) Deux représentants des Jeunes Agriculteurs :

Titulaire : Dorian IMBERT

Suppléants : M. David AILHAUD
M. Mickaël JURAN

Titulaire : M. Danick JOUBERT

Suppléants : M. Thomas RICHAUD
M. Mickaël SILVE »

Les autres articles de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2016 modifié restent inchangés.

Article 2 :

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires sont chargés chacun pour ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
La secrétaire générale,



Myriam GARCIA



PREFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**

SERVICE SANTE ET PROTECTION ANIMALES

Affaire suivie par : Sabine Meissonnier
Tél : 04.92.30.37.42
Fax : 04.92.30.37.30
Courriel : sabine.meissonnier@alpes-de-haute-provence.gouv.fr

Digne-les-Bains, le 30 Mars 2018

ARRÊTÉ PREFECTORAL N°2018-089_003

Attribuant l'habilitation sanitaire à Madame **BOULY Gabriella**

LE PREFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33 ;

Vu le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1^{er} août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de M Bernard GUERIN, en qualité de Préfet des Alpes-de-Haute-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-023-002 du 23 janvier 2018 portant délégation de signature à Mme Mireille DERAY, directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Alpes-de-Haute-Provence ;

Vu la demande présentée par Madame **BOULY Gabriella** domiciliée professionnellement :

- Clinique Vétérinaire Saint Christophe, rue Nicephore Niepce 04000 Digne les Bains.

Considérant que Madame **BOULY Gabriella** remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;

Sur la proposition de la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Alpes-de-Haute-Provence ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans à Madame **BOULY Gabriella**, docteur vétérinaire, administrativement domiciliée à la clinique Saint Christophe, rue Nicephore Niepce 04000 Digne les Bains .

- pour le département des Alpes-de-Haute-Provence ;

ARTICLE 2 : Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès du préfet des Alpes-de-Haute-Provence, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12.

ARTICLE 3 : Madame **BOULY Gabriella** s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

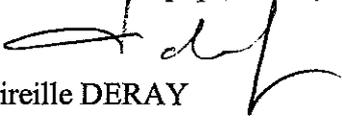
ARTICLE 4 : Madame **BOULY Gabriella** pourra être appelée par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels elle a été désignée vétérinaire sanitaire. Elle sera tenue de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE 5 : Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15, R. 228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

ARTICLE 7 : La secrétaire générale de la préfecture et la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence.

Pour le Préfet et par délégation,
la directrice départementale de la cohésion sociale et de la
protection des populations,


Mireille DERAY

20 Mars 2018



Liberté - Egalité - Fraternité
République française

PREFET DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

Direction Départementale
Des Services d'Incendie et de Secours

ARRETE PREFECTORAL N° - 2018 - 079 - 005

Fixant la liste annuelle départementale d'aptitude des personnels spécialisés dans le domaine de la prévention.

Le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU la loi n°96-369 du 3 mai 1996 modifiée relative aux services d'Incendie et de Secours ;
 - VU la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
 - VU le décret n°97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours ;
 - VU l'arrêté du 25 janvier 2006 fixant le guide national de référence relatif à la prévention ;
 - VU l'arrêté préfectoral n°2009-1063 du 03 juin 2009 portant révision du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques ;
- SUR proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours.

ARRETE

Article 1 : La liste annuelle départementale des personnels aptes à exercer dans le domaine de la prévention au sein du Service départemental d'incendie et de secours des Alpes de Haute-Provence, pour l'année 2018, est établie comme suit :

| Grade/Nom/Prénom | CIS d'Affectation | Niveau de qualification | | | | PRV 3 (Responsable Départemental de la Prévention) |
|---------------------------------|-------------------|--------------------------------------|--|---|--|---|
| | | Module Tronc Commun Préventionnistes | Module complémentaire « code du travail, installations classées pour l'environnement » | Module Complémentaire « Immeubles de Grande hauteur » | Module Recherche des causes et des circonstances des incendies « Investigateur » | |
| Colonel PIGNAUD Frédéric | DD SIS | X | X | X | | |
| Commandant MULLER Fabien | DD SIS | X | X | X | X | X |
| Lieutenant PASQUINI Olivier | DD SIS | X | X | | X | |
| Lieutenant ROCHE David | DD SIS | X | X | | X | |
| Lieutenant TRASLEGLISE Eric | DD SIS | X | | | | |
| Sergent-chef JULIEN Laurent | DD SIS | X | X | X | X | |
| Capitaine FROMONT Jean-Baptiste | DD SIS | X | | | | |
| Capitaine RICCI-LUCCHI Antoine | Barcelonnette | X | | | | |
| | | 8 | 5 | 3 | 4 | 1 |

Article 2 : L'arrêté préfectoral n°2018-012-012 en date du 12 janvier 2018, fixant la liste annuelle départementale d'aptitude des personnels spécialisés dans le domaine de la prévention, est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 :

Monsieur le Directeur des services du cabinet et Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Digne-les-Bains le, 20 MARS 2013

Le Préfet,



Bernard GUERIN

ARRÊTÉ CONJOINT 2018- 87 - 006
Portant cessation des fonctions du commandant Fabien
MULLER en qualité de chef du centre
d'incendie et de secours des Mées.

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Considérant la fin de la période transitoire relative à la réorganisation du centre d'incendie et de secours des Mées ;

Sur proposition du Chef de Corps départemental ;

ARRÊTENT :

Article 1 :

Il est mis fin aux fonctions du commandant Fabien MULLER en qualité de chef du centre d'incendie et de secours des Mées.

Article 2 :

Cette décision prend effet le 16 mars 2018.

Article 3 :

Conformément aux articles R 421-1 et R 421-2 du code de justice administrative, la juridiction peut être saisie par voie de recours formé contre la présente décision dans les deux mois à partir de sa notification à l'intéressé ou de la publication de la décision attaquée. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient dans ce délai de deux mois, elle fait à nouveau courir le délai du pourvoi. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Marseille. Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet.

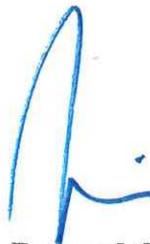
Article 4 :

Monsieur le Directeur des services du cabinet et le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, Chef du Corps départemental, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Digne-les-Bains, le 28 MARS 2018



Pierre POURCIN



Bernard GUERIN

ARRÊTÉ CONJOINT 2018- 0 8 7 - 0 0 7
Portant nomination du commandant Jean-Christophe
JULIEN aux fonctions de chef du centre
d'incendie et de secours des Mées.

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Considérant la fin de la période transitoire relative à la réorganisation du centre d'incendie et de secours des Mées ;

Sur proposition du Chef de Corps départemental ;

ARRÊTENT :

Article 1 :

Le commandant Jean-Christophe JULIEN est nommé chef du centre d'incendie et de secours des Mées.

Article 2 :

Cette décision prend effet le 16 mars 2018.

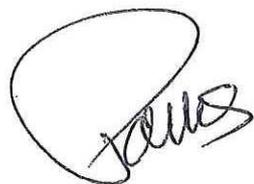
Article 3 :

Conformément aux articles R 421-1 et R 421-2 du code de justice administrative, la juridiction peut être saisie par voie de recours formé contre la présente décision dans les deux mois à partir de sa notification à l'intéressé ou de la publication de la décision attaquée. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient dans ce délai de deux mois, elle fait à nouveau courir le délai du pourvoi. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Marseille. Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet.

Article 4 :

Monsieur le Directeur des services du cabinet et le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, Chef du Corps départemental, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Digne-les-Bains, le 28 MARS 2018



Pierre POURCIN



Bernard GUERIN

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Service Biodiversité, Eau et Paysages

Digne-les-Bains, le 16 mars 2018

Arrêté n° 2018-075-003

portant dérogation à la réglementation relative
aux espèces protégées

Le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence,

Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-7, L.171-8, L.411-1, L.411-2, L.415-3 et R.411-1 à R.411-14,
- VU** l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié, fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore protégées,
- VU** l'arrêté du 23 avril 2007 (modifié le 15 septembre 2012) fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** la demande de dérogation déposée le 20 février 2018 par le parc national du Mercantour (PNM), composée du formulaire administratif n°13616*01, daté du 20 février 2018 et de ses pièces annexes,
- VU** l'avis du directeur du parc national du Mercantour du 6 mars 2018,
- VU** l'avis du 3 mars 2018 formulé par le conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA),
- VU** la consultation du public réalisée sur le site internet de la DREAL PACA du 22 février 2018 au 9 mars 2018,

Considérant l'intérêt de ce projet pour la conservation de l'espèce, des compétences de l'équipe chargée du projet et de l'absence d'impact négatif sur les populations de bouquetins,

Sur proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

ARRÊTE

Article 1 : Identité du bénéficiaire de la dérogation

Le bénéficiaire est le parc national du Mercantour (PNM), basé 23 rue d'Italie, 06 006 Nice CEDEX 1. Les mandataires sont Marie Canut, agent du parc et coordonnatrice de l'opération, Dominique Gauthier, Eric Belleau, Stéphane Combeaud, Mathieu Krammer, Patrick Orméa et Georges Lombard.

Article 2 : Nature de la dérogation

Le bénéficiaire est autorisé à :

- capturer par téléanesthésie 45 adultes de l'espèce Capra ibex sur le territoire des communes de Colmars-les-Alpes, Allos, Uvernet-Fours, Jausiers, Val d'Oronaye et Saint-Paul-sur-Ubaye ;
- pratiquer des prélèvements sanguins sur les animaux capturés ;
- marquer les animaux capturés par des marquages visuels ;
- équiper d'un collier GPS certains des spécimens capturés ;
- réveiller les animaux capturés à l'aide d'un antidote à l'anesthésiant et les relâcher sur place ;
- prélever des spécimens morts.

La présente dérogation vaut autorisation de transport des prélèvements sanguins pratiqués sur les animaux ou des animaux morts :

- au laboratoire vétérinaire des Hautes Alpes (LDVHA 05), 5 rue des Silos, 05000 Gap ;
- au siège du Parc national à Nice, 23 rue d'Italie, CS 51316 06006 Nice CEDEX 1 ;
- dans les 6 antennes des services territoriaux du Parc, Secteur Roya-Bévéra, 103 avenue du 16 septembre 1947, 06430 Tende, Secteur Haute-Vésubie, les Iris, rue K. Serrurier, 06450 Saint-Martin-Vésubie, Secteur de la Haute-Tinée, Maison du Parc national du Mercantour, Quartier de l'Ardon, 06660 Saint-Etienne-de-Tinée, Secteur Haut-Var/Cians, Le Ciastel, 06470 Entraunes, Secteur Haut-Verdon, place de la Coopérative, 04260 Allos, Secteur Haute-Ubaye, Centre Séolane, Quartier Craplet, Chemin des casernes, 04400 Barcelonnette.

La présente autorisation ne dispense pas d'autres accords ou autorisations qui pourraient être par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération, notamment l'autorisation des propriétaires des sites concernés.

Article 3 : Durée de validité de l'autorisation

La présente décision est accordée pour les années 2018 à 2021.

Article 4 : Suivi

Sous réserve des dispositions spécifiques prévues à l'article 2, le demandeur rendra compte à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA sous la forme de rapports de synthèse annuels, des conditions d'exécution de la présente dérogation.

Les données d'inventaire seront versées au système d'information sur la nature et les paysages (base régionale SILENE) par le bénéficiaire.

Article 5 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est puni des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois dans les conditions de l'article R.421-1 du code de justice administrative à compter de sa notification.

Article 8 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA sont chargées, chacune pour ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence.

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire générale,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized initial 'M' followed by the name 'GARCIA'.

Myriam GARCIA

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Service Biodiversité, Eau et Paysages

Digne-les-Bains, le 16 mars 2018

Arrêté n° 2018-075-004

portant dérogation à l'interdiction de destruction, de perturbation et d'altération d'habitats d'espèces animales et végétales protégées dans le cadre du projet de protection de la route nationale 202 contre les instabilités rocheuses sur le site de la Roche percée, sur la commune d'Annot (04)

Le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence,

Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 163-1, L163-4, L163-5, L. 171-7, L.171-8, L. 411-1 alinéa A, L. 411-2, L. 415-3 et R. 411-1 à R. 411-14 ;
- VU** l'arrêté interministériel modifié du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore protégées ;
- VU** l'arrêté du 9 mai 1994 relatif à liste des espèces végétales protégées en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** l'arrêté interministériel modifié du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mollusques protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté interministériel du 19 novembre 2007 fixant la liste des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté interministériel modifié du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** la demande de dérogation à la protection des espèces protégées présentée le 11 août 2017 par la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED), Maître d'ouvrage, composée des formulaires administratifs (n°13 614*01, 13 616*01 et 13 617*01), du dossier technique intitulé « *Protection des routes nationales RN 85 et RN 202 contre les risques naturels – Département des Alpes-de-Haute-Provence* » et de son annexe cartographique, réalisés par le bureau d'études Naturalia, datés respectivement du 21 juin 2017 et du 10 août 2017 ;

VU les avis du 23 et du 30 octobre 2017 des experts-délégués faune et flore du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) ;

VU la consultation du public réalisée sur le site internet de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) du 26 septembre au 25 octobre 2017 ;

Considérant que la protection de l'environnement, notamment la protection des espaces naturels, et la préservation des espèces animales et végétales sont d'intérêt général ;

Considérant que la réalisation du projet de protection de la RN 202 contre les instabilités rocheuses sur le site de la Roche percée, sur la commune d'Annot (04) implique la destruction, la perturbation et l'altération d'habitats d'espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la réalisation de ce projet de protection de la RN 202 contre les instabilités rocheuses constitue une raison d'intérêt public majeur au titre de la sécurité publique, justifiant la réalisation des travaux du projet, étayée dans le dossier technique susvisé (pages 14 et suivantes) ;

Considérant l'absence d'autres solutions satisfaisantes d'aménagement, en termes de techniques ou de localisation des ouvrages de protection, autres que celles mises en œuvre dans le projet, tel qu'étayé dans le dossier technique susvisé (pages 66 et suivantes) ;

Considérant les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts sur les espèces protégées d'une part, les mesures d'accompagnement et de suivi des mesures d'autre part, que le Maître d'ouvrage s'engage à mettre en œuvre dans le cadre de ce projet ;

Considérant que l'impact résiduel du projet ne remet pas en cause l'état de conservation des populations des espèces concernées, sous réserve de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de suivi proposées notamment dans le dossier technique et prescrites par le présent arrêté ;

Sur proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

ARRÊTE

Article 1 : Identité du bénéficiaire de la dérogation

Dans le cadre du projet de protection de la RN 202 contre les instabilités rocheuses sur le site de la Roche percée, sur la commune d'Annot, le bénéficiaire de la dérogation est la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée, sise n°16, rue Antoine Zattara CS70248, 13 331 Marseille CEDEX 3, ci-après dénommée le Maître d'ouvrage et représentée par James LEFEVRE, son directeur-adjoint en charge du développement.

Article 2 : Nature de la dérogation

Le projet de protection de la RN 202 contre les instabilités rocheuses de la Roche percée s'intègre dans un programme global portant sur 4 sites à sécuriser sur les communes d'Annot, de Moriez,

Vergons, Saint-Julien-du-Verdon et Saint-Benoît, faisant l'objet du dossier technique mentionné ci-avant.

Dans le cadre de l'aménagement visé à l'article 1, la dérogation porte, conformément aux formulaires administratifs susvisés, sur :

- la destruction et l'altération de quelques individus et m² d'habitat de Cléistogène tardif *Cleistogenes serotina*,
- la destruction et l'altération de quelques individus et m² d'habitat d'Escargot de Nice *Macularia nicensis*,
- la destruction d'individus et d'habitat des reptiles Couleuvre d'Esculape *Zamenis longissimus*, Couleuvre verte et jaune *Hierophis viridiflavus*, Lézard des murailles *Podarcis muralis* et Lézard vert *Lacerta bilineata*,
- la perturbation d'individus, la destruction et la perturbation d'habitat des chiroptères Barbastelle d'Europe *Barbastella barbastellus*, Petit murin *Myotis oxygnathus*, Grand murin *Myotis myotis*, Murin à oreilles échancrées *Myotis emarginatus*, Noctule de Leisler *Nyctalus leisleri*, Murin de Natterer *Myotis nattereri* et de 7 espèces plus communes (Murin de Daubenton, Oreillard gris, Vespère de Savi, Pipistrelles commune, pygmée et de Kuhl, Sérotine commune),
- la perturbation d'individus, la destruction et la perturbation d'habitat des oiseaux Hirondelle de rochers *Ptyonoprogne rupestris*, Aigle royal *Aquila chrysaetos*,
- la destruction et la perturbation d'individus et d'habitat d'espèces communes d'oiseaux protégés (Coucou gris, Fauvette à tête noire, Grimpereau des jardins, Mésanges, etc.).

Les atteintes aux espèces et habitats concernés seront exclusivement effectuées au sein de l'emprise du chantier du projet visé à l'article 1, pour toute la durée de réalisation des travaux.

Article 3: Mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts, d'accompagnement et de suivi :

Conformément aux propositions contenues dans sa demande de dérogation, le Maître d'ouvrage met en œuvre et prend intégralement en charge financièrement les actions qui suivent (actions notamment détaillées dans le dossier technique susvisé).

Le chiffrage global de ces mesures est évalué à environ 300 à 330 000 €, étant précisé d'une part qu'il couvre les mesures portant sur les 4 sites d'intervention concernés par le dossier de demande de dérogation de la DIRMED, d'autre part que ces mesures restent à compléter pour le Grand Ephédra, impacté sur le site de la Brèche (Vergons et Saint Julien-du-Verdon).

Les objectifs de résultat l'emportent sur les objectifs de moyens et visent, sur la durée d'exploitation des ouvrages, à une absence de perte nette, voire à un gain de biodiversité. Les montants financiers indiqués dans le dossier technique susvisé sont prévisionnels et indicatifs.

Une modification du projet pourra être répercutée sur les engagements du Maître d'ouvrage mentionnés dans le présent article. Les modifications sont soumises à validation préalable de l'administration.

3.1. Mesures d'évitement des impacts [pages 71-72 du dossier technique]

Mesure 1.3B : Contrôle des arbres favorables aux chiroptères en cas d'abattage indispensable

Un chiroptérologue se rendra sur site avant les travaux de déboisement afin d'assurer l'absence de chiroptères au préalable des travaux d'abattage.

Mesure 1.3C : Adaptation des techniques d'ancrage de blocs pour maintenir la fonctionnalité des fissures

Le scellement des ancrages de bloc sera réalisé au moyen d'un système de chaussette géotextile disposé autour de l'armature métallique afin d'éviter les coulures et assurer le maintien de la fonctionnalité des fissures.

3.2. Mesures de réduction des impacts [pages 73-84 du dossier technique]

Mesure 2.1 : Limitation des emprises des parades passives et des éléments annexes au projet

Un plan de circulation piéton sera défini par un écologue afin d'éviter les formations végétales sensibles au piétinement. Le dépôt de matériels (grillage, poteaux, câbles, rémanents...) sera strictement limité sur le site pour être disposé sur les aires en bord de route (parking au niveau du hameau de Rouaine).

Les coupes d'arbres et végétaux nécessaires à la pose des écrans pare-blocs seront limitées au strict minimum (particulièrement pour les écrans pare-blocs les plus proches de la falaise déportée ainsi qu'au niveau de l'arbre favorable aux chiroptères).

Les rémanents de coupes et broyats seront exportés du site.

Sur les portions sensibles du site, en particulier sur la zone de développement du Cléistogène tardif, la présence des intervenants et leur déplacement devront être réduits au minimum.

Mesure 2.2 : Évitement des périodes sensibles : concertation pour la planification des travaux au regard des principales sensibilités écologiques

Les périodes de travaux seront limitées au mois de septembre pour les écrans pare-blocs n°5 et 9, de septembre à novembre inclus pour les écrans pare-blocs n°8 et 10, de décembre à avril pour la barrière grillagée n°1 et le grillage pendu n°3, de septembre à février inclus pour les grillages pendus ouest, les écrans n°1, 2, 3, 6 et 11.

Les autres travaux pourront être réalisés toute l'année en privilégiant la période de septembre à mars inclus.

Mesure 2.3 : Balisage des secteurs sensibles situés dans ou à proximité immédiate des emprises maximales du projet

Les intervenants en phase chantier seront sensibilisés afin d'éviter au maximum les spécimens d'Euphorbe épineuse, qui ne nécessitent pas de débroussaillage pour la mise en place des filets pare-blocs et grillages pendus.

Le Cléistogène tardif fera l'objet d'un balisage et les individus situés dans les emprises projet seront protégés.

La zone de présence de l'Escargot de Nice sera identifiée par un marquage au sol (bombe de peinture sur la route délimitant le début et la fin du secteur) pour adapter les techniques de purge.

Un arbre favorable aux chiroptères, situé au niveau de l'emplacement d'un des écrans pare-blocs, sera identifié au moyen de bombe de couleur couplée à de la rubalise pour être soigneusement évité. Si l'évitement ne peut être atteint, la mesure 1.3B détaillée ci-avant sera mise en œuvre.

Mesure 3.5 : Management environnemental de chantier

L'accompagnement écologique sera réalisé par un écologue expérimenté. L'entreprise mandatée devra prendre en compte l'ensemble des enjeux écologiques identifiés en cours de marché. Elle mettra en œuvre des mesures de prise en compte des enjeux de biodiversité avant, pendant et après les travaux (rédaction d'un Plan de Respect de l'Environnement, organisation globale du chantier, sensibilisation et information du personnel de chantier aux enjeux écologiques, mise en place d'un contrôle extérieur environnemental, etc.).

La fréquence du suivi sera adaptée pour chaque secteur à la durée du chantier et à la sensibilité environnementale de chaque zone. Elle sera minima d'un passage toutes les 3 semaines avec un suivi renforcé lors des travaux dans les secteurs à enjeux (Cléistogène tardif, Escargot de Nice et écrans pare-blocs 5 et 9).

Mesure 3.6 : Lutte contre la pollution

Des règles de prévention des pollutions seront mises en œuvre : entretien des véhicules, mise en place de bacs de rétention sous les compresseurs, kits antipollution disponibles sur le chantier, protection de toutes les zones de stockage, ramassage des déchets, etc.

Mesure 3.8A : Adaptation ponctuelle des parades

Chaque site fera l'objet d'un enlèvement de tous les déchets, débris et autres coulis de béton. Un écologue effectuera une visite de contrôle avant réception finale des travaux de chaque secteur.

Les écrans pare-blocs n°4, 8, 9 et 10 ne dépasseront pas 100 mètres de long chacun et seront positionnés en quinconce afin de préserver des passages pour la grande et petite faune.

Les ancrages émergeant du rocher seront recépés.

La pose des grillages pendus et des filets plaqués sera réalisée de façon à limiter les impacts sur la faune et la flore (découpe du grillage au-devant des fissures propices aux chiroptères, etc.).

Mesure 3.8B : Adaptation des modalités d'entretien en phase d'exploitation

Une politique de surveillance périodique des équipements est en cours d'élaboration par la DIRMED. Elle associera un écologue expérimenté pour élaborer un cahier des charges spécifique où seront exposés les enjeux écologiques sensibles présents après travaux, les modalités d'accès aux différents ouvrages, les modalités d'intervention.

La DIRMED mettra en œuvre une présentation de la sensibilité des milieux et espèces rupestres à destination du personnel de la DIRMED chargé de l'exploitation de la RN 202.

Mesure 3.9A : Réduction des nuisances dues aux héliportages

L'entreprise privilégiera des méthodes d'approvisionnement alternatif à l'héliportage pour les ouvrages les plus proches de la route nationale. L'organisation du chantier sera réfléchie de manière à limiter l'usage de l'hélicoptère et les nombres de jours d'héliportage.

Aucun héliportage n'aura lieu de nuit afin de réduire les risques de collision avec les rapaces nocturnes et les chiroptères.

La localisation de la Drop-zone (DZ) et les plans de vols seront soumis à la validation préalable d'un écologue. Dans tous les cas, le survol des falaises sera limité au strict nécessaire.

Il conviendra d'éviter tout survol et vol stationnaire à faible hauteur à l'aplomb des barres rocheuses orientées Nord-ouest /Sud-est et localisées au nord de la RN 202, au niveau des boisements et de la barre rocheuse (lieu-dit « la Barre ») situés au sud de la RN 202 ainsi que le long du cours d'eau la Galange.

Mesure 3.9B : Adaptation des parades pour limiter la dégradation des biotopes des espèces végétales et animales en falaise / talus

Au niveau de la dalle calcaire de l'ensemble ouest, les purges de sécurité sur le talus routier devront permettre de préserver les fissures qui constituent l'habitat de l'Escargot de Nice. La fixation des grillages pendus sera ajustée pour limiter l'altération des micro-habitats et les conditions environnementales de la falaise.

Mesure 3.9C : Modalités particulières de mise en place d'écrans pare-blocs en zone favorable aux reptiles patrimoniaux

Un écologue sera présent en permanence au moment des travaux les plus importants (forage pour mise en place des poteaux des écrans, débroussaillage préliminaire...) relatifs aux écrans pare-blocs n°5 et 9 pour vérifier l'absence de destruction ou de dégradation des restanques favorables et la limitation des emprises du projet au strict nécessaire.

3.3. Mesure compensatoire en faveur de la biodiversité [pages 108-112 du dossier technique]

Considérant les impacts résiduels générés sur les chiroptères et sur leurs habitats par l'ensemble du programme de travaux inscrits dans le dossier technique, la mesure compensatoire suivante devra être strictement mise en œuvre :

Mesure 6.9 : Participation au financement des études préalables à la création d'un périmètre de protection réglementaire au niveau de la grotte de la Lare

Un réseau karstique s'est développé dans la falaise de Saint-Benoît, il a généré diverses cavités qui présentent parfois un intérêt majeur pour les chiroptères mais qui sont menacées par une activité humaine non maîtrisée (spéléologie, randonneurs, curieux, etc.).

La DIRMED participera au financement des études préalables nécessaires à la création d'un arrêté préfectoral de protection de biotope (APB), et in fine à la conservation de colonies à enjeu majeur. Ces études, portées par le Groupe Chiroptères de Provence (GCP) doivent aboutir à la création, dans un délai de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté, d'un arrêté préfectoral de protection de biotope.

La participation de la DIRMED sera de 30 000 euros, elle sera versée sur 2 ans.

3.4. Mesure d'accompagnement et de suivi [pages 112 du dossier technique]

Mesure 6.2 : Suivi avant et après travaux de la recolonisation des habitats par l'Escargot de Nice et le Cléistogène tardif

Un suivi avant et après travaux sera mis en place de façon à obtenir un retour d'expérience pertinent et réutilisable dans le cadre d'autres projets sur les habitats de ces espèces pour améliorer l'évaluation des impacts, les mesures proposées en fonction de leur efficacité.

Une méthodologie d'inventaire standardisé sera proposée pour chaque espèce, ainsi que des objectifs de travail par secteur. Un état initial de référence sera effectué au préalable des travaux sur les placettes tests choisies qui feront ensuite l'objet d'un suivi annuel pendant 3 ans après les travaux.

Un compte-rendu sera adressé à la DREAL PACA chaque année de suivi.

Les données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis naturalistes seront versées au système d'information sur la nature et les paysages (base régionale SILÈNE) par le Maître d'ouvrage. Pour chaque lot de données, le Maître d'ouvrage fournira à la DREAL PACA l'attestation de versement correspondant signée par l'administrateur de données SILÈNE.

Article 4 : Information des services de l'État et publicité des résultats

Le Maître d'ouvrage transmet sans délai à la DREAL PACA les données cartographiques relatives à l'aménagement/ l'exploitation et aux mesures prévues à l'article 3, en vue de leur intégration dans l'outil national GéoMCE.

Il informe la DREAL PACA et la direction départementale des territoires (DDT) des Alpes-de-Haute-Provence du début et de la fin des travaux.

Il est tenu de signaler à la DREAL PACA et à la DDT des Alpes-de-Haute-Provence les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente dérogation qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées.

Le Maître d'ouvrage rend compte à la DREAL PACA sous la forme d'un rapport de synthèse (où les coûts estimatifs de ces mesures, par poste, sont présentés pour information) de l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures prescrites à l'article 3, en janvier de chaque année jusqu'à leur mise en œuvre complète.

Il adresse une copie des conventions passées avec ses partenaires techniques ou scientifiques pour la mise en œuvre des mesures prescrites à l'article 3 et des bilans produits à la DREAL PACA pour information.

Les résultats des suivis et bilans peuvent être utilisés par la DREAL PACA afin de permettre l'amélioration des évaluations d'impacts et le retour d'expérience pour d'autres projets en milieu équivalent.

Article 5 : Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation est accordée pour la durée des travaux liés au projet visé à l'article 1, dans la limite de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 6 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L. 415-3 du code de l'environnement.

Article 7 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté, notamment des dispositions prévues à l'article 3, est puni des sanctions définies à l'article L. 415-3 du code de l'environnement.

Article 8 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois dans les conditions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative à compter de sa notification au Maître d'ouvrage ou de sa publication pour les tiers.

Article 9 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires des Alpes-de-Haute-Provence, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence et mis en ligne sur le site internet de la DREAL PACA.

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire générale,



Myriam GARCIA

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Service Biodiversité, Eau et Paysages

Digne-les-Bains, le 29 mars 2018

Arrêté n°2018-088-002

portant dérogation à la réglementation relative
aux espèces protégées

Le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-7, L.171-8, L.411-1, L.411-2, L.415-3 et R.411-1 à R.411-14,
- VU** l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié, fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore protégées,
- VU** l'arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** la demande de dérogation déposée le 23 janvier 2018 par le Conservatoire d'espaces naturels Provence-Alpes-Côte d'Azur (CEN PACA), composée du formulaire administratif n°13616*01, daté du 23 janvier 2018, et de ses pièces annexes,
- VU** l'avis du 14 mars 2018 formulé par le conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA),
- VU** la consultation du public réalisée sur le site internet de la DREAL PACA du 28 février 2018 au 15 mars 2018,

Considérant l'importance que revêt une meilleure connaissance de la Cistude d'Europe, *Emys orbicularis*, notamment de sa répartition sur la région, à travers des inventaires et suivis de populations, afin de pouvoir y assurer sa conservation,

Sur proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

ARRÊTE

Article 1 : Identité du bénéficiaire de la dérogation

Conservatoire d'espaces naturels Provence-Alpes-Côte d'Azur (CEN PACA), Appartement n°5, 96 rue Droite, 04 200 Sisteron et ses mandataires Cédric Roy (coordinateur), Julien Renet, Anne Ferment, Guillaume Ruiz, Dominique Chavy, Corrine Gautier et Elsa Barrandon.

Article 2 : Nature de la dérogation

Le bénéficiaire et ses mandataires, ces derniers sous la responsabilité et la coordination du bénéficiaire, sont autorisés à capturer, marquer et relâcher sur place un nombre indéterminé d'individus d'*Emys orbicularis*. La capture peut être effectuée à la main, à l'aide d'une épuisette, de cages « Fesquet », de nasses ou de verveux, toujours avec une partie émergée pour permettre la respiration des individus capturés. Des stagiaires sont autorisés à participer aux captures, en présence et sous la responsabilité de l'un des mandataires.

Les captures peuvent être organisées sur toute la zone de présence de l'espèce au sein des cantons de REILLANNE et VALENSOLE.

La présente autorisation ne dispense pas d'autres accords ou autorisations qui pourraient être par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération, notamment l'autorisation des propriétaires des sites concernés.

Article 3 : Durée de validité de l'autorisation

La présente décision est accordée pour les années 2018 et 2019.

Article 4 : Suivi

Sous réserve des dispositions spécifiques prévues à l'article 2, le bénéficiaire rendra compte à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, sous la forme d'un rapport de synthèse, des conditions d'exécution de la présente dérogation.

Les données d'inventaire seront versées au système d'information sur la nature et les paysages (base régionale SILENE) par le bénéficiaire.

Article 5 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est puni des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois dans les conditions de l'article R.421-1 du code de justice administrative à compter de sa notification.

Article 8 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA sont chargés, chacune pour ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence.

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire générale,



Myriam GARCIA

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Unité Départementale
Des Alpes de Haute Provence
Rue Pasteur
Centre Administratif Romieu
04000 DIGNE LES BAINS

ARRETE PREFECTORAL N°2018-067-013

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP819153271**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Le préfet des Alpes-de-Haute-Provence, Chevalier de la Légion d'honneur, Chevalier de l'ordre national du Mérite

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - Unité Départementale des Alpes-de-Haute-Provence le 23 février 2018 par Monsieur Nicolas PICKE en qualité d'autoentrepreneur, dont l'établissement principal est situé 7 av Docteur Caire 04300 FORCALQUIER et enregistré sous le N° SAP819153271 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé
- Livraison de courses à domicile
- Maintenance et vigilance temporaires à domicile de la résidence principale et secondaire

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps et prend effet le 23 Février 2018.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture

DIRECCTE PACA
Direction Régionale des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi PACA
Fait à DIGNE LES BAINS
des Alpes de Haute-Provence
le 8 Mars 2018
04000 DIGNE-LES-BAINS
Rue Pasteur
Tél. : 04.92.30.21.50 - Fax : 04.92.31.43.32
Le Directeur de l'Unité Départementale



Alain NAVARIN

Délégation départementale des Alpes de Haute-Provence
Pôle animation des politiques territoriale
Service réglementation sanitaire

Décision du 28 mars 2018
Portant modification de l'agrément n° 18-04 de transports sanitaires terrestres
MEDICA AMBULANCES – 04300 MANE
Remplacement d'un VSL

Le Directeur Général de l'Agence régionale de Santé
Provence-Alpes-Côte-d'Azur

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6312-1 à L. 6313-1, R. 6312-1 à R. 6314-26 ;

VU l'ordonnance 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire de l'intervention de la loi 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (article 211) ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté du 5 octobre 1995 relatif à l'autorisation de mise en service des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 10 février 2009 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 4 janvier 2017 portant délégation de signature à Madame Anne HUBERT, Déléguée Départementale des Alpes de Haute-Provence ;

VU l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU la décision du 31 mai 2017 portant modification de l'agrément n° 18-04 de la société de transports sanitaires MEDICA AMBULANCES – 04300 MANE ;

VU la demande en date du 26 mars 2018 de la société « MEDICA AMBULANCES » relative au remplacement définitif d'un VSL immatriculé CT 333 LV par un autre VSL immatriculé EJ 385 DF ;

CONSIDERANT le contrôle du nouveau VSL effectué le 28 mars 2018 ;

SUR proposition de la Déléguée Départementale des Alpes de Haute-Provence de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;

2018

[Signature]



DECIDE

Article 1 : La décision du 31 mai 2017 est modifiée ainsi qu'il suit :

Gérant : Monsieur Pierre GALLAND
Nom commercial : MEDICA AMBULANCES
N° d'agrément : 18-04
Siège social : Place de l'Eglise – 04300 MANE
Téléphone : 04.92.75.00.25

Véhicules autorisés :

| Date | Marque | Catégorie – Type | Immatriculation | N° de série |
|-------------------|-------------|------------------------|------------------|--------------------------|
| 13/04/2012 | RENAULT | Ambulance C – Type A | CD 612 YQ | VF1FLAVA6CY422763 |
| 19/12/2013 | FORD | Ambulance C – Type A/B | DB 153 BZ | WF01XXTTG1DA14254 |
| 22/10/2015 | FORD | VSL | DW 117 SM | WF06XXGCC6FJ07377 |
| 01/06/2017 | FORD | VSL | EM 952 SW | WF06XXGCC6HJ17123 |
| 28/03/2018 | FORD | VSL | EJ 385 DF | WF06XXGCC6HJ86664 |

Véhicules radiés :

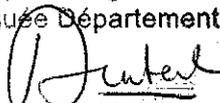
| Date | Marque | Catégorie – Type | Immatriculation | N° de série |
|-------------------|-------------|------------------|------------------|--------------------------|
| 31/05/2017 | KIA | VSL | BR 162 CK | U5YHC816ACL206226 |
| 28/03/2018 | FORD | VSL | CT 333 LV | WF0EXXGBBEDP12828 |

Article 2 : La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur et / ou de recours contentieux devant la juridiction administrative territoriale compétente dans le délai de 2 mois à compter de sa publication pour les tiers et de sa notification pour les intéressés.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur et la Déléguée Départementale des Alpes de Haute-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence.

Digne les Bains, le 28 mars 2018

Pour le Directeur Général de l'ARS PACA
et par délégation,
la Déléguée Départementale,


Anne HUBERT



PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

**DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE
DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ
PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR**
Service Santé Environnement

Digne-les-Bains, le 29 mars 2018

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2018-088-004

Relatif aux modalités de mise en œuvre du plan de lutte contre la propagation des maladies vectorielles transmises par *Aedes albopictus* : chikungunya, dengue et zika dans le département des Alpes-de-Haute-Provence

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

*Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite*

VU la loi n°64-1246 du 16 décembre 1964 relative à la lutte contre les moustiques, modifiée notamment par l'article 72 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales (notamment l'article 1^{er} – alinéa 2^o) ;

VU le décret n° 65-1046 du 1^{er} décembre 1965 modifié pris pour l'application de la loi n°64-1246 du 16 décembre 1964 susvisée ;

VU le code de la santé publique (articles R 3115-3 et suivants relatifs au contrôle sanitaire aux frontières) et les textes d'application ;

VU l'arrêté interministériel du 26 août 2008 fixant la liste des départements où les moustiques constituent une menace pour la santé de la population ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 février 1984 portant règlement sanitaire départemental et notamment l'article 121 ;

VU le protocole du 17 avril 2014 relatif aux modalités de coopération entre le représentant de l'État dans le département des Alpes-de-Haute-Provence et l'agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur, notamment en matière de lutte anti-vectorielle ;

VU l'arrêté préfectoral n°2017-153-003 du 2 juin 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre du plan de lutte contre la propagation des maladies vectorielles transmises par *Aedes albopictus* : chikungunya, dengue et zika dans le département des Alpes-de-Haute-Provence ;

VU le rapport sur le plan départemental de lutte contre la propagation des maladies vectorielles transmises par *Aedes albopictus* présenté par la Délégation Départementale de l'agence régionale de santé en conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) le 15 mars 2018 ;



PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

**DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE
DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ
PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR**
Service Santé Environnement

Digne-les-Bains, le

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2018-

Relatif aux modalités de mise en œuvre du plan de lutte contre la propagation des maladies vectorielles transmises par *Aedes albopictus* : chikungunya, dengue et zika dans le département des Alpes-de-Haute-Provence

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

*Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite*

VU la loi n°64-1246 du 16 décembre 1964 relative à la lutte contre les moustiques, modifiée notamment par l'article 72 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales (notamment l'article 1^{er} – alinéa 2°) ;

VU le décret n° 65-1046 du 1^{er} décembre 1965 modifié pris pour l'application de la loi n°64-1246 du 16 décembre 1964 susvisée ;

VU le code de la santé publique (articles R 3115-3 et suivants relatifs au contrôle sanitaire aux frontières) et les textes d'application ;

VU l'arrêté interministériel du 26 août 2008 fixant la liste des départements où les moustiques constituent une menace pour la santé de la population ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 février 1984 portant règlement sanitaire départemental et notamment l'article 121 ;

VU le protocole du 17 avril 2014 relatif aux modalités de coopération entre le représentant de l'État dans le département des Alpes-de-Haute-Provence et l'agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur, notamment en matière de lutte anti-vectorielle ;

VU l'arrêté préfectoral n°2017-153-003 du 2 juin 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre du plan de lutte contre la propagation des maladies vectorielles transmises par *Aedes albopictus* : chikungunya, dengue et zika dans le département des Alpes-de-Haute-Provence ;

VU le rapport sur le plan départemental de lutte contre la propagation des maladies vectorielles transmises par *Aedes albopictus* présenté par la Délégation Départementale de l'agence régionale de santé en conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) le 15 mars 2018 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques du 15 mars 2018 ;

Considérant le bilan annuel 2017 de la surveillance entomologique du moustique *Aedes albopictus* établi par l'opérateur public retenu par le conseil départemental ;

Considérant le retour d'expérience fourni par l'opérateur du conseil départemental à la suite des prospections réalisées sur des installations d'assainissement non collectif, qui atteste que ces dispositifs ne sont pas en mesure de permettre le développement de larves d'*Aedes albopictus* ;

Considérant la présence avérée du moustique *Aedes albopictus* sur le territoire du département des Alpes-de-Haute-Provence ;

Considérant qu'il convient de lutter contre la dissémination des moustiques *Aedes albopictus* vecteurs des maladies du chikungunya, de la dengue et du zika ;

SUR PROPOSITION de la Secrétaire générale de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le plan de lutte contre la propagation des maladies vectorielles transmises par *Aedes albopictus* est mis en œuvre dans le département des Alpes-de-Haute-Provence. La totalité du département est définie en zone de lutte contre le moustique vecteur du chikungunya, de la dengue et du zika.

ARTICLE 2 :

Le plan visé à l'article 1^{er} est mis en œuvre du 1^{er} mai au 30 novembre à compter de la date de signature du présent arrêté.

ARTICLE 3 :

Ce plan définit les modalités de la poursuite des surveillances épidémiologiques et entomologiques liées au moustique « tigre » (*Aedes albopictus*), du renforcement de la lutte contre ce vecteur et de l'information des maires, du grand public et des professionnels de santé. Les modalités de mise en œuvre du plan anti-dissémination du chikungunya de la dengue et du zika figurent en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 4 : *Les acteurs de la mise en œuvre du plan*

▪ L'agence régionale de santé a en charge la coordination régionale du plan anti-dissémination du chikungunya, de la dengue et du zika, la veille sanitaire et la surveillance épidémiologique (assurée par la CIRE-Santé Publique France) et le déclenchement des actions de lutte autour des cas suspects ou confirmés de chikungunya, de la dengue et du zika ;

- Le conseil départemental a en charge la surveillance entomologique et la lutte contre la prolifération du moustique *Aedes albopictus* sur le territoire départemental. Il a confié cette action à l'Entente Inter Départementale Méditerranée (EID Med, opérateur public).
- Les communes sont chargées, chacune en ce qui concerne leur territoire respectif, des opérations rentrant dans le cadre de la lutte contre la prolifération du moustique *Aedes albopictus*, dont la mobilisation de leurs administrés.
- L'ensemble des acteurs précités, chacun pour ce qui le concerne, est en charge de l'information et la communication.

ARTICLE 5 : *Les modalités d'intervention de l'opérateur public sur les propriétés privées*

En fonction des résultats liés à la surveillance entomologique et épidémiologique, il peut être nécessaire de réaliser des interventions autour des lieux fréquentés par des cas autochtones ou suspects importés virémiques (cas de menace pour la santé humaine).

En cas de nécessité de procéder aux actions qui leur incombent, les agents de l'opérateur public (EID) sont autorisés à pénétrer avec leur matériel dans les propriétés publiques et privées, même habitées, après que les propriétaires, locataires, exploitants ou occupants en auront été avisés.

En cas de refus ou de difficulté d'accéder à une propriété privée, et compte tenu du caractère d'urgence sanitaire que revêt cette intervention, une mise en demeure préfectorale est faite en mairie et l'intervention des agents de l'opérateur public est réalisée à l'expiration d'un délai de 24 heures. L'accès dans les lieux par un agent de direction ou d'encadrement du service du département ou de l'opérateur public (EID) est permis avec assistance du maire et du commissaire de police ou du chef de brigade de gendarmerie ou de leurs délégués. Procès-verbal sera dressé.

ARTICLE 6 : *Bilan annuel de la campagne de lutte anti-vectorielle*

Au plus tard le trente et un décembre de l'année en cours, le conseil départemental adressera au préfet et au directeur général de l'agence régionale de santé, le bilan de la campagne de surveillance entomologique conduite dans l'année qui devra comporter les éléments suivants :

- Résultats de la surveillance entomologique renforcée et présentation sous forme cartographique de ces résultats ;
- Produits insecticides utilisés : nom commercial, composition en substances actives, doses de traitement, quantités utilisées sur le département ;
- Liste et cartographie des zones traitées, nombre de traitements par zone ;
- Le cas échéant, résultats des études sur la résistance des moustiques vecteurs locaux aux insecticides ;
- Résultats des mesures d'indices larvaires réalisées dans ce cadre ;
- Difficultés rencontrées pour la mise en application de l'arrêté et présentation des axes d'amélioration à apporter pour les opérations à venir ;
- Le cas échéant, bilan de l'incidence des opérations de traitement récurrentes dont la zone d'influence se situe en zone Natura 2000.

ARTICLE 7 :

L'arrêté préfectoral n°2017-153-003 du 2 juin 2017 ci-dessus visé est abrogé.

ARTICLE 8 : *Publication et affichage*

Le présent arrêté sera affiché dans les mairies du département des Alpes-de-Haute-Provence et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

ARTICLE 9 :

La Secrétaire Générale de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, la sous-préfète de l'arrondissement de Barcelonnette, le sous-préfet de l'arrondissement de Castellane, la sous-préfète de l'arrondissement de Forcalquier, le président du Conseil Départemental des Alpes-de-Haute-Provence, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Monsieur le directeur général de l'agence régionale de santé de PACA, Madame la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, les maires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire générale,



Myriam GARCIA



Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2018-088-004

**PLAN DE LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DES MALADIES VECTORIELLES
TRANSMISES PAR AEDES ALBOPICTUS : CHIKUNGUNYA, DENGUE ET ZIKA**

dans le département des Alpes de Haute-Provence

POUR 2018

SOMMAIRE

| | | |
|----------|--|----|
| 1. | ENJEU SANITAIRE..... | 3 |
| 2. | LES DIFFÉRENTS NIVEAUX DU PLAN..... | 4 |
| 3. | MISSIONS DES ACTEURS DU PLAN..... | 5 |
| 3.1. | LE RÔLE DES PARTENAIRES DANS LE PLAN D’ACTION..... | 5 |
| 3.1.1. | Le rôle de l’État..... | 5 |
| 3.1.2. | Le rôle de l’agence régionale de santé (ARS)..... | 5 |
| 3.1.3. | Le rôle du conseil départemental..... | 6 |
| 3.1.4. | Le rôle des communes..... | 7 |
| 3.1.5. | Le rôle des établissements de santé..... | 7 |
| 3.2. | SURVEILLANCE HUMAINE..... | 7 |
| 3.2.1. | Cas suspects importés :..... | 8 |
| 3.2.2. | Cas suspects autochtone :..... | 9 |
| 3.2.3. | Cas autochtone confirmé :..... | 9 |
| 3.3. | SURVEILLANCE ENTOMOLOGIQUE..... | 10 |
| 3.3.1. | Surveillance de la progression du vecteur..... | 11 |
| 3.3.2. | Surveillance renforcée..... | 14 |
| 3.4. | MESURES DE LUTTE CONTRE LE VECTEUR..... | 14 |
| 3.4.1. | Actions de lutte anti-vectorielle (LAV)..... | 14 |
| 3.4.1.1. | Contenu des actions :..... | 14 |
| 3.4.1.2. | Définition des opérations et substances actives utilisables en LAV..... | 15 |
| 3.4.2. | Actions de lutte par les communes..... | 16 |
| | DISPOSITIF DE COMMUNICATION ET DE MOBILISATION SOCIALE..... | 17 |
| | Auprès des voyageurs..... | 17 |
| | Auprès du grand public..... | 17 |
| | Auprès des maires du département..... | 18 |
| | Auprès des professionnels de santé du département..... | 18 |
| | Auprès de la chambre d’agriculture et du service eaux et milieux naturels de la DDT..... | 19 |
| | ANNEXES..... | 20 |
| | Sigles..... | 21 |
| | Les niveaux de gestion du plan..... | 22 |
| | Récapitulatif des actions à mener en fonction des niveaux du plan..... | 24 |
| | Descriptif des modes opératoires associés aux différents niveaux de plan..... | 30 |
| | Synthèse des actions à mener par les opérateurs..... | 32 |
| | Protocole d’intervention LAV autour d’un cas suspect ou confirmé de dengue, de chikungunya et de zika...33 | |
| | Protocole d’investigation d’un cas..... | 34 |
| | Les supports de communication..... | 36 |
| | Dispositif de toxicovigilance..... | 37 |
| | Liste des points d’entrée régionaux..... | 38 |

1. ENJEU SANITAIRE

L'endémicité de la dengue dans de nombreux pays et territoires, et l'émergence du chikungunya en 2005 dans les îles de l'Océan indien et en 2013-2014 dans la zone Amérique, tout comme celle du zika depuis 2015 en Amérique du Sud, témoignent d'une capacité très importante d'implantation de ces maladies, dès lors que le moustique qui les transmet (appelé vecteur) est présent et que la population n'est pas immunisée.

Ces maladies sont transmises à l'homme par les moustiques du genre *Aedes* qui se concentrent dans les zones urbanisées. Leur symptomatologie pénible et souvent très invalidante se traduit par des douleurs articulaires pouvant durer plusieurs mois dans le cas du chikungunya. Aucun vaccin ni traitement curatif spécifique ne sont aujourd'hui disponibles ni pour le chikungunya ni pour le zika. Des cas de complication médicale ont été rapportés et quelques décès leur sont imputables.

Le moustique *Aedes albopictus* a connu une expansion rapide de son aire géographique dans les trente dernières années, à la faveur du développement des transports internationaux, notamment de pneus. En France, les moustiques vecteurs de ces pathologies (*Aedes albopictus* ou autre) sont présents et durablement installés dans les collectivités de l'océan et du Pacifique et les départements français d'Amérique. En métropole, la présence d'*Aedes albopictus* est désormais confirmée dans 33 départements. Le risque que des personnes en incubation ou malades transportent ces virus est lié au fait que le nombre de pays touchés est important et en progression et que les échanges internationaux ne cessent de croître.

Le déclenchement d'une épidémie dans une population sans aucune immunité ne dépend pas seulement de la présence du vecteur dans un territoire, mais de sa densité, de sa capacité à transmettre les virus, des modes de vie, de la capacité des individus et des collectivités à lutter contre la prolifération des gîtes larvaires, des moyens individuels permettant de se protéger contre les piqûres de moustiques.

Le risque d'extension du chikungunya, de la dengue et du zika, à partir de cas importés de ces maladies en métropole est réel. En région PACA, quatre cas de transmissions autochtones de ces maladies ont pu être observés en 2010 (2 cas de dengue et 2 cas de chikungunya), un cas de dengue en 2013, quatre cas de dengue en 2014, dix-sept cas de chikungunya en 2017 démontrant la réalité d'une chaîne de transmission locale à partir de cas importés. Ces éléments justifient que des mesures de prévention soient prises.

Les détails relatifs à l'historique, aux textes réglementaires de référence et à la situation actuelle du département des Alpes de Haute-Provence sont consultables dans le rapport présenté au CODERST le 15 mars 2018.

1. LES DIFFÉRENTS NIVEAUX DU PLAN

Ils sont définis par la circulaire n° DGS/RI1/2015/125 du 16 avril 2015 mettant à jour le guide relatif aux modalités de mise en œuvre du plan anti-dissémination du chikungunya et de la dengue en métropole

Cette circulaire vise à préciser les modalités concrètes associées au plan et décrit les mesures de surveillance et de gestion à mettre en œuvre en France métropolitaine. Ces mesures ont pour objectif la réalisation rapide et coordonnée d'actions de contrôle du vecteur quand il est présent et de protection des personnes, de façon graduelle et proportionnée au risque.

Cette circulaire classe le risque en **6 niveaux** (de 0 à 5) :

→ **Niveau *albopictus* 0**

0.a absence d'*Aedes albopictus*.

0.b présence contrôlée (observation d'introduction suivie de traitement puis d'une élimination ou d'une non-prolifération du moustique).

→ **Niveau *albopictus* 1**

Aedes albopictus implantés et actifs.

→ **Niveau *albopictus* 2**

Aedes albopictus implantés et actifs et présence d'un **cas humain autochtone** confirmé de transmission vectorielle de Chikungunya ou de Dengue.

→ **Niveau *albopictus* 3**

Aedes albopictus implantés et actifs et présence d'un **foyer** de cas humains autochtones (Définition de foyer : au moins 2 cas groupés dans le temps et l'espace).

→ **Niveau *albopictus* 4**

Aedes albopictus implantés et actifs et présence de **plusieurs foyers** de cas humains autochtones (foyers distincts sans lien épidémiologique ni géographique entre eux).

→ **Niveau *albopictus* 5**

Aedes albopictus implantés et actifs et **épidémie**.

5.a répartition diffuse de cas humains autochtones sans foyers individualisés.

5.b **épidémie sur une zone élargie avec un taux d'attaque élevé** qui dépasse les capacités de surveillance épidémiologique et entomologique mises en place pour les niveaux antérieurs et nécessite une adaptation des modalités de surveillance et d'action.

Tous les départements métropolitains sont concernés par cette circulaire, toutefois, les zones géographiques présentant un potentiel de développement élevé d'*Aedes albopictus* sont en particulier les régions **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, Occitanie et Corse.

NB : Cette circulaire définit notamment les mesures de gestion en fonction des niveaux de risque (Cf. Annexes).

En début de saison, le département des Alpes de Haute-Provence est placé au **niveau 1** du plan.

2. MISSIONS DES ACTEURS DU PLAN

Le plan anti-dissémination du chikungunya, de la dengue et du zika s'articule autour des axes de travail suivants :

- Le rôle des partenaires du plan ;
- la surveillance épidémiologique ;
- la surveillance entomologique ;
- les mesures de lutte contre le vecteur ;
- le dispositif de communication.

2.1. LE RÔLE DES PARTENAIRES DANS LE PLAN D'ACTION

2.1.1. Le rôle de l'État

Le préfet est responsable sur son département de la mise en œuvre du plan de lutte anti-dissémination du chikungunya et de la dengue. Un protocole départemental définit les modalités de délégation de l'exercice de cette mission à l'ARS.

Les services de la DREAL (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) ont en charge le contrôle du respect des réglementations relatives à l'usage des produits biocides.

La direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) sera tenue informée au préalable des actions de lutte anti-vectorielles, les traitements de lutte anti-vectorielle touchant potentiellement des zones de culture et d'élevage.

De par les missions qui relèvent de sa compétence, La DDCSPP peut à tout moment contrôler l'impact éventuel de ces traitements sur ces parcelles, notamment celles cultivées en agriculture biologique.

2.1.2. Le rôle de l'agence régionale de santé (ARS)

Rôle du siège de l'ARS :

Une instance de coordination régionale pilotée par l'ARS est mise en place.

- Composition : ARS (Siège et délégations départementales), conseils départementaux, opérateur de lutte.

Son rôle consiste en :

- La coordination et l'animation des acteurs du plan anti-dissémination du chikungunya, de la dengue et du zika sur le territoire régional ;
- L'harmonisation des actions anti-dissémination du chikungunya, de la dengue et du zika sur le territoire régional ;
- La coordination du dispositif de communication sur l'ensemble de la région, eu égard aux compétences des conseils départementaux et de leur opérateur et en lien avec ces acteurs ;
- L'identification des difficultés rencontrées par les acteurs pour mener à bien le plan départemental de lutte contre la propagation des maladies vectorielles transmises par *Aedes albopictus* en région Provence Alpes-Côte d'Azur;

Plan départemental de lutte contre la propagation des maladies vectorielles transmises par *Aedes albopictus* 2018

Rôle de la plateforme régionale de réception des signaux sanitaires :

Réceptionne les signalements de cas suspects de chikungunya, de dengue et de zika de l'ensemble de la région et suit le protocole d'action correspondant au type de cas investigué : cas suspect importé ou autochtone.

Rôle de la Cellule d'Intervention en Régions Paca-Corse (Cire Sud) :

- Coordonne la surveillance épidémiologique ;
- Coordonne l'investigation des cas autochtones avec l'ARS ;
- Gère les différents résultats biologiques (résultats pour les cas signalés ; identification de résultats positifs pour des cas qui n'ont pas été signalés dans le cadre de la surveillance) ;
- Établit un bilan hebdomadaire des cas suspects signalés de chikungunya, de dengue et de zika et des cas confirmés (importés ou autochtones).

Rôle des délégations départementales de l'Agence régionale de santé (DDARS) :

Les DDARS animent la mise en œuvre du plan départemental anti-dissémination du chikungunya, de la dengue et du zika avec les partenaires institutionnels du département et leurs opérateurs.

En cas de survenue de cas confirmés autochtones, le préfet active la Cellule départementale de Gestion de Crise.

Lors des opérations de lutte anti-vectorielles, elles accompagnent les collectivités territoriales en tant que de besoin dans l'information des populations sur les enjeux sanitaires de la lutte anti-vectorielle.

2.1.3. Le rôle du conseil départemental

La gestion de la lutte opérationnelle anti-vectorielle relève des départements depuis la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Le conseil départemental fait appel en qualité d'opérateur public, à l'Entente Interdépartementale pour la démoustication du littoral méditerranéen (EID) pour la réalisation notamment de cette mission et des prestations suivantes :

- La mise en place d'un suivi entomologique pour le recensement du moustique « *Aedes albopictus* » (moustique tigre) ;
- La réalisation d'opérations de lutte anti-vectorielle (LAV) contre le moustique « *Aedes albopictus* » lors de cas avérés ou suspects conformément aux dispositions contenues dans le présent plan.

Dans ce cadre, le conseil départemental et son opérateur sont chargés de communiquer périodiquement à l'ARS tous les éléments d'information destinés à compléter sa connaissance du contexte local nécessaire à l'exercice de sa mission, notamment :

- Un rapport relatif à la description détaillée du réseau de surveillance entomologique mis en place, comportant en particulier la localisation géographique des pièges pondoirs installés ;
- Un bilan mensuel des modifications (nombre et localisation des pièges pondoirs), du fonctionnement (périodicité des relevés) et des résultats de la surveillance entomologique effectuée par l'opérateur du conseil départemental ;
- Un rapport circonstancié sur les éventuelles actions ciblées et adaptées de démoustication.

Enfin, le conseil départemental, en cas de délégation de son opérateur, informe au préalable des opérations de démoustication les maires des territoires concernés par une opération de traitement ainsi que le groupe de défense sanitaire apicole départemental.

2.1.4. Le rôle des communes

Les communes participent au contrôle de la salubrité publique, et à ce titre, doivent signaler au conseil départemental les zones présentant des facteurs de risques de présence d'*Aedes albopictus*. À partir de l'examen des signalements des services communaux et des particuliers, des zones complémentaires de surveillance entomologique pourront être définies.

De plus, les communes ont en charge la suppression des gîtes larvaires dans les lieux publics et doivent garantir le respect des mesures de polices générale et spéciale en matière de salubrité publique (notamment les articles L 2212-2, 2213-29, 2321-2, 2542-3 et 2542-4 du CGCT et articles 36, 37 et 121 du RSD).

2.1.5. Le rôle des établissements de santé

Les établissements de santé prennent en charge les malades atteints de chikungunya ou de dengue ou de zika. À ce titre, ils constituent des lieux dits « sensibles » pour lesquels des dispositions spécifiques doivent être prises afin de limiter la dissémination des virus transmis par *Aedes albopictus*.

Les établissements doivent adopter une attitude de prévention se traduisant notamment par la mise en place de :

- Un programme de surveillance et de lutte anti-vectorielle (repérage et élimination mécanique des gîtes larvaires, traitement par un opérateur conformément aux dispositions prévues par le ou les arrêtés préfectoraux relatifs à la lutte contre les moustiques en application et dans les conditions de la loi n°64-1246 du 16 décembre 1964, etc.),
- Un plan de protection des usagers et des personnels contre les piqûres de moustiques (moustiquaires, diffuseurs, etc.),
- Un plan d'information et de formation des personnels de l'établissement avec, au besoin, l'appui de l'ARS : à la fois des personnels de maintenance notamment pour la lutte anti-vectorielle et des personnels de santé susceptibles d'intervenir dans le domaine de l'éducation à la santé (maternité, médecine néonatale et réanimation infantile, urgences, etc.)
- Un renforcement des mesures de précautions standard lors des soins afin d'éviter tout accident d'exposition au sang ou transmission nosocomiale.

2.2. SURVEILLANCE HUMAINE

Cette surveillance se met en place à partir du niveau d'alerte 1. Elle a pour objectif d'éviter la survenue de cas autochtone à partir d'un cas importé virémique de chikungunya, de dengue ou de zika. Il s'agit d'une surveillance renforcée pendant toute la durée d'activité du vecteur *Aedes Albopictus* (du 1^{er} mai au 30 novembre).

Ceci passe par le repérage précoce des cas suspects importés de chikungunya, de dengue ou de zika.

Dans le département où le vecteur *Aedes albopictus* est présent, un dispositif local d'alerte est mis en œuvre pour signaler les cas suspects à l'ARS. Ce dispositif joue un rôle essentiel et a pour but de prévenir ou de limiter l'instauration d'un cycle de transmission virale autochtone.

Plan départemental de lutte contre la propagation des maladies vectorielles transmises par *Aedes albopictus* 2018

Il s'appuie sur l'ensemble des médecins de ville et hospitaliers ainsi que sur les laboratoires d'analyses de biologie médicale de ville, hospitaliers, les laboratoires CERBA et BIOMNIS et le centre national de référence (CNR) des arboviroses de Marseille (IRBA).

Ainsi pour tous les cas suspects importés de chikungunya, de dengue ou de zika, il y aura une demande d'examen biologique spécifique (sérologie et/ou PCR) prescrite par un médecin. Cette demande sera assortie d'une fiche de signalement et de renseignements cliniques, disponible sur le site Santé Publique France. Cette fiche peut être remplie par le laboratoire en collaboration avec le médecin prescripteur qui procède à l'analyse. Une fois cette fiche remplie, elle doit être envoyée immédiatement à l'ARS soit par fax soit par courriel.

Pour chaque signalement l'ARS va effectuer une enquête épidémiologique dont vont découler différentes mesures détaillées ci-après spécifiques du type de cas investigué.

2.2.1. Cas suspects importés :

L'ARS vérifie auprès du patient la date des premiers signes cliniques et la date d'arrivée dans le département afin d'évaluer le risque de transmission.

Si le risque de transmission est infirmé, patient non virémique dans le département, le patient ne présente aucun risque de transmission autochtone, le signalement est classé et il ne donne pas lieu à une investigation entomologique.

Si le risque de transmission est confirmé, c'est-à-dire si le patient est ou a été virémique dans le département, alors le signalement est géré selon les modalités ci-dessous.

L'ARS :

- Vérifie auprès du patient la date de début de ses symptômes, et la date de son arrivée dans un département de niveau 1 afin d'évaluer le risque de transmission. En effet c'est uniquement lors la période de virémie, c'est-à-dire de 2 jours avant le début des symptômes jusqu'à 7 jours après, qu'une personne si elle se fait piquer par un moustique tigre, peut transmettre le virus à une autre personne et être à l'origine d'un cas autochtone.
- Questionne le patient sur les différents lieux fréquentés depuis son arrivée pendant sa période de virémie.
Conseille au patient de rester confiné ou de se protéger des moustiques pendant la phase virémique.
- Trace les différents lieux fréquentés par le patient durant sa période de virémie sur l'application Voozarbo
- Informe via l'interconnexion Voozarbo - SI-LAV l'opérateur public de démoustication du conseil départemental de l'ensemble de ces déplacements afin qu'une investigation entomologique soit diligentée sans délai.

L'opérateur du conseil départemental, en fonction de sa connaissance du terrain :

- Propose des prospections entomologiques sur les lieux fréquentés par le patient suspect importé virémique ;
- En fonction des résultats de cette prospection, s'il évalue qu'un traitement LAV de tout ou partie de ces lieux investigués est nécessaire, il en informe le conseil départemental et l'ARS ;

Plan départemental de lutte contre la propagation des maladies vectorielles transmises par *Aedes albopictus* 2018

- Après l'accord d'intervention donné par le conseil départemental, il informe ce dernier et l'ARS de la date du traitement en précisant les quartiers concernés ;
- Une fois l'intervention réalisée, saisit sous SI-LAV le bilan du traitement LAV.

Le conseil départemental, ou son opérateur public de démoustication par délégation, informe :

- Le(s) maire(s) de(s) commune(s) concernée(s) afin qu'il soit procédé à une information des riverains des quartiers concernés ;
- la fédération régionale des groupements de défense sanitaire (FRGDS - Apiculteurs).

L'ARS :

Accompagne, le cas échéant, le maire en matière de communication des enjeux sanitaires liés à la lutte anti-vectorielle pour prévenir une épidémie de chikungunya, de dengue ou de zika dans le département.

En effet, les opérations de lutte anti-vectorielle sont encore mal connues de la population métropolitaine et cet accompagnement a pour objectif de favoriser la bonne compréhension et l'acceptation de ces opérations.

2.2.2. Cas suspects autochtone :

Le signalement des cas suspects autochtones de chikungunya, de dengue ou de zika n'est pas demandé. Cependant, en cas de signes cliniques très évocateurs, une demande de diagnostic biologique est laissée à l'appréciation du médecin. En cas de résultat biologique positif, le cas doit être signalé immédiatement à l'ARS. Le cas sera investigué par l'ARS et la Cire et une confirmation biologique sera demandée au CNR.

2.2.3. Cas autochtone confirmé :

À réception des résultats du CNR confirmant la présence d'un cas autochtone, l'ARS et la Cire :

- Informent immédiatement le conseil départemental et son opérateur afin de mettre en place une prospection entomologique et des actions de lutte anti-vectorielle au niveau des lieux fréquentés par le patient depuis la période supposée de contamination, notamment désinsectisation autour de la (ou des) résidence(s) et des propriétés avoisinantes ;
- Informent le patient (cas autochtone) des résultats positifs et recommandent pendant toute la durée de la phase virémique : l'isolement à domicile et la nécessité de se protéger, ainsi que son entourage des piqûres du moustique (répulsifs, vêtements couvrants, moustiquaires... etc.) pour stopper toute dissémination ;

la DGS organise une réunion avec l'ensemble des partenaires concernés (préfet, ARS Santé Publique France, Cire, CNR, conseil départemental et son opérateur) et prend la décision d'un passage au niveau de risque 2 du plan.

Dès passage au niveau 2, l'ARS et la Cire :

- Mettent en place une recherche active de cas dans l'entourage géographique du patient. L'objectif est d'identifier d'autres cas autochtones qui n'auraient pas encore été signalés ;

Plan départemental de lutte contre la propagation des maladies vectorielles transmises par *Aedes albopictus* 2018

- Informent et sensibilisent le voisinage sur le risque de contamination autochtone, sur l'élimination des gîtes larvaires potentiels, et sur les traitements anti larvaires ou adulticides qui seront conduits dans le quartier ;
- Alertent par courrier les médecins libéraux et hospitaliers ainsi que les biologistes du secteur sur la présence d'un cas autochtone et la nécessité de signaler tout nouveau cas suspect à la plateforme de l'ARS, y compris autochtone ;
- Informent la DREAL et le centre antipoison des mesures de lutte retenues.

Le préfet active et préside la cellule de gestion départementale

L'ARS :

- Réunit, sous l'autorité du préfet, la cellule départementale de gestion comportant les différents acteurs concernés (préfet, Cire, conseil départemental, opérateur) par la gestion de la situation afin de définir et coordonner des actions à mettre en œuvre en termes de lutte anti-vectorielle, de prise en charge et de communication ;
- Informe la DGS des mesures décidées. Cette dernière peut être sollicitée pour un appui à la gestion de la situation et à la communication si besoin.

Le retour au niveau albopictus 1 intervient 45 jours après la date de début des signes cliniques du dernier cas déclaré ou plus tard si la situation épidémiologique ou entomologique le justifie.

2.3. SURVEILLANCE ENTOMOLOGIQUE

Cette surveillance est pratiquée pendant la période d'activité du moustique vecteur : *Aedes Albopictus*, et s'étend en principe du 1^{er} mai au 30 novembre.

Objectifs :

- Surveiller la progression géographique du moustique par un réseau de pièges pondoirs sentinelles mis en place dans l'ensemble du département.
- Dans les zones reconnues colonisées, évaluer le degré d'implantation du moustique par une surveillance renforcée.

La surveillance entomologique d'un département classé au niveau albopictus 1, a pour objectif de délimiter la zone colonisée connue, d'estimer la densité des vecteurs et de suivre l'efficacité des actions de contrôle et de prévention. Elle permet également de surveiller l'arrivée d'autres moustiques invasifs vecteurs de chikungunya, de dengue, de zika ou d'autres maladies vectorielles.

Responsable de l'action : le prestataire du conseil départemental, en vertu des responsabilités confiées aux collectivités territoriales en matière de démoustication, et plus particulièrement de prospection.

Contenu de l'action :

- Suivi de la progression géographique du moustique au moyen de pièges pondoirs sentinelles.
- Transmission à la DGS et à l'ARS, chaque mois entre le 1^{er} mai et le 30 novembre, d'un bilan relatif à la surveillance de l'*Aedes albopictus*, permettant d'adapter les zones de lutte à la réalité de la présence du vecteur.

Plan départemental de lutte contre la propagation des maladies vectorielles transmises par *Aedes albopictus* 2018

2.3.1. Surveillance de la progression du vecteur

Responsable de l'action : Le conseil départemental ou son opérateur de démoustication par délégation.

Contenu de l'action :

- Suivi de la progression géographique du moustique au moyen de pièges pondoirs sentinelles.
- Transmission à la DGS et à l'ARS, chaque mois entre le 1er mai et le 30 novembre, d'un bilan relatif à la surveillance de l'*Aedes albopictus* permettant d'adapter les zones de lutte à la réalité de la présence du vecteur.

Depuis 2015, 32 communes (16%) sont colonisées, représentant 67 % de la population.

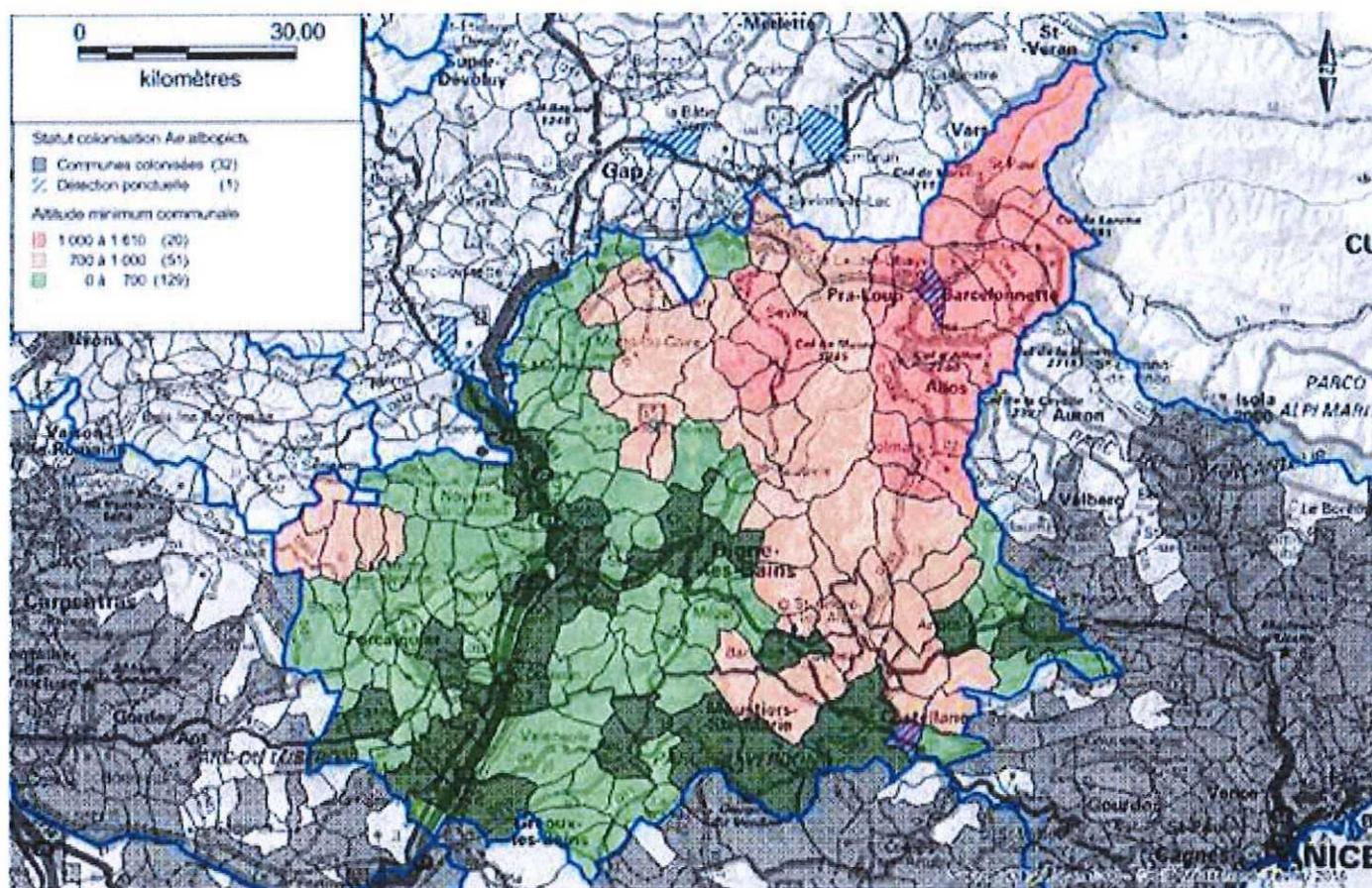
Plan départemental de lutte contre la propagation des maladies vectorielles transmises par *Aedes albopictus* 2018

Liste des 32 communes colonisées :

Aiglun
Annot
Barrême
Castellane
Cereste
Château-Arnoux
Digne les Bains
Entrevaux
Forcalquier
La Garde

Gréoux-les-Bains
Mailjai
Manosque
Moustiers-Ste Marie
L'Escale
Les Mées
Mallemoisson
Mison
Oraison
Peipin
La Palud sur Verdon
Peyruis

Pierrevert
Puimoisson
Reillanne
Riez
Rougou
Sisteron
Ste Tulle
Villeneuve
Volonne
Volx

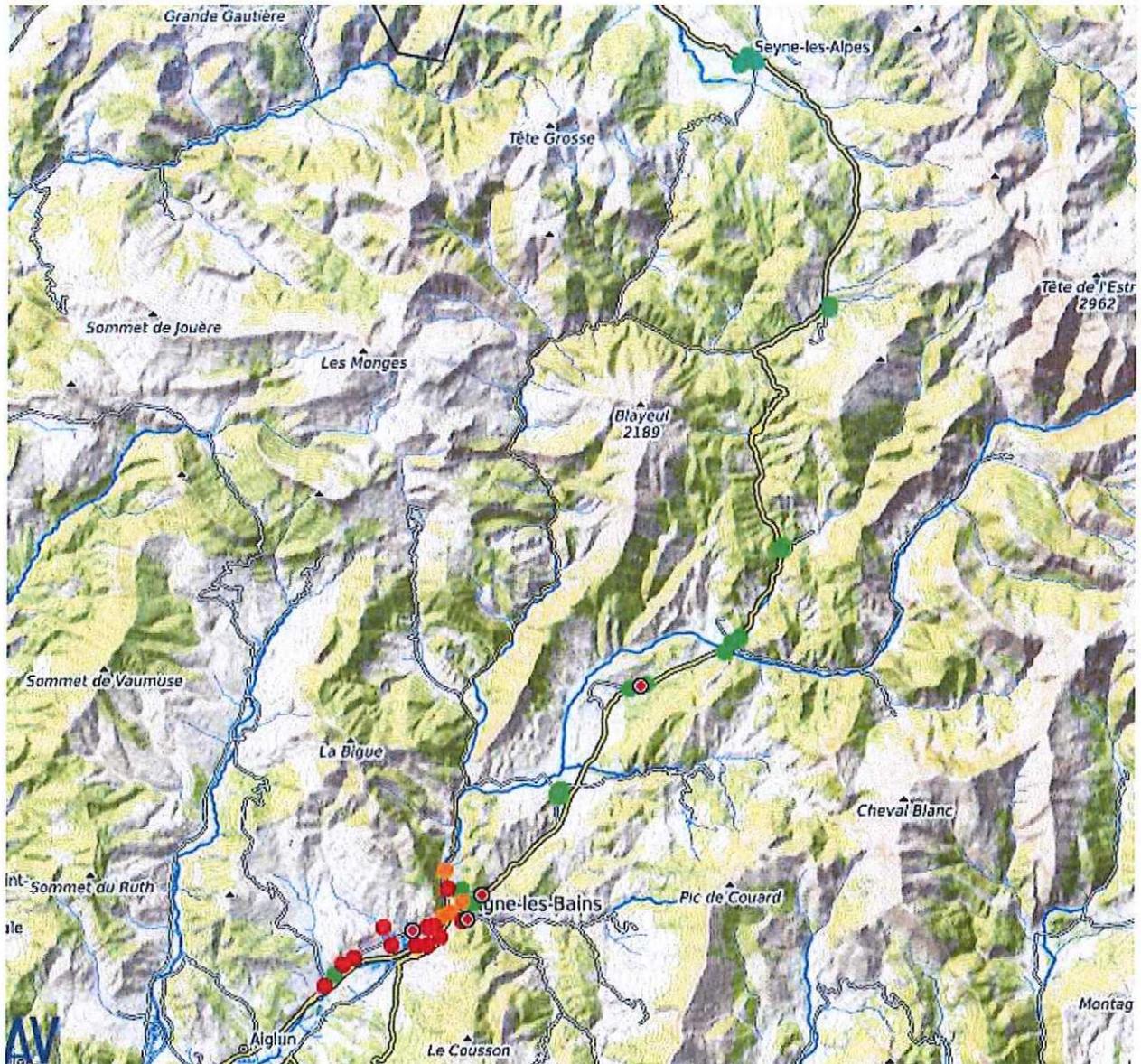


Etat de colonisation des Alpes de Haute Provence par *Aedes albopictus* et altitude minimum des communes. Les communes en vert ont une altitude minimum inférieure de 700 m, les communes en orange ont une altitude minimum comprise entre 700 et 1000 m d'altitude, les communes en rouge ont une altitude minimum supérieure à 1000m.

En 2017, afin de vérifier la capacité d'adaptation de cette espèce à l'altitude, un transect altitudinal de 20 pièges pondoirs est disposé entre les communes de Digne-Les-Bains (524m) et de Seyne (1100m).

Un réseau dense de 22 pièges pondoirs est également déployé dans la ville de Digne-les-Bains, afin d'appréhender la capacité de développement et la dynamique saisonnière de cette espèce dans une ville des Préalpes située à 524 mètres d'altitude.

Répartition géographique et résultats des 20 pièges pondoirs du réseau altitudinal en 2017



Légende :

| | | | | |
|--|--|--|--|---------------|
| | | Toujours négatif | | Piège pondoir |
| | | Anciennement positif | | Piège adultes |
| | | Nouvellement positif | | Gîte |
| | | plusieurs fois positifs dont le jour de fin choisi | | |

Répartition géographique et résultats des 22 pièges pondoirs du réseau de la commune de Digne-les-Bains en 2017.



En 2018, le réseau de surveillance sera adapté en fonction des résultats des années précédentes.

- 17 pièges du réseau altitudinal relevés 12 fois en 2 ans = soit 204 relevés.
- 1 seul relevé positif situé dans la commune du Brusquet.

En conclusion, la présence d'*aedes albopictus* est anecdotique sur ce réseau. A ce jour, l'espèce ne parvient pas à s'implanter dans les petites communes peu fréquentées situés au-dessus de 700 mètres d'altitude.

La surveillance de la progression de l'espèce est fixée comme suit pour la saison 2018 :

- Maintien du réseau dense de 22 pièges pondoirs déployé dans la ville de Digne-les-Bains. Les pièges pondoirs positionnés à Digne-les-Bains permettent de connaître la période d'activité du moustique.
- Déploiement d'un réseau d'une dizaine de pièges pondoirs dans la ville de Barcelonnette, afin de savoir si l'espèce est implantée dans cette « grande commune » encore non colonisée et entièrement située à plus de 1100 mètres d'altitude. L'espèce a ponctuellement été détectée à Barcelonnette.

2.3.2. Surveillance renforcée

Responsable de l'action : L'opérateur de démoustication du conseil départemental.

Contenu de l'action :

- Surveillance renforcée par évaluation du degré d'implantation du moustique dans les zones reconnues colonisées, par mesures d'indices larvaires, captures d'adultes, densification du réseau de pièges-pondoirs, ou par des prospections sur le domaine public ou privé ;
- Information permanente de l'ARS, des services du conseil départemental, ainsi que des services des villes concernées sur la présence et les densités vectorielles observées ;
- Transmission en fin de saison d'un bilan relatif à cette surveillance renforcée.

2.4. MESURES DE LUTTE CONTRE LE VECTEUR

Objectifs opérationnels sur les communes où la présence du vecteur est avérée :

- Limiter la densification et l'expansion géographique du moustique en vue de protéger la population des risques vectoriels et de réduire le risque de transmission virale en cas de circulation du virus du chikungunya, la dengue ou du zika;
- Agir autour des cas suspects et confirmés importés et des cas autochtones confirmés de dengue, de chikungunya ou de zika en vue d'éviter l'apparition et l'installation d'un cycle de transmission autochtone.

2.4.1. Actions de lutte anti-vectorielle (LAV)

Responsable des actions : le conseil départemental ou son opérateur public de démoustication, par délégation.

1.1.1.1. Contenu des actions :

Prospection :

Le département étant classé par arrêté interministériel du 26 août 2008 dans la liste des départements où la présence du moustique présente une menace pour la santé, le conseil départemental (par son opérateur) met en place un dispositif de surveillance en dehors des zones déjà reconnues infestées. Lorsque le Conseil départemental (ou son opérateur) est informé de sa présence dans un nouveau secteur, des prospections complémentaires peuvent être réalisées dans l'environnement du lieu d'identification. Ces prospections visent à déterminer l'implantation spatiale du vecteur ;

Le conseil départemental par l'intermédiaire de son opérateur, informe alors la DDARS des nouvelles localisations de foyers d'*Aedes albopictus*.

Travaux et traitements dans les zones où la présence du moustique le nécessite :

Le conseil départemental entreprend ou fait réaliser par son opérateur les travaux et traitements de démoustication adaptés :

- Soit pour limiter la prolifération des populations d'*Aedes albopictus* par suppression ou traitement des gîtes larvaires ;

- Soit pour diminuer la densité vectorielle dans l'environnement des cas confirmés ou suspects de dengue, de chikungunya ou de zika, à la demande de la DDARS par traitement adulticide et suppression des gîtes larvaires.

Information :

Le conseil départemental, ou son opérateur par délégation, informe au préalable les maires et les habitants des zones sur lesquelles auront lieu les opérations de lutte anti-vectorielle et des pratiques permettant de réduire le risque de développement du vecteur (suppression des eaux dans gîtes larvaires).

Les interventions de l'opérateur du conseil départemental peuvent être mises en œuvre tant dans le domaine public que dans le domaine privé.

Dans le cadre de la conduite de ces opérations, le conseil départemental et son opérateur s'appuient en tant que de besoin sur les mairies pour réaliser ces interventions notamment dans les situations où il doit être fait usage des pouvoirs de police du maire en matière de salubrité et de gestion des déchets.

Contrôle :

Le conseil départemental s'assure, par l'intermédiaire de son opérateur, après tout traitement, de la bonne réalisation et de l'efficacité des mesures entreprises.

Les actions de ce contrôle portent notamment sur :

- La mise en œuvre des mesures de traitement de LAV adulticide autour des sites ou à séjourné un patient suspecté de virémie (dengue, chikungunya ou zika) lorsque la présence d'*Aedes albopictus* a été confirmée sur place par les agents de l'opérateur ;
- Les mesures de lutte anti-larvaire mises en œuvre (action mécaniques ou chimique) complémentaires aux opérations de LAV, si jugées nécessaires, afin d'éviter la prolifération de vecteurs en situation de risque épidémiologique.

Les traitements réalisés feront l'objet d'un compte-rendu d'intervention qui sera remis au conseil départemental et à la DDARS.

Traçabilité (SI-LAV) :

L'opérateur du conseil départemental saisit le résultat de ses interventions de traitement dans le SI-LAV (Système d'Information national relatif à la Lutte Anti-Vectorielle).

1.1.1.2. Définition des opérations et substances actives utilisables en LAV

Dès lors que des cas suspects importés ou des cas confirmés de dengue, de chikungunya ou de zika sont signalés dans des zones du département où le vecteur *Aedes albopictus* est présent, l'opérateur du Conseil départemental est autorisé à procéder aux opérations de lutte contre les moustiques définies par la loi 64-1246 modifiée du 16 décembre 1964 (notamment les articles 1 à 6) et par le décret 65-1046 modifié du 1^{er} décembre 1965.

A ce titre, les agents du service ou de l'organisme public chargé de la lutte anti-vectorielle pourront pénétrer avec leurs matériels dans les propriétés publiques et privées pour y entreprendre les actions et les contrôles nécessaires prévus à l'article 1^{er} de la loi susvisée du 16 décembre 1964.

Les substances actives autorisées utilisées par l'opérateur du département à échelle opérationnelle pour la démoustication sont celles autorisées pour la lutte anti vectorielle dans le cadre de la réglementation en vigueur sur les produits biocides.

Toutes substances actives pourront être utilisées à titre expérimental en milieux naturels, urbains et périurbains sur des surfaces limitées et sous réserve d'être notifiées et en cours d'examen au titre de la directive 98/8/CE modifiée pour le type de produit biocide « insecticides, acaricides et produits utilisés pour lutter contre les autres arthropodes » et qu'ils respectent l'ensemble des obligations réglementaires notamment :

- Les produits doivent être étiquetés de façon appropriée. Un guide de l'étiquetage des produits biocides à l'intention des professionnels responsables de la mise sur le marché des produits est disponible en ligne sur le site du MEDD ;
- La composition de produits doit être déclarée à l'I.N.R.S, ceci à des fins de toxicovigilance ;
- Les produits doivent être déclarés auprès du MEDD avant leur mise sur le marché.

Leur emploi est autorisé sans avis préalable. En cas de refus d'accès aux propriétés privées, les dispositions réglementaires en vigueur sont mises en œuvre et notamment l'article 5 de l'arrêté préfectoral dont ce plan constitue une annexe.

En présence de cultures dans le périmètre de l'intervention LAV, l'utilisation d'un produit biocide compatible avec l'agriculture biologique sera privilégiée mais reste soumise à l'appréciation de l'opérateur public de démoustication.

2.4.2. Actions de lutte par les communes

Ces actions correspondent à la mise en œuvre des mesures de polices générale et spéciale en matière de salubrité publique (notamment les articles L 2212-2, 2213-29, 2321-2, 2542-3 et 2542-4 du CGCT et articles 36, 37 et 121 du RSD).

Il s'agit là d'actions de lutte mécanique : suppression des gîtes larvaires dans les lieux publics (cimetières, établissements scolaires, jardins publics...) ou de lutte biologique par l'utilisation de larvicides autorisés.

En effet, le recours aux produits adulticides est réservé aux actions de LAV. L'emploi de ce type de produits adulticides à d'autres fins que de la lutte sanitaire (LAV) doit rester exceptionnel afin de limiter le développement de phénomènes de résistance aux substances utilisées pour lutter contre la dissémination du chikungunya, de la dengue ou de zika.

DISPOSITIF DE COMMUNICATION ET DE MOBILISATION SOCIALE

Auprès des voyageurs

Objectif : prévenir l'importation de cas de dengue, de chikungunya ou de zika en détectant les cas précocement importés, en sensibilisant les touristes qui vont voyager ou rentrent d'un voyage, sur la nécessité de signalement des symptômes à un médecin et sur les mesures de protection individuelle adéquates.

Responsable de l'action : ARS

Cibles : professionnels, publics et usagers

- En partance vers ou en provenance des pays d'endémie ;
- En partance de Paca si le niveau 3 du plan est atteint.

Supports : brochures et affiches réalisées par l'Agence Santé Publique France (ASPF) et la DGS
Ces documents à visée sanitaire seront mis à la disposition des voyageurs et professionnels du voyage dans le point d'entrée.

Contenu des actions :

- Rencontre avec les gestionnaires de l'aéroport pour diffusion des consignes ;
- Diffusion des signalétiques et documents adaptés ;
- Rappel des mesures à prendre pour l'identification de passagers malades ou suspects.

Auprès du grand public

Objectif : Favoriser la participation citoyenne et sensibiliser le grand public, en début de saison, aux gestes simples permettant de se protéger et d'éviter la prolifération des moustiques dont le moustique « tigre », en supprimant les gîtes larvaires.

Responsables des actions : Le Conseil départemental en concertation avec le Préfet, l'ARS avec l'appui des communes

Cibles : population générale, incluant les responsables de l'ensemble des établissements scolaires susceptibles d'abriter des gîtes larvaires.,.

Supports : plaquettes d'information, presse locale, sites internet des partenaires, jeux et supports éducatifs mis à disposition par les différents acteurs du plan et partenaires.

Contenu des actions :

- Diffusion des plaquettes d'information ;
- Affichage ;
- Rédaction d'encarts dans les revues locales ;
- Utilisation des relais et des partenariats de communication : mairies, centres sociaux, postes ;
- Sensibilisation des scolaires au risque lié à ces vecteurs et aux moyens de lutte mécanique, etc ...

Auprès des maires du département

Objectif : Rappeler l'importance de l'action des maires pour favoriser la mobilisation sociale et pour lutter contre la prolifération du moustique.

Responsables de l'action : le Préfet, le conseil départemental ou son opérateur, l'ARS.

Contenu des actions :

Les informer par une réunion en début de saison de la mise en place du dispositif de surveillance entomologique (pose de pièges pondoirs), de sa finalité et des territoires concernés :

- Sur les mesures de prévention de la prolifération des moustiques et une utilisation efficace et raisonnée des biocides anti moustiques pour éviter les phénomènes de résistance. Diffusion par le préfet du « référentiel régional pour la prévention de la prolifération des moustiques et une utilisation efficace et raisonnée des biocides anti moustiques » élaboré par la DREAL avec l'appui de l'ARS ;
- Sur les éléments de langage mis à leur disposition ;
- Sur les supports de communication existants ;
- Sur l'accompagnement aux opérations de lutte anti-vectorielle (LAV) :
 - Information préalable de la réalisation des opérations de démoustication (motif, heures, modalités de mise en œuvre, consignes à respecter par les habitants,...) conseil départemental, ou par délégation son opérateur ;
 - Information sur les produits utilisés, leurs impacts sur la santé humaine et animale, ainsi que sur l'environnement : ARS, l'opérateur du Conseil départemental, Centre antipoison et de toxicovigilance (CAP-TV) ;
 - Information sur la conduite à tenir face à des signes cliniques liés aux opérations de lutte anti-vectorielle : ARS ;
- Sur leur rôle moteur de la mobilisation sociale par des actions de communication à l'attention de leurs administrés.

Auprès des professionnels de santé du département

Objectif : mobiliser les professionnels de santé sur le risque de prolifération des virus par l'importation d'un ou de plusieurs cas virémiques

Responsable de l'action : ARS

Contenu des actions :

- Informations sur les signes cliniques des pathologies transmises par le vecteur ;
- Information sur les conduites à tenir face aux cas suspects ou confirmés de dengue, de chikungunya, ou de zika.

Public cible :

- Médecins généralistes ;
- Laboratoires ;
- Pharmacies ;
- Etablissements sanitaires.

Auprès de la chambre d'agriculture et du service eaux et milieux naturels de la DDT.

Objectif : Informer la chambre d'agriculture et le service eaux et milieux naturels de la D.D.T. des zones faisant l'objet d'opérations de lutte anti-vectorielle (LAV) aux fins d'évaluation des zones agricoles avec présences de cultures biologiques et des espaces naturels classés.

Responsable de l'action : Le conseil départemental, son opérateur, le Préfet, l'ARS et la DREAL.

Contenu des actions :

- Information préalable sur la saison de LAV et le plan anti dissémination des maladies vectorielles auprès des gestionnaires d'espaces naturels classés de la région PACA ;
- Information préalable de la réalisation des opérations de LAV (motifs, heures, modalités de mise en œuvre, consignes à respecter...) : conseil départemental, son opérateur ;
- Informations sur les produits utilisés et leurs impacts sur l'environnement : opérateur du Conseil départemental.

ANNEXES

Sigles

| acronyme | Signification |
|----------|--|
| ADEGE | Agence nationale pour la démoustication et la gestion des espaces naturels démoustiqués |
| ASPF | Agence Santé Publique France |
| CCI | Chambre de commerce d'industrie |
| CAVEM | Communauté d'agglomération de Var Estérel Méditerranée |
| CGCT | Code général des collectivités territoriales |
| CD | Conseil départemental |
| CIRE | Cellule interdépartementale et régionale d'épidémiologie |
| CNR | Centre national de référence |
| DGARS | Directeur général de l'agence régionale de santé |
| DGS | Direction générale de la santé |
| DREAL | Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement |
| DDARS | Délégation départementale de l'agence régionale de santé de PACA |
| EID(M) | Entente interdépartementale de démoustication (Méditerranée) |
| FRDGS | Fédération Régionale des Groupements de Défense sanitaire |
| IRBA | Institut de recherche biomédicale des armées |
| IRD | Institut de recherche pour le développement |
| MDO | Maladie à déclaration obligatoire |
| MEDD | Ministère de l'écologie et du développement durable |
| OPD | Opérateur public de démoustication |
| PCR | « Polymerase Chain Reaction » ou PCR (ou encore ACP pour Amplification en Chaîne par Polymérase) |
| RSD | Règlement sanitaire départemental |
| SCHS | Service communal d'hygiène et de santé |

Les niveaux de gestion du plan

En début de saison, le département se situe au niveau 1.

| | |
|---------------------|---|
| Niveau albopictus 0 | 0a absence d' <i>Aedes albopictus</i> 0b Présence contrôlée d' <i>Aedes albopictus</i> du 1 ^{er} mai au 30 novembre |
| Niveau albopictus 1 | <i>Aedes albopictus</i> implanté et actif |
| Niveau albopictus 2 | <i>Aedes albopictus</i> implanté et actif et présence d'un cas humain autochtone confirmé de transmission vectorielle de chikungunya ou dengue |
| Niveau albopictus 3 | <i>Aedes albopictus</i> implanté et actif et présence d'un foyer de cas humains autochtones (définition de foyer : au moins 2 cas groupés dans le temps et l'espace) |
| Niveau albopictus 4 | <i>Aedes albopictus</i> implanté et actif et présence de plusieurs foyers de cas humains autochtones (foyers distincts sans lien épidémiologique ni géographique entre eux) |
| Niveau albopictus 5 | <i>Aedes albopictus</i> implanté et actif et épidémie 5a répartition diffuse de cas humains autochtones au-delà des foyers déjà individualisés 5b épidémie sur une zone élargie avec un taux d'attaque élevé qui dépasse les capacités de surveillance épidémiologique et entomologique mises en place pour les niveaux antérieurs et nécessite une adaptation des modalités de surveillance et d'action. |

a.1 Sous-niveau albopictus 0b et retour au 0a

Le sous-niveau albopictus 0b (présence contrôlée) correspond à une observation d'œufs sur un piège pondoir ne permettant pas de conclure quant à l'implantation définitive de l'espèce ce qui entraîne le classement à ce sous-niveau.

Si aucune détection correspondant au classement au sous niveau albopictus 0b n'a lieu au cours de la saison, le département concerné repassera en niveau albopictus 0a pour la saison suivante.

a.2 Activation d'un niveau supérieur du plan

Pour passer en niveau albopictus 1, un département doit préalablement être classé sur la liste des départements où les moustiques constituent une menace pour la santé de la population. Cette liste est fixée par arrêté conjoint des ministres chargés de la santé et de l'environnement (arrêté du 26 août 2008 modifié, cf. III.6.) ou arrêté du ministre chargé de la santé (arrêté du 23 avril 1987).

Le DGS informe par courrier le préfet de département et l'ARS correspondante, de chaque changement de niveau (niveau albopictus 1 ou niveaux supérieurs). Le DGS envoie ce courrier aux destinataires précités dans un premier temps par courrier électronique, puis dans un deuxième temps par voie postale. Le DGS en informe la direction générale de la prévention des risques (DGPR).

A noter qu'à partir du niveau albopictus 1, l'analyse de risque intègre la surveillance humaine. Le niveau de risque s'applique à l'ensemble du département en se fondant sur le risque le plus élevé même si certaines communes du département font face à des situations différentes.

a.3 Retour au niveau albopictus 1

Le retour au niveau 1 (ou à tout niveau inférieur) dans un département intervient 45 jours après la date de début des signes du dernier cas humain déclaré, mais peut intervenir au-delà de ce délai en fonction de la situation entomologique et/ou épidémiologique. Cette durée correspond à deux fois le cycle moyen de transmission du virus depuis le repas infectant du moustique jusqu'à la fin de la virémie chez l'homme.

Ce changement de niveau est effectué par le DGS dans les mêmes conditions et par les mêmes modalités que celles de la mise en place.

Référence : instruction **DGS/RI1/2015/125 du 16 avril 2015** relative au plan anti-dissémination du chikungunya et de la dengue.

Récapitulatif des actions à mener en fonction des niveaux du plan

| TABLEAU RECAPITULATIF DES ACTIONS A MENER EN FONCTION DU NIVEAU DE RISQUE | | | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|---|----------------------|
| | Niveau 0a | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Niveau 4 | Niveau 5 a | Services « acteurs » |
| | Niveau 0b | | | | | Niveau 5 b | |
| Signalement et notification obligatoire de données individuelles après validation des cas confirmés | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | ARS |
| | | | | | | Non si prise d'un AM | |
| Signalement sans délai des cas suspects et probables importés et des cas probables autochtones (procédure accélérée du diagnostic) | Non | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | ARS |
| | | | | | | Non (relai par surveillance sentinelle dans la zone d'épidémie) | |
| Enquête épidémiologique sur les cas importés et autochtones | Non (oui si dépt en instance de classement) | Oui pour tous les cas Importés (suspects probables confirmés et probables autochtones) | Oui Avec recherche active des cas en péri domiciliaire | Oui Avec recherche active des cas en péri domiciliaire | Oui Avec recherche active des cas en péri domiciliaire | Oui pour nouveaux cas survenant en dehors des foyers existants | ARS |
| | | | | | | Non (oui pour les communes hors secteur épidémique) | |

| | Niveau 0a | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Niveau 4 | Niveau 5 a | Services « acteurs » |
|---|------------|----------|----------------------------|--|----------|--|----------------------|
| | Niveau 0 b | | | | | Niveau 5 b | |
| Recherche active de cas auprès des médecins généralistes et des LABM de la zone Concernée | Non | Non | Oui pour le cas autochtone | Oui | Oui | Oui activation progressive des dispositifs de surveillance sentinelle | ARS/Cire |
| | | | | | | Passage en surveillance sentinelle (oui pour communes hors secteur épidémique) | |
| Surveillance des passages aux urgences (RPU) (3) | Non | Non | Non | Oui à moduler selon la taille du foyer | Oui | Oui | Cire |
| Surveillance active des cas hospitalisés ou sévères (2) | Non | Non | Non | Non | Non | Oui | ARS |
| Surveillance des décès à partir des certificats de décès et données Insee | Non | Non | Non | Non | Non | Oui | Cire |
| Toxicovigilance (cas groupés d'intoxication par les produits de la LAV) | | | | | | | |

| | Niveau 0a | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Niveau 4 | Niveau 5 a | Services « acteurs » |
|---|---|---|--|--|--|---|----------------------|
| | Niveau 0 b | | | | | Niveau 5 b | |
| Enquête entomologique autour des cas à la demande de l'ARS (3) Recherche et élimination des gîtes Capture d'adultes pour détection de virus (4) | NA | Oui (3) pour tous les cas importés (suspects, probables et confirmés) et les probables autochtones | Oui pour tous les cas (suspects, probables et confirmés) importés et autochtones | Oui pour tous les cas (suspects, probables et confirmés) importés et autochtones | Oui pour tous les cas (suspects, probables et confirmés) importés et autochtones | Non sauf nouveaux cas survenant en dehors des foyers existants | CD - EID |
| Protection individuelle et réduction des gîtes péri-domestiques | Non | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | CD – ARS - communes |
| Contrôle des Vecteurs par les opérateurs publics de démoustication (4) | Surveillance renforcée et traitement immédiat de tous les sites d'introduction avérée | LAV périefocale autour des cas si possible/nécessaire Définir les opérations préventives et curatives adéquates et le périmètre d'intervention (périefocal) (5). | Définir les opérations préventives et curatives adéquates et le périmètre d'intervention (périefocal) (5). | Définir les opérations préventives et curatives adéquates et le périmètre d'intervention (périefocal) (5). | Définir les opérations préventives et curatives adéquates et les périmètres d'intervention (périefocal) (5). | Définir les opérations préventives et curatives adéquates et les périmètres d'intervention (5). A considérer autour des nouveaux cas survenant en dehors des foyers existants | CD - EID |
| Cellule départementale de gestion (6) | Non | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Préfet |
| | Installation possible suivant situation locale | | | | | | |

| | | | | | | | |
|---|-----|-----|-----|-----|-----|-----|---|
| Communication aux professionnels de santé | Non | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | ARS |
| | | | | | | | |
| Communication au public et aux voyageurs | Non | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | CD – ARS -communes |
| Communication aux collectivités territoriales | Non | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | |
| | Oui | | | | | | CD - ARS |
| Identification des capacités d'intervention mobilisables en renfort (7) | Non | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Préfet - ARS |
| Formation des renforts mobilisables | | | | | | | |
| Désinsectisation des moyens de transport en provenance des zones à risque (RSI) | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Exploitants des moyens de transport sur les points d'entrée |

| | Niveau 0a | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Niveau 4 | Niveau 5 a | Services « acteurs » |
|---|------------|----------|----------|----------|----------|------------|---|
| | Niveau 0 b | | | | | Niveau 5 b | |
| Programme de surveillance et de lutte contre les vecteurs dans et autour des ports et aéroports (au - 400m) | Non | Oui | Oui | Oui | Oui | Oui | Responsables des bases portuaires et aéroportuaires |
| Alerte de la CAD « éléments et produits du corps humain » (8) | Non | Non | Oui | Oui | Oui | Oui | ARS |
| Information des autorités sanitaires européennes et OMS | NA | NA | Oui | Oui | Oui | Oui | DGS |

NA : non applicable ou sans objet

(1) Pour suspicion de chikungunya ou de dengue (dans les établissements de santé participant au réseau OSCOUR) + des données agrégées pour l'ensemble des établissements de santé de la zone concernée (lorsque les RPU seront fournies)

(2) Les niveaux 2, 3 et 4 prévoient une investigation de chaque cas. Ces investigations fourniront les données concernant l'hospitalisation, les éventuelles formes graves et les décès.

(3) Présence sur le territoire en période virémique (jusqu'à 7 jours après la date de début des signes).

(4) Par les collectivités territoriales compétentes.

(5) Notamment à partir des éléments communiqués par l'ASPF.

(6) Cette cellule présidée par le préfet de département réunit les différents acteurs concernés par la gestion de la situation et en particulier : ARS, structure chargée de la surveillance entomologique et de la démositication, collectivités territoriales concernées, afin de définir des actions à mettre en œuvre en termes de lutte anti-vectorielle et de communication.

(7) En cas de sollicitation importante des opérateurs publics de démositication (circulation autochtone importante en particulier), la mobilisation de renforts sera nécessaire. Le Tableau ci-après propose une liste d'acteurs pouvant être mobilisés ainsi que les différentes missions qui pourraient leur être confiées.

Pour estimation du risque lié à la transfusion sanguine et à la greffe (voir § III.2 de l'instruction DGS N°2015-125 du 16 avril 2015).

Acteurs qui pourraient être sollicités ou mobilisés et missions qui pourraient leur être attribuées (Réf. : tableau 5 - page 28 instruction DGS/RI1 du 16.04.2015)

| | Moyens humains pour les enquêtes entomologiques/lutte mécanique | Moyens humains pour les traitements | | Moyens humains pour la mobilisation communautaire | Matériel de traitement | Equipements de protection individuelle | Maintenance des appareils de traitement |
|--|---|-------------------------------------|--------------------|---|------------------------|--|---|
| | | larvicides | adulticides | | | | |
| Communes, intercommunalités, SCHS | +++ | ++ (+++ pour le domaine public) | ++ (si expérience) | +++ | + | + | |
| Autres opérateurs de lutte contre les moustiques | +++ | +++ | +++ | + | +++ | +++ | + |
| Secteur privé (3D) | | ++ | + (si expérience) | | | | |
| Associations | ++ | | | +++ | | | |
| EPST (Irstea, Inra...) | ++ | | | | + | + | + |
| Emplois aidés | ++ | | | +++ | | | |
| Service civique | ++ | | | +++ | | | |
| Sécurité civile | ++ | | | +++ | | | |

Descriptif des modes opératoires associés aux différents niveaux de plan

| PHASE DE L'INTERVENTION | ETAPES | OBJECTIFS | ACTIONS MISES EN ŒUVRE |
|--|---|--|---|
| 1. Préparation de l'intervention | Périmètre d'intervention | Définition d'une zone d'intervention adaptée au contexte : cas isolé, en foyer simple ou multiple | Analyse des ressources disponibles Analyse des actions de LAV déjà menées en cas de foyers Choix du périmètre en concertation avec l'ARS |
| | Cartographie et suivi des données | Edition de la zone d'intervention Recherche des données environnementales connues sur la zone si disponibles Compilation des données sur les actions déjà menées | Dessin de la zone selon le périmètre choisi Intégration des données environnementales disponibles Intégration des données de LAV Préparation des rapports d'action |
| 2. Prospection et définition de l'intervention | Enquête entomologique | évaluer la présence du vecteur pour définir le risque de transmission | Collecte préalable des informations nécessaires à la décision (pièges positifs...) Echanges avec les partenaires Consignation des données |
| | Recherche des contraintes de traitement adulticide | Récolter les informations sur le terrain sur rucher, bassin piscicole, agriculture biologique, captage d'eau etc. (de visu, si accessibles) non connus initialement et contrôle des données connues Limiter les impacts non-intentionnels de l'intervention | Prise de contact et entretien avec la personne Consignation des données Recommandations auprès du gestionnaire du site sensible pour la protection de son activité |
| | Prospection entomologique et lutte contre les gîtes | Recenser les gîtes larvaires productifs en <i>Ae. albopictus</i> en leur attribuant une typologie | Éliminer les gîtes larvaires Pulvérisation de larvicide avec un appareil portatif pour les gîtes ne pouvant être éliminés |
| | Campagne d'information, réalisée conjointement si possible | Informers les partenaires (collectivités locales) et la population de la zone d'intervention Informers sur le traitement spatial Transmettre le message de prévention aux personnes atteintes ou potentiellement exposées à une arbovirose | Prise de contact Message de protection contre les piqûres (délivrés par l'ARS et l'OPD) Message de protection vis-à-vis des produits insecticides Transmission de la carte prévisionnelle et des modalités de traitement aux ARS, Conseil départemental et DREAL |

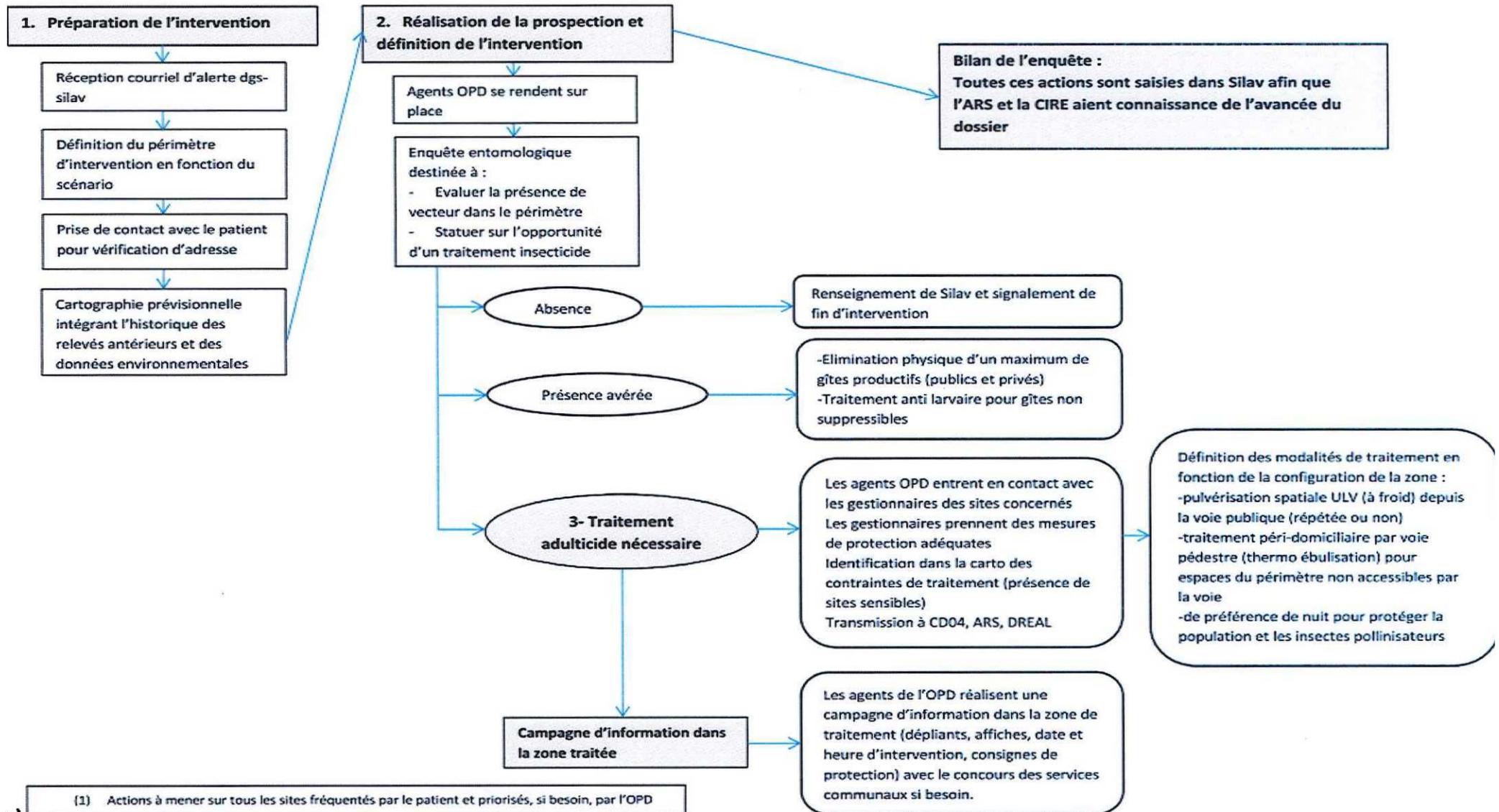
| | | | |
|---|--|--|--|
| 3. Traitement adulticide | Choix de l'adulticide | Possibilité de choix selon contraintes environnementales Limiter les impacts non-intentionnels en garantissant l'efficacité des traitements | <i>Analyse des données connues et remontées du terrain pour le traitement spatial</i> <i>Choix selon contraintes, efficacité connue du produit dans le respect d'une égale efficacité sur les vecteurs cibles</i> |
| | Traitement péri domiciliaire | Thermonébulisation dans l'espace péri-domiciliaire (adresse du cas et maisons contiguës), selon la configuration de la zone | <i>Préparation de l'intervention</i> <i>Information préalable des personnes présentes et des voisins</i> <i>Traitement</i> <i>Consignation des données</i> |
| | Pulvérisation spatiale d'adulticide | Eliminer des moustiques adultes par épandage de produit insecticide adulticide à l'échelle de la zone en Ultra Bas Volume (UBV) | <i>Préparation de l'intervention</i> <i>Information préalable des personnes présentes et des voisins</i> <i>Traitement</i> <i>Consignation des données</i> |
| 4. Rattrapage de la phase de prospection | Recherche des absents | Augmenter l'exhaustivité du contrôle de la zone | <i>Planification sur plusieurs jours ciblée sur les personnes absentes lors des contrôles précédents (cas autochtones)</i> |

Synthèse des actions à mener par les opérateurs

| modes opératoires | niveau albopictus 1 | niveau albopictus 2 | niveau albopictus 3 | niveau albopictus 4 | niveau albopictus 5 |
|---|--|---|---|---|---|
| périmètre | 150m en intégrant les données historiques et les retours du terrain | 150m en intégrant les données historiques et les retours du terrain | fusion des périmètres des cas du foyer adaptée à la morphologie urbaine | fusion des périmètres adaptée à la morphologie urbaine | dans les foyers : non applicable car arrêt de la gestion individuelle des cas - procédure maintenue autour des cas isolés |
| cartographie et rétro information | rapport systématique et individuel | rapport systématique et individuel | selon rythme et nombre de signalements: rapport systématique et individuel - bilan des actions par foyers | rapport des actions par foyers | |
| prospection entomologique et lutte antilarvaire | oui si absence de connaissances préalables (piège pondoir positif, enquête antérieure...) | oui, idem | oui, idem | oui, idem | |
| recherche des contraintes de traitement aduicide | oui pour informer les propriétaires afin d'appliquer des mesures de prévention | oui pour informer les propriétaires afin d'appliquer des mesures de prévention | oui pour informer les propriétaires afin d'appliquer des mesures de prévention | oui pour informer les propriétaires afin d'appliquer des mesures de prévention | |
| campagne d'information | oui pour la prévention des gîtes et des piqûres | oui pour la prévention des gîtes et des piqûres | oui pour la prévention des gîtes et des piqûres. Mobilisation de relais dans les quartiers touchés | oui pour la prévention des gîtes et des piqûres. Mobilisation de relais dans les quartiers touchés | |
| traitement péri-domiciliaire | Oui dans périmètre rapproché (~50m autour du cas, selon la configuration du terrain) | Oui dans périmètre rapproché (~50m autour du cas) | oui selon rythme des signalements et taille du foyer - uniquement dans périmètre rapproché (~50m autour du cas) | oui selon rythme des signalements et taille des foyers - uniquement dans périmètre rapproché (~50m autour du cas) | |
| recherche des absents | Oui, à proximité immédiate du cas si nécessité absolue pour l'efficacité du traitement | Oui, sur 2-3 jours, autour du cas initial sur un pourcentage de la surface considérée. Un passage en journée, un le soir. | Oui, sur 2-3 jours | Oui, sur 2-3 jours | |
| traitement spatial du périmètre | 1 pulvérisation | 2 pulvérisations à 3-4 jours d'intervalle autour des cas autochtones | 2 pulvérisations espacées de 3-4 jours dans chaque foyer - poursuite des actions tant qu'il y a des cas autochtones | 2 pulvérisations espacées de 3-4 jours dans chaque foyer - poursuite des actions tant qu'il y a des cas | |
| choix de l'aduicide | selon contraintes environnementales et efficacité de l'alternative (ex : pyrèthre naturel) | Deltaméthrine | Deltaméthrine | Deltaméthrine | |

Protocole d'intervention LAV autour d'un cas suspect ou confirmé de dengue, de chikungunya et de zika

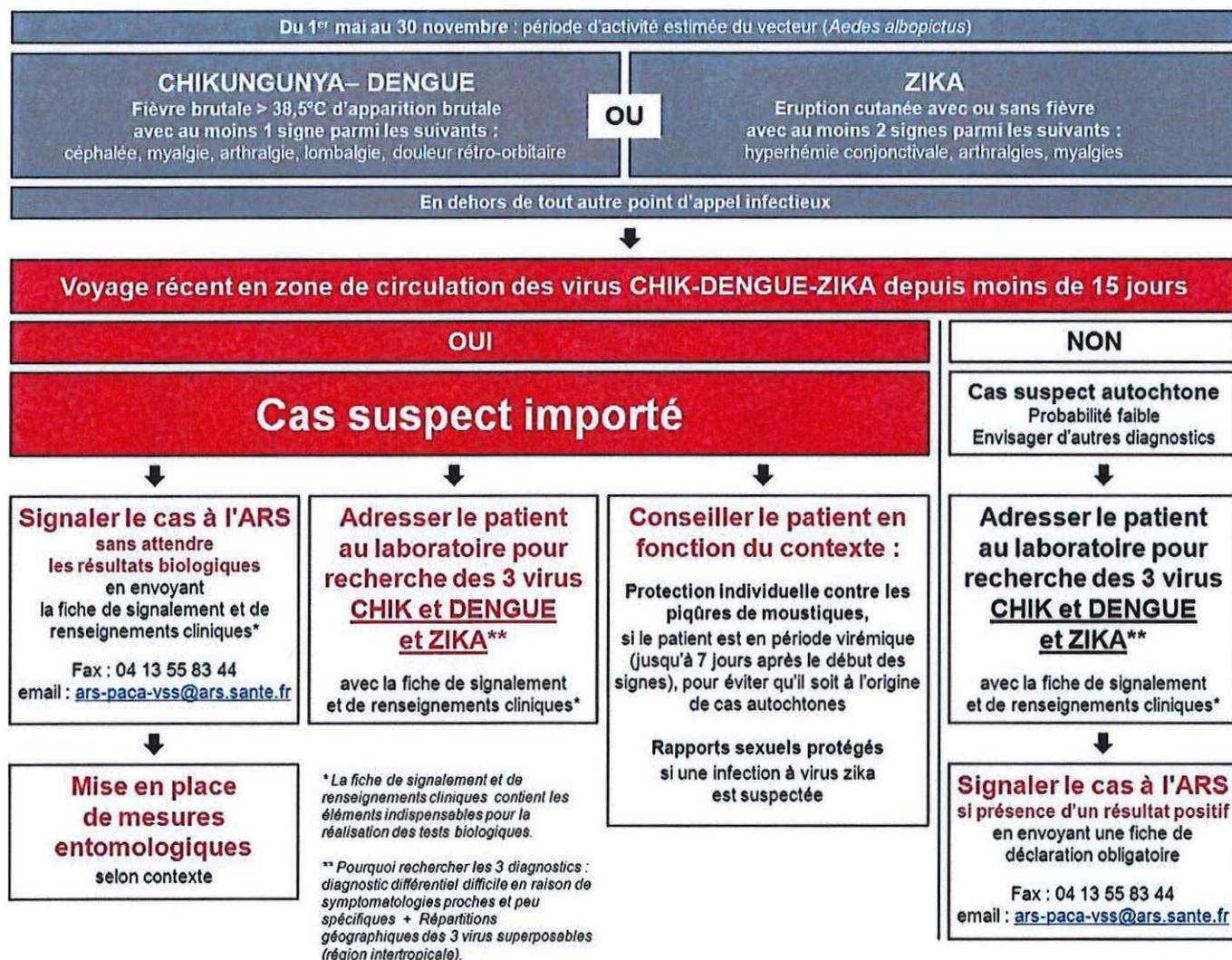
Protocole d'intervention autour d'un cas ⁽¹⁾



Protocole d'investigation d'un cas

CAS SUSPECT

CONTEXTE : PAS DE PRÉSENCE DE CAS AUTOCHTONE CONFIRMÉ



CAS SUSPECT

CONTEXTE : PRÉSENCE DE CAS AUTOCHTONE CONFIRMÉ

A réception du signalement du cas suspect, le service VSS de l'ARS :

- Contacte le laboratoire où a été prélevé le patient et demande les coordonnées du patient ;
- Contacte le patient afin de savoir s'il a voyagé dans un pays où circulent les virus de la dengue ou du chikungunya :

Si le patient a voyagé :

1. Retour à la procédure cas importé ci-dessus.
2. Rappeler au laboratoire de suivre le protocole de signalement des cas suspects importés en envoyant les prélèvements au CNR et en signalant le cas à l'ARS.

Si le patient n'a pas voyagé :

1. Vérifier que le laboratoire Biomnis ou Cerba a bien envoyé le prélèvement au CNR pour confirmation du résultat (faux positifs en sérologie fréquents).
2. Alerter le CNR du signalement et de l'arrivée du prélèvement pour contrôle.
3. Compléter la fiche Voozarbo avec les informations données par le patient (DDS, clinique, adresse du domicile, lieux fréquentés pendant phase virémique probable)
4. Informer la Cire et DSPE.
5. Attendre la confirmation biologique du CNR.
6. L'opérateur n'interviendra que si la confirmation biologique du CNR est positive.

A réception des résultats CNR par l'ARS :

Si résultats positifs = cas autochtone = ALERTE

1. Information immédiate par l'ARS et la Cire de tous les partenaires : opérateur, conseil départemental, Santé Publique France, Préfecture
2. Signalement SISAC (Information du CORRUSS) pour mise en œuvre des mesures de gestion du plan.

Si résultats négatifs = cas exclu fin des investigations

1. Informer les partenaires des résultats (Santé Publique France, Cire, opérateur, CD)
2. Compléter Voozarbo.

Les supports de communication

A l'attention des voyageurs :

| | |
|-------------|--|
| Planche N°1 | Dépliant « Chikungunya, Dengue, paludisme, west Nile, Comment se protéger ? » - Ministère chargé de la santé, Santé Publique France |
| Planche N°2 | Affiche « Comment pourrait survenir une épidémie de chikungunya ou de dengue dans le sud de la France et comment la prévenir » - Ministère chargé de la santé, INPES |
| Planche N°3 | Affiche « Vous partez dans une région où des cas de Chikungunya, Dengue ou Zika ont été signalés » |
| Planche N°4 | Affiche « Vous revenez d'une région où des cas de Chikungunya, Dengue ou Zika ont été signalés » |

A l'attention des collectivités et du grand public :

| | |
|-------------|--|
| Planche N°5 | Dépliant « Faisons équipe avant qu'il pique » - EID Med |
| Planche N°6 | Feuillet « Check-list – Pour être sec avec les moustiques » - EID Med |
| Planche N°7 | Livret « Mode opératoire LAV » - EID Med |
| Planche N°8 | Feuillet protection personnelle anti-vectorielle (PPAV) – « Moustiques, tiques... Pourquoi, comment bien se protéger » - Société de médecine des voyages |

| N° de la planche | Organisme ou site « internet » de consultation |
|------------------|--|
| N°1 | Site internet de l'INPES : http://www.inpes.sante.fr/CFESBases/catalogue/pdf/1043.pdf |
| N°2 | Site du ministère de la santé : http://www.sante.gouv.fr/IMG/pdf/Prevention-chik-dengue.pdf |
| N°3 | Site de Santé publique France : http://inpes.santepubliquefrance.fr/CFESBases/catalogue/pdf/1731.pdf |
| N°4 | Site de Santé publique France : http://inpes.santepubliquefrance.fr/CFESBases/catalogue/pdf/1049.pdf |
| N°5 | site de l'EID Med : www.eid-med.org Dépliant « Faisons équipe avant qu'il pique » http://www.eid-med.org/actualites/moustique-tigre-faisons-equipe-avant-quil-pique |
| N°6 | Site de l'EID Med : http://www.eid-med.org/sites/default/files/ressources/check-list.pdf |
| N°7 | Site de l'EID Med : http://www.eid-med.org/sites/default/files/plaquette_lav.pdf |
| N°8 | Site de la société de médecine des voyages : http://www.medecine-voyages.fr/publications/flyerppv.pdf |

Supports supplémentaires à télécharger sur le site de l'ARS PACA :
<https://www.paca.ars.sante.fr/moustique-tigre>

Dispositif de toxicovigilance

Les supports d'information diffusés par l'opérateur public de démostication missionné par le conseil départemental comportent notamment une mention permettant d'instaurer un dispositif de toxicovigilance ; cette mention est la suivante :

« En cas de symptômes susceptibles d'être liés à ces traitements, vous pouvez appeler le centre antipoison de Marseille pour tout conseil médical (04 91 75 25 25) ».

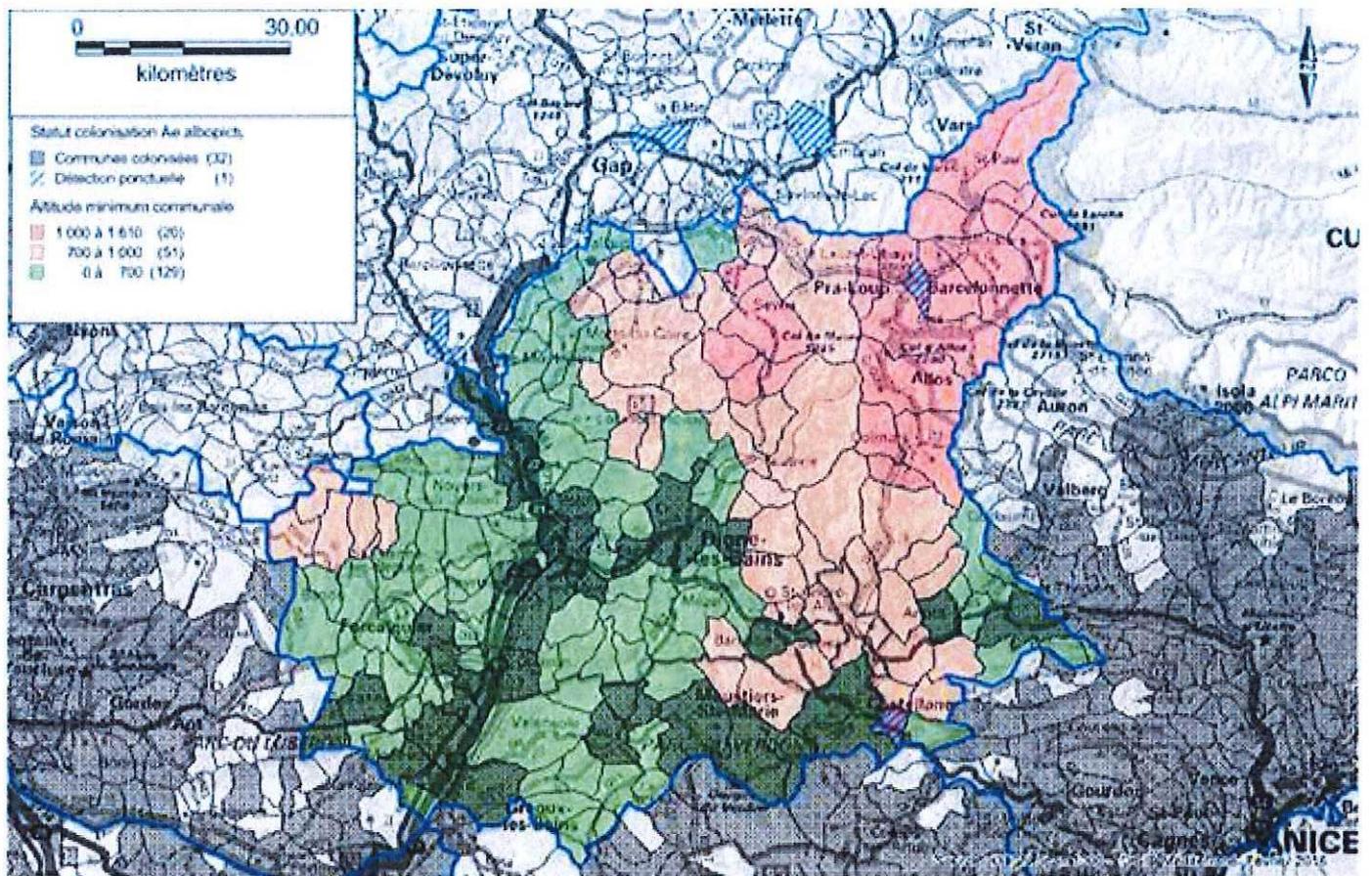
Liste des points d'entrée régionaux

Liste des ports et aérodromes considérés comme des « points d'entrée » de la région

La liste des points d'entrée est fixée par l'arrêté interministériel du 5 novembre 2013 en application des articles R.3115-6 et R.3821-3 du code de la santé publique.

(Référence : AIM du 05.11.2013 – JORF du 29.11.2013)

| Liste des ports constituant des points d'entrée du trafic international | |
|---|--|
| Alpes Maritimes | <u>Cannes</u> <u>Nice</u> |
| Bouches du Rhône | <u>Grand Port Maritime de Marseille</u> |
| VAR | <u>Toulon :</u> <u>- Port TCA – Toulon Côte d'Azur</u> |
| Liste des aérodromes constituant des points d'entrée du trafic international | |
| Alpes Maritimes | <u>Aéroport Nice Côte d'Azur</u> <u>Aéroport Cannes – Mandelieu</u> |
| Bouches du Rhône | <u>Aéroport Marseille Provence</u> |
| Var | <u>Toulon/Hyères Le Palyvestre</u> |
| Vaucluse | <u>Avignon - Caumont</u> |





PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

**DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE
DES ALPES DE HAUTE PROVENCE
DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ
PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR**
Service Santé Environnement

Digne-les-Bains, le 29 mars 2018

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2018-088-005

Alimentation en eau destinée
à la consommation humaine.
Commune de BAYONS
GAEC DU COL DE LA SAPIE
Fromagerie artisanale
à faible capacité de production

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
*Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10, L.1324-3, L.1312-1 et R.1321-1 à R.1321-68 ;

VU la circulaire interministérielle DGS/SD7A n° 2005-334 et DGAL/SDSSA/C du 6 juillet 2005 relative aux conditions d'utilisation des eaux et au suivi de leur qualité dans les entreprises du secteur alimentaire traitant des denrées animales et d'origine animale en application du code de la santé publique, article R 1321-1 et suivants ;

VU la demande effectuée le 31 août 2017 par M. Sébastien AYE ;

VU les rapports de M. Marc FIQUET, hydrogéologue agréé, des 27 octobre 2017 et 13 janvier 2018 ;

VU le dossier présenté et approuvé en Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) le 15 mars 2018 ;

CONSIDÉRANT QUE les besoins en eau destinée à la consommation humaine du GAEC du Col de la Sapie comprenant une habitation et une fromagerie artisanale à faible capacité de production, énoncés à l'appui du dossier, sont justifiés ;

SUR PROPOSITION de Madame la Déléguée départementale des Alpes de Haute-Provence de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte-D'azur ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Autorisation de prélèvement

M. Sébastien AYE, représentant le groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) du Col de la Sapie qui exploite, au sein de la commune de BAYONS, une fromagerie artisanale, est autorisé à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau du captage de la source qu'il utilise.

ARTICLE 2 : Caractéristiques, localisation

L'eau est captée sur la parcelle B 598 de la commune de BAYONS.
Les coordonnées dans le système Lambert II étendu sont les suivantes :
X 905 343 - Y 1 926 681 - Z 1430

ARTICLE 3 : Débit capté autorisé

Le débit maximum capté est de 3 M³/j.

ARTICLE 4 : Aménagement et protection du captage

Les prescriptions de M. Marc FIQUET, hydrogéologue agréé, dans ses rapports des 27 septembre 2017 et 13 janvier 2018 seront respectées :

Le captage sera régulièrement entretenu (1 fois par an minimum). Ce dernier, ainsi que le regard brise charge intermédiaire, devront être fermés par un capot étanche et verrouillable.

Un périmètre de sécurité en amont du captage sera matérialisé pour prévenir des contaminations par les déjections des animaux lors de leur passage. Ce périmètre constitué de filets amovibles sera mis en place lors de la montée des troupeaux en alpage. Il s'étendra sur 100 m environ en amont du captage, correspondant au gros pin matérialisé lors de la visite, et ceinturera le talweg dominant la source (~20 m de large).

ARTICLE 5 : Modalités de distribution

Les eaux issues de la source sont préalablement désinfectées aux rayons ultraviolets, avant toute mise à disposition du public.

ARTICLE 6 : Protection de la distribution

Le réseau d'adduction et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine n'a aucune autre vocation, excepté en cas de secours pour cause d'incendie. Aucune autre ressource ne sera connectée à ce réseau.

ARTICLE 7 : Surveillance de la qualité de l'eau et des installations

M. Sébastien AYE veille à la préservation de la ressource et au bon fonctionnement des systèmes de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée. Les ouvrages sont régulièrement entretenus et contrôlés.

En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, il est tenu de prévenir les services de la délégation départementale de l'Agence Régionale de Santé des

Alpes-de-Haute-Provence. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites aux frais de l'exploitant.

L'ensemble des mesures, interventions, travaux et observations est consigné dans un registre.

ARTICLE 8 : Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de l'exploitant selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9 : Délai et durée de validité

Les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de l'entreprise agro-alimentaire dans les conditions fixées par celui-ci, et dans les limites fixées par le bail rural type, consenti entre M. Sébastien AYE et l'indivision PAYAN, le 27 mars 2011.

ARTICLE 10 : Notifications et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis à M. Sébastien AYE et à la commune de BAYONS en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté.

ARTICLE 11 : Droit de recours

Toute personne désirant contester le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, saisir d'un recours contentieux le Tribunal Administratif de Marseille (22-24, avenue de Breteuil 13 281 Marseille cedex 06).

ARTICLE 12 : Mesures exécutoires

La Secrétaire générale de la Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence,
Madame la Déléguée départementale des Alpes-de-Haute-Provence de l'Agence Régionale de Santé,

M. Sébastien AYE,

Monsieur le Maire de BAYONS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes de Haute Provence.

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire générale,



Myriam GARCIA



PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

**DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE
DES ALPES DE HAUTE PROVENCE
DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR**
Service Santé Environnement

Digne-les-Bains, le 29 mars 2018

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2018-088-003

D'autorisation prévue au L.1321-7 du code de la santé publique, de
traitement et distribution d'eau
destinée à la consommation humaine
des communes de Roumoules et de Puimoisson

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10, et R.1321-1 à R.1321-68 ;

VU le Décret du 23 juillet 1977 déclarant d'utilité publique la constitution de périmètres de protection autour des réservoirs de Gréoux, Quinson, Sainte-Croix sur le Verdon et du réservoir de Bimont ;

VU la circulaire DGS/VS4 n° 2000-166 du 28 mars 2000 relative aux produits de procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 1997 relatif aux matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique (*modifié par arrêtés du 9 décembre 2015 et du 4 août 2017*) ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral n°88-3136 du 26 août 1988 relatif aux travaux d'adduction d'eau potable – SIVOM pour l'alimentation en eau potable du plateau de Valensole ;

VU le dossier de demande d'autorisation de production et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine fourni par la Société du Canal de Provence le 09 février 2018 à partir de la station de potabilisation de Puimoisson-Roumoules ;

VU le rapport du 2 mars 2018 présenté au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques le 15 mars 2018 ;

VU l'avis du 15 mars 2018 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

CONSIDÉRANT QU'il est devenu nécessaire d'améliorer et de rationaliser le traitement d'eau destinée à la consommation humaine des communes de Roumoules et de Puimoisson, en remplaçant deux stations desservant chaque commune par une seule station aux performances améliorées ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Autorisation L.1321-7 du code de la santé publique

La Société du Canal de Provence, dont le siège est situé à Le Tholonet – CS 70064, 13182 Aix-en-Provence, ci-après SCP, est autorisée à utiliser de l'eau pour la production et la distribution d'eau destinée à la consommation humaine sur les communes de Roumoules et de Puimoisson à partir d'une station de potabilisation située sur la commune de Roumoules, parcelle ZB63, dans les conditions décrites dans le présent arrêté.

ARTICLE 2 : Eau brute utilisée

L'eau brute utilisée par la présente autorisation est de l'eau superficielle du lac de Sainte Croix du Verdon captée à la prise d'eau des Pradelles, située sur la commune de Moustiers-Sainte-Marie (04). L'eau est refoulée par la station de pompage des Pradelles aux réservoirs de Chaudon et de Mégis. Ces installations sont la propriété de la SCP et exploitées par la SCP.

La qualité de l'eau brute correspond au groupe A2 en tenant compte de quelques maxima sinon en général de groupe A1 des eaux douces superficielles de l'annexe III de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique (*modifié par arrêtés du 9 décembre 2015 et du 4 août 2017*).

ARTICLE 3 : Traitement

Les procédés et produits utilisés dans la station de traitement doivent être conformes à la circulaire DGS/VS4 n° 2000-166 du 28 mars 2000 relative aux produits de procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine.

La station de traitement est conçue sur le principe suivant :

- Si besoin, injection d'un coagulant (polychlorure d'aluminium désigné sous le nom commercial de PAX) asservi à la turbidité de l'eau brute ;
- Filtration sur filtre bicouche anthracite-sable, vitesse de filtration inférieure à 10 m/h ;
- Chloration ;
- Stockage d'eau traitée dans une bache.

La production d'eau potable de la station de traitement est de 13 litres par seconde, soit 1123 m³ par jour.

Les eaux de lavage des filtres sont rejetées dans le réseau d'eaux pluviales de la ZAC Argentière selon une convention signée avec le responsable du réseau d'assainissement.

ARTICLE 4 : Distribution

La SCP livre de l'eau traitée destinée à la consommation humaine aux communes de Roumoules et de Puimoisson. La Communauté d'agglomération Durance Luberon Verdon Agglomération (DLVA) est responsable de la distribution d'eau publique des communes de Roumoules et de Puimoisson.

Les points de livraison d'eau traitée par la SCP à la DLVA sont :

- pour la commune de Roumoules : le poste de comptage à la sortie immédiate du réservoir d'eau traitée de la station de traitement Puimoisson-Roumoules SCP. L'eau traitée est refoulée vers le réservoir communal de Roumoules dans une conduite sur une longueur d'environ 1.4 km dont la propriété et la charge d'exploitation sont à la DLVA.
- pour la commune de Puimoisson : le poste de comptage installé au bout d'une canalisation de 4.5 km dans un édicule à côté du réservoir communal de Puimoisson. La conduite d'eau traitée du réservoir communal de Puimoisson est la propriété de SCP qui en a la charge d'exploitation.

La SCP livre de l'eau traitée destinée à la consommation humaine à des abonnés desservis par la conduite d'eau traitée alimentant la commune de Puimoisson. Les adresses desservies figurent dans le tableau suivant :

| Poste | Adresse |
|-------|--|
| 41 | CAMPAGNE GRENOUILLETS 04410 PUIMOISSON |
| 42 | CAMPAGNE GRENOUILLETS 04410 PUIMOISSON |
| 46 | QUARTIER VALENSOLETTTE 04410 PUIMOISSON |
| 47 | 54 RUE DES PATIS 95300 PONTOISE |
| 48 | ET CECILE LA VALENSOLETTTE 04410 PUIMOISSON |

| | |
|----|---|
| 49 | LE DEFFEND 04410 PUIMOISSON |
| 50 | LE COLOMBIER 04410 PUIMOISSON |
| 51 | CAMPAGNE ST APOLLINAIRE 04410 PUIMOISSON |
| 52 | 2270 CHEMIN DE LA PLAINE DES 13080 LUYNES |
| 55 | ROUTE DE MOUSTIERS 04500 ROUMOULES |

ARTICLE 5 : Surveillance

La surveillance des installations de prélèvement d'eau brute décrite à l'article 2, d'adduction et de stockage d'eau brute, et de la station de traitement décrite à l'article 3 est assurée par la SCP, ainsi que la surveillance de la qualité de l'eau brute et traitée.

En matière de surveillance de la qualité de l'eau, la SCP réalise des analyses sur échantillon de prélèvements d'eau, ainsi que des mesures de paramètres par capteurs en continu (pH, température, turbidité, chlore libre) télétransmises au centre d'exploitation. Des alarmes se déclenchent sur dépassements de seuils paramétrés.

ARTICLE 6 : Contrôle sanitaire

Des robinets de prise d'échantillon d'eau brute et d'eau traitée stockée dans la bache doivent être installés pour procéder aux prises d'échantillons du contrôle sanitaire réglementaire. L'accès aux agents missionnés pour l'exercice de ce contrôle doit être assuré par l'exploitant de la station de potabilisation.

Le contrôle sanitaire porte également sur la qualité de l'eau traitée distribuée aux abonnés desservis par la conduite d'eau vers Puimoisson.

ARTICLE 7 : Modification de l'arrêté préfectoral n°88-3136 du 26 août 1988

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°88-3136 du 26 août 1988 est modifié comme suit :

il est supprimé : « - *Puimoisson 5 l/s*
 - *Roumoules 5 l/s* »

pour être remplacé par « *Puimoisson et Roumoules : 13 l/s* ».

Les dispositions antérieures de cet article 1^{er} régissant exclusivement les débits d'équipement de Puimoisson et de Roumoules sont ainsi abrogés.

ARTICLE 8 : Recours

Toute personne désirant contester le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, saisir d'un recours contentieux le Tribunal Administratif de Marseille (22-24, avenue de Breteuil 13 281 Marseille CEDEX 06).

ARTICLE 9 : Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence,
Le Président de la Société du Canal de Provence,
Le Président de la communauté d'agglomération Durance Lubéron Verdon Agglomération,
Le Maire de la commune de ROUMOULES,
Le Maire de la commune de PUIMOISSON,
Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Le Directeur Départemental des Territoires des Alpes-de-Haute-Provence,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont la mention sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence.

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire générale,



Myriam GARCIA